

PATRIOTS

FOR EUROPE FOUNDATION

**MÉDIAS ET LIBERTÉS DE LA
PRESSE EN EUROPE CENTRALE
ET ORIENTALE**

Les cas hongrois et polonais

Une étude pour la Fondation Patriots for Europe

2022



Si la presse n'existait pas, il faudrait ne pas l'inventer.

Honoré de Balzac (1840)

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Depuis le retour au pouvoir de Viktor Orbán en 2010 et la victoire du parti Droit et Justice (PiS) en 2015, la Hongrie et la Pologne font régulièrement l'objet de critiques relatives à la liberté de la presse de la part des médias et des gouvernements occidentaux, des institutions européennes et des organisations non-gouvernementales. La liberté de la presse serait en danger dans ces pays. Le pouvoir politique y tiendrait et y contrôlerait les médias d'une main de fer.

Face à ces critiques permanentes et de plus en plus sévères, la Hongrie et la Pologne font front ensemble. Arguant d'un destin partagé et d'un goût pour la liberté développé sous le joug du communisme pendant près d'un demi-siècle, la Hongrie et la Pologne tentent de défendre leur singularité et se plaisent à afficher des valeurs communes. L'amitié polono-hongroise plonge ses racines jusque dans les liens entre les familles Jagellon et Báthory au XVI^e siècle, dans la révolution de 1848 ou encore dans la détermination anti-soviétique de 1956. Elle est aujourd'hui mise à rude épreuve : la mise en place d'un mécanisme lié à l'état de droit se confirme et un *Media Freedom Act* devrait être présenté par la Commission européenne en 2022, alors que la fin du vote à l'unanimité au Conseil de l'Union européenne est un sujet de moins en moins tabou.

Budapest et Varsovie redoublent de solidarité et répondent aux critiques par des arguments et des lignes de défense globalement similaires. Jamais l'Union européenne n'avait fait montre d'autant de divisions internes et d'incapacité à comprendre et à digérer sa propre histoire. Il devient en effet évident que ce sur quoi bute l'Union européenne n'est autre que la difficulté à faire co-exister l'Europe occidentale et l'Europe post-communiste. Mais en a-t-elle réellement la volonté et la vocation ?

En matière de liberté de la presse, beaucoup de slogans et d'invectives ont été lancés de part et d'autre. Les machines médiatiques se sont emballées et les officines politiques s'en donnent à cœur joie dans ce conflit entre Bruxelles, Budapest et Varsovie. Hélas, il est rare que du crédit soit accordé à la situation réelle des médias en Hongrie et en Pologne. Le fait que la Slovaquie ait récemment rejoint cet « axe du mal » devrait pourtant encourager les journalistes ouest-européens à aller sur le terrain de la compréhension des fractures actuelles par une étude des particularités historiques de ces pays. Très peu d'effort sont fait en ce sens, et la compréhension qu'ont les Occidentaux à l'égard de l'Europe post-communiste reste éminemment limitée.

C'est pourtant dans ces particularités post-communistes que doivent être recherchées les raisons de beaucoup de conflits actuels. Pourquoi, en effet, s'efforcer à ne pas comprendre que des pays dans lesquels l'information était centralisée et tenue par des partis uniques jusqu'en 1989 sont encore plus de trente ans plus tard marqués par ce passé ? Dès les années 1990, quand un engouement s'est emparé du continent européen pour l'intégration de ces pays dans le club des nations « libres et démocratiques », la prise en compte des facteurs de singularité de cette région manquait déjà cruellement à l'appel. À bien des égards, les tensions actuelles sont le résultat de ce péché originel commis au lendemain de la chute du mur de Berlin. Mais la construction européenne est-elle un processus pouvant se permettre de s'encombrer de la compréhension de telles singularités historiques ?

Les griefs formulés à l'encontre de la Hongrie et de la Pologne en matière de liberté de la presse et des médias font l'impasse sur la compréhension des réalités du marché des médias dans ces pays. Ces griefs sont formulés dans le cadre d'affrontements politiques et ne tiennent pas compte de la complexité de l'Europe post-communiste. Ils procèdent de logiques générales et abstraites et ne laissent pas de place au travail de terrain et à la récolte d'informations passant par d'autres canaux que celui des opposants locaux aux gouvernements hongrois et polonais. En ce sens, le conflit actuel autour du danger qui pèserait sur la liberté de la presse à Budapest et à Varsovie dépasse son cadre initial. Il permet de s'interroger sur la nature de la construction européenne par le biais de la définition que donnent à la liberté de la presse les opposants à la politique des gouvernements hongrois et polonais.

À ces difficultés historiques vient s'ajouter un renouvellement des termes du débat sur la liberté de la presse. L'époque est au règne de l'information en continu, à l'omniprésence des réseaux sociaux et à la domination des géants du numérique. Au cours des dernières années, les modes de consommation médiatique ont profondément changé, la numérisation étant un phénomène redistribuant les cartes de toutes les activités humaines. Combiné à l'impasse faite dans les années 1990 sur la compréhension de l'Europe post-communiste, ce saut technologique complexifie sans doute encore plus la question de la liberté de la presse dans cette région qu'en Europe de l'Ouest.

C'est à cette impasse faite sur la compréhension de cette région que cette étude entend répondre par des mises en perspectives historiques et politiques et une présentation des rapports de forces médiatiques réels existant en Hongrie et Pologne. L'objectif de ce travail est d'aller au-delà de la traditionnelle confrontation entre les institutions européennes, la Pologne et la Hongrie en fournissant des clés de compréhension construites à partir d'éléments factuels et du climat réel pouvant être constatés dans ces deux pays.

Chapitre 1 : Les médias et la presse dans la Hongrie de Viktor Orbán

INTRODUCTION

La Hongrie et le nom de Viktor Orbán sont depuis une décennie au cœur de nombreuses discordes. Espoir pour les uns, repoussoir pour les autres, le gouvernement en place à Budapest depuis le printemps 2010 ne laisse pas indifférent. De l'Ouest, par le prisme des grands médias, le citoyen lambda pourrait presque penser que la Hongrie est un pays sombre et hermétique, disposant d'un cadre politique dur et sans issue, au sein duquel évolue une population sommée de se taire et des médias mis en coupes réglées par un pouvoir central autoritaire. À ces fantasmes en répondent d'autres : ceux des Européens de l'Ouest plaçant dans la Hongrie un espoir démesuré, pensant que ce pays d'Europe centrale est le remède à tous leurs maux et un exemple abouti de politique faisant échec au progressisme qu'ils honnissent.

Le travail qui suit n'entend pas rentrer dans ces querelles d'idéaux. Ayant pour sujet la situation des médias dans un pays dont le gouvernement est souvent critiqué pour ses prétendues attaques contre la liberté de la presse, ce travail se forcera de partir des *réalités hongroises* en évitant autant que possible les approches idéologisantes. La Hongrie a fait l'objet de tant de critiques concernant la liberté de la presse qu'il est devenu difficile de démêler le vrai du faux pour poser les bases d'une discussion sereine. Parce que le débat est systématiquement idéologisé et les interventions trop passionnées, le sujet principal de la question des médias et de la presse a tendance à devenir secondaire et est facilement phagocyté par les manœuvres et les récupérations politiques.

En effet, rarement des noms de médias hongrois sont cités. Tout le monde a déjà entendu dire que la situation des médias en Hongrie était considérée comme problématique, mais personne ne serait en mesure de mentionner plusieurs noms de journaux hongrois. Par ailleurs, l'avis des Hongrois compte souvent peu dans les témoignages à charge construits contre le gouvernement de Viktor Orbán. Les études sur l'état réel de la presse et des médias en Hongrie sont inexistantes pour les non-magyarophones, alors que les débats autour de la liberté de la presse en Hongrie ne sont bien souvent qu'un tissu d'invectives et de positionnements politiques.

Pourtant, le sujet ne manque pas d'intérêt. Le déchaînement de réactions qu'il suscite ne sort pas du néant. Il est en effet indéniable que la presse hongroise est éminemment différente de la presse occidentale. Son histoire, son fonctionnement, son financement, son ton et ses objectifs font qu'elle détonne incontestablement par rapport aux médias d'Europe de l'Ouest. Pourquoi le

sujet de la liberté de la presse en Hongrie n'est-il jamais étudié sous cet angle ? Il est vrai qu'une étude sous cet angle aboutit nécessairement à trouver des différences fondamentales entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe post-communiste. Mais les institutions européennes entendent-elles vraiment constater et regarder en face ces différences ? Rien n'est moins sûr. Pourquoi une telle pauvreté dans le débat sur la question de la liberté de la presse et des médias en Hongrie ?

Le malaise est bien ancré : bien que les Hongrois restent attachés à l'appartenance de leur pays à l'Union européenne, les relations entre Bruxelles et Budapest se tendent de plus en plus. Aucun effort n'est fait pour s'intéresser *concrètement* à la situation hongroise. La tension semble être un état satisfaisant pour les deux parties, la réalité factuelle des propos dirigés contre son adversaire n'étant de nos jours plus une priorité.

Le retour triomphal de Viktor Orbán au pouvoir en 2010 est le fruit de vingt années de déceptions des Hongrois dans les politiques menées à la suite du changement de régime de 1989 et au profit de la construction européenne. Ce point est celui de tous les achoppements et de toutes les dissonances. Ce constat est évidemment douloureux pour les plus fervents adeptes de construction européenne : à peine quelques années après leur intégration au bloc occidental, les Hongrois commencent à émettre des doutes sur leur aventure européenne, même s'ils n'envisagent certes pas la rupture. La presse et les médias hongrois montrent par excellence tout ce qu'ont charrié les trente années ayant suivi le changement de régime de 1989.

Faire un focus sur ces médias revient donc à exhumer des éléments que les thuriféraires de la construction européenne veulent sans doute ne pas voir. C'est avant tout pour cela que le débat est pauvre et superficiel quand il s'agit de traiter de la question des médias en Hongrie. Regarder de près les médias hongrois, c'est regarder de près ce qui s'est passé en Hongrie ces trente dernières années, et donc s'exposer au risque de faire des constats déplaisants pour de nombreux acteurs politiques et médiatiques. Cet exercice est cependant indispensable si l'on veut aller au-delà des querelles stériles entre Bruxelles et Budapest. Il consistera en une rétrospective historique (I, II) permettant de dresser un tableau général des médias hongrois (IV) par une compréhension des réelles dynamiques à l'œuvre sur ce marché (III).

I. Le Fidesz et les médias : genèse d'un rapport douloureux

A) Le traumatisme de la défaite de 2002

La plupart des observateurs et des journalistes occidentaux ont un discours assez similaire sur le parcours politique de l'actuel Premier ministre hongrois, et en parlent souvent en utilisant les termes suivants : opposant au régime soviétique, libéral et atlantiste convaincu à ses débuts, plus jeune Premier ministre d'Europe en 1998, Viktor Orbán a progressivement tourné le dos à ses idéaux de jeunesse et prend nettement un tournant conservateur, nationaliste et autoritaire après son retour au pouvoir en 2010.

Au-delà de l'emploi journalistique d'épithètes manquant de précision, cette simplification a ceci de vrai qu'en trente ans de vie politique, le discours de Viktor Orbán a incontestablement évolué — une évolution que ses soutiens expliquent par un sens de l'histoire, alors que ses détracteurs y voient des penchants autoritaires et un désamour envers la démocratie libérale. En tout état de cause, cette approche manque d'originalité et de profondeur en ce qu'elle débouche sur des conclusions assez générales, et permet simplement de rappeler qu'une carrière politique nationale à haut niveau sur plusieurs décennies ne peut qu'être le fruit d'adaptations, de changements, d'évolutions, de revirements, voire de reniements ou de trahisons.

Deux éléments fondamentaux du parcours politique de Viktor Orbán sont presque systématiquement ignorés des observateurs non-hongrois. Le premier élément concerne son « virage conservateur », qui en plus d'être mal défini, ou exagéré, est souvent mal daté, la presse étrangère évoquant sa victoire de 2010, alors qu'en réalité, dès 1991, le meneur du Fidesz doit faire face à des clivages au sein de son parti sur cette question, à un moment où il rompt déjà en partie avec ses premiers sponsors occidentaux, notamment certaines franges de la galaxie Soros¹. Le deuxième élément tient à sa première expérience du pouvoir entre 1998 et 2002, un mandat au cours duquel il a réussi de solides réalisations économiques et sociales, que même ses opposants avaient alors eu du mal à ne pas reconnaître. En quelque sorte, Viktor Orbán, bénéficiant certes d'un contexte économique européen favorable, avait réussi à mettre un terme aux années noires ayant suivi la fin du socialisme, des années faites de misère sociale et d'insécurité.

Premier ministre sortant, Viktor Orbán avait alors décidé avec ses équipes de faire campagne sur ce bilan positif aux élections législatives du printemps 2002. Pour la première fois

¹Sous la direction de Márton BÉKÉS, *A Nagy terv - A Soros-birodalom Közép- és Kelet-Európában* [Le Grand projet - L'Empire Soros en Europe centrale et orientale], éditions KKEKTK Közalapítvány, 2021, 394 pages. Ces épisodes de rupture précoce de Viktor Orbán avec la galaxie Soros sont décrits dans Yann CASPAR, 2021, *Soros, ou l'art de la pêche en eaux troubles*, Visegrád Post, 26 octobre 2021, <https://visegradpost.com/fr/2021/10/26/soros-ou-lart-de-la-peche-en-eaux-troubles/>

depuis le changement de régime de 1990, la politique hongroise se caractérisait par une nette polarisation des forces, le Fidesz et ses alliés du MDF (avec lesquelles le Fidesz rompra par la suite) ayant en face d'eux les socialistes (MSZP) et les libéraux-démocrates (SZDSZ). Le SZDSZ, un parti depuis disparu, dont l'électorat se composait principalement de l'intelligentsia budapestoise, avait pendant le mandat de Viktor Orbán et la campagne usé d'une rhétorique accusant le Premier ministre d'avoir des penchants autoritaires et d'avoir en lui des germes de dictateur — certes encore d'une manière artisanale alors que, depuis 2010, l'utilisation de cette rhétorique est devenue industrielle.

Viktor Orbán perd de justesse les élections, n'ayant pas trouvé les bons angles face à la campagne de *black PR* menée par le MSZP et le SZDSZ, qui ont su s'appuyer sur des médias et une presse défavorables au Premier ministre sortant. Cette défaite fait l'effet d'une terrible surprise dans les rangs du parti de Viktor Orbán et restera comme un traumatisme. **Bien plus que dans la personnalité de Viktor Orbán ou dans ses convictions politiques, le rapport qu'entretient depuis l'actuel Premier ministre hongrois à la presse est à rechercher dans cette défaite de 2002.**

Au lendemain des élections de 2002, le Fidesz et ses partisans se sentent floués par des médias et une presse, qui, malgré les réussites économiques et sociales de Viktor Orbán, n'ont pas hésité à travailler, directement ou non, pour les libéraux et des socialistes. Disposant d'une majorité simple au Parlement, Viktor Orbán n'a pas eu la possibilité de réformer le secteur des médias et n'aura qu'en apparence étendu son influence dans ce secteur, alors que le 27 septembre 1998, quelques mois après le début de son mandat, il déclarait pourtant : « **Le changement de rapport de force dans les médias va commencer. [...] Il faut des changements qui garantissent l'accès à une information fiable et équilibrée dans ce nouveau monde. [...] Il faut créer les conditions pour que les deux conceptions du monde puissent être représentées équitablement dans la presse².** »

Malgré la reprise en main des médias de service public, les tentatives de rachat sur le quotidien libéral *Magyar Hírlap*, le développement de son quotidien *Magyar Nemzet* et celui de l'hebdomadaire *Heti Válasz*, le Fidesz n'a pas fait le poids face à des médias lui étant hostiles et n'est pas parvenu à imposer un tempo médiatique et politique durant la campagne électorale de 2002.

Cet échec de 2002 fait l'effet d'un coup de massue sur la tête de Viktor Orbán, qui pendant les huit années qu'il passera dans l'opposition jusqu'à sa victoire de 2010, fera des médias et de la

²Cité dans *Situation de la presse en Hongrie - Une impitoyable guerre de tranchées*, Visegrad Post, 3 février 2020, <https://visegradpost.com/fr/2020/02/03/situation-de-la-presse-en-hongrie-une-impitoyable-guerre-de-tranchees/>,

presse sa priorité, sachant bien que, surtout dans un contexte de polarisation de la vie publique, la conquête du pouvoir et sa consolidation ne peuvent se faire sans mener victorieusement une guerre médiatique contre l'alliance des libéraux et des socialistes. **La défaite de 2002 est véritablement ce qui a forgé la conception que l'actuel Premier ministre hongrois a du rôle que doivent assurer les organes du secteur des médias et de la presse. Dans l'opposition, Viktor Orbán et le Fidesz vont très vite s'organiser pour ne plus avoir à revivre la mauvaise surprise de 2002.**

B) 2002-2010 : les médias pro-Fidesz dans l'opposition

Pendant les huit années passées dans l'opposition, Viktor Orbán et sa famille politique consolident et créent une machine médiatique autour de la chaîne de télévision privée *Hír TV* et le quotidien *Magyar Nemzet*, détenus par Lajos Simicska, un homme d'affaires alors encore proche de Viktor Orbán.

Dès sa prise de fonction en 2002, le Premier ministre socialiste et ses alliés libéraux du SZDSZ reprennent le contrôle des médias de service public et en modifient le financement afin d'en faire des organes dépendant encore plus fortement du gouvernement que par le passé. Cette main basse sur les médias de service public ne suscite aucune réaction internationale.

En 2004, des fuites font état de discussions entre un conseiller de campagne du MSZP d'origine israélienne et des dirigeants de la télévision publique hongroise³. Il devient assez clair que la politique médiatique de la coalition des socialistes et des libéraux ne suscite aucune réaction négative à l'étranger car le gouvernement en place entretient des liens resserrés avec les organes d'ordinaire destinés à s'émouvoir du manque de liberté de la presse.

Ces scandales ne font que renforcer la conviction de Viktor Orbán de soigner sa stratégie de guerre médiatique par la mise sur pied d'une machine lui étant dévouée. En 2003, la chaîne de télévision *Hír TV* est lancée et sera la principale arme de communication du Fidesz dans sa reconquête du pouvoir. Dans son giron, la famille politique de Viktor Orbán a aussi la *Magyar Katolikus Rádió*, lancée en 2005, *Lánchíd Rádió*, lancée en 2007, ainsi que *Echo TV* et le quotidien *Magyar Hírlap*, finalement racheté en 2006.

Sans cette machine médiatique, Viktor Orbán ne serait jamais revenu au pouvoir. Son échec de 2002 et ses huit années passées dans l'opposition lui ont permis de comprendre ce qu'il savait sans doute depuis longtemps, mais qu'il considèrera désormais comme une chose

³Lehel KRISTÁLY, *Plusz pénzért lobbizik az MTV* [MTV fait du lobby pour obtenir plus d'argent], Magyar Nemzet, 29 septembre 2004

essentielle : **en Hongrie, les médias de service public sont inféodés au pouvoir et la condamnation de ce fait sous l'angle de la liberté de la presse et des médias dépend des affiliations internationales du gouvernement du moment.** Ayant très tôt— en réalité dès 1992— constaté l'impression, au mieux mitigée au pire défavorable, qu'il laissait dans les cercles européens et internationaux, Viktor Orbán a compris qu'il pouvait espérer durer en politique s'il avait un empire médiatique travaillant pour son compte. Cet empire, il va le forger après la défaite de 2002 avec son ami de longue date, l'homme d'affaires Lajos Simicska.

C) La reconquête du pouvoir

La polarisation politique engagée au cours du premier mandat de Viktor Orbán s'est accrue sous l'ère de Ferenc Gyurcsány, Premier ministre de 2004 à 2009. La révélation de propos polémiques de ce dernier provoque des émeutes à l'automne 2006, alors sa politique, tenue par les libéraux du SZDSZ, ne fait qu'attiser la colère sociale — une colère qui culmine pendant le mandat du successeur de Ferenc Gyurcsány, Gordon Bajnai, ancien banquier d'affaires, ayant radicalisé la politique d'austérité comme remède à la crise économique et financière de 2008.

Viktor Orbán et le Fidesz ont très clairement profité de cette vague de colère en gardant en mémoire les enseignements de leur défaite de 2002. Ils entament alors un *black PR* massif et sans concession — qu'ils n'ont en 2021 toujours pas abandonné — à l'encontre de Ferenc Gyurcsány en s'appuyant sur leur machine médiatique qu'ils peaufinent depuis 2002.

En 2006, cette machine médiatique était sans doute encore trop peu rodée et Viktor Orbán n'est pas parvenu à dominer Ferenc Gyurcsány, une infériorité nettement visible lors d'un débat télévisé entre les deux hommes. En revanche, le succès sera au rendez-vous lors des élections législatives de 2010, que la coalition Fidesz-KDNP remporte de manière écrasante en obtenant une majorité de deux tiers des sièges au parlement, donc la possibilité de mettre en œuvre des modifications constitutionnelles.

Les médias pro-Fidesz ont parfaitement exploité et attisé les failles de la personnalité de Ferenc Gyurcsány et de sa politique économique et sociale. Ces derniers éléments étant très palpables et concrets dans la population hongroise, il était alors difficile pour les médias aux mains de la gauche libérale d'obtenir un soutien international pour ferrailler contre le Fidesz. Cette gauche libérale au pouvoir perd la main médiatique au profit des médias Fidesz à partir de la fin de l'année 2006, et cette perte de contrôle s'accroît par le fait que les tensions au sein de la majorité deviennent de plus en plus importantes, et aboutissent finalement au divorce entre le MSZP et le SZDSZ en mars 2008.

Dans ce contexte de déclin politique de la gauche hongroise et dans une situation économique et sociale calamiteuse, les appuis et les relais habituels de cette tendance politique sur la scène internationale se font plus rares et discrets, laissant ainsi une autoroute vers la victoire à **Viktor Orbán, qui sait pertinemment que, cette fois-ci, des raisons objectives et internes à la Hongrie le porteront au pouvoir.** La situation politique et économique est en effet si négativement perçue dans la population hongroise — excepté bien-sûr au sein de l'intelligentsia budapestoise, qui n'a jamais soutenu Viktor Orbán et ne le soutiendra jamais — qu'un travail de sape international sur « le problématique » Orbán était alors devenu délicat.

Ayant parfaitement conscience de cette situation d'exception médiatique, Viktor Orbán ne va pas se reposer sur ses acquis médiatiques après sa victoire de 2010. Bien au contraire, fort d'une majorité de deux tiers au Parlement, il fait du secteur des médias une priorité de son début de mandat, sachant pertinemment que le moment venu, lorsqu'une opposition se sera recomposée, une machine médiatique et ses chambres d'écho internationales se mettront à nouveau en marche contre lui. Les critiques, jouant du même registre que celui entretenu par le SZDSZ au cours de la campagne de 2002, ne tardent d'ailleurs pas à voir le jour, puisque, dès l'été 2010, quand certains aspects du projet du nouveau Premier ministre en matière de médias et de presse commencent à devenir publics, le gouvernement hongrois est immédiatement accusé de s'attaquer à la liberté de la presse et des médias.

Ce bras de fer sur la question de la liberté de la presse et des médias n'a depuis pas un seul instant faibli et s'est même considérablement accentué, le chef du gouvernement hongrois, reconduit à deux reprises dans ses fonctions en 2014 et 2018, à chaque fois en obtenant une majorité de deux tiers au Parlement, est constamment accusé d'être le fossoyeur de la liberté de la presse. Si ces accusations ne datent pas de 2010, elles ont très clairement commencé à être relayées et connues sur la scène internationale depuis le retour au pouvoir de Viktor Orbán il y a près de douze ans.

Fruits de l'histoire particulière des États satellites du bloc de l'Est et de la manière dont presse et médias de monopole étatique ont été privatisés à la suite du changement de régime de 1989, cette constance et cette durée méritent d'être étudiées plus en détails tant elles suscitent depuis 2010 des réactions virulentes et des condamnations émanant d'acteurs ignorant souvent tout de l'histoire de la Hongrie.

II. La politique médiatique hongroise face à ses critiques

A) Des choix politiques d'emblée conflictuels

19 janvier 2011 : échange houleux entre Viktor Orbán et Daniel Cohn-Bendit au Parlement européen

Lors d'un échange au Parlement européen, le 19 janvier 2011, le député Daniel Cohn-Bendit interpelle le Premier ministre hongrois Viktor Orbán, qui assure à ce moment la présidence du Conseil de l'UE, sur la nouvelle réforme des médias entrée en vigueur à la fin de l'année 2010 en Hongrie.

Daniel Cohn-Bendit accuse le Premier ministre hongrois d'être en passe de devenir un Chavez européen, un national-populiste. Selon lui, le nouveau Premier ministre hongrois ne comprend pas l'essence et la structure de la démocratie et va à l'encontre des valeurs communes de l'Union européenne dont la base est la liberté d'expression. Le député vert cite les cas de la Biélorussie, de la Tunisie (où la révolution de Jasmin est en cours), de la Russie et de l'Algérie, qu'il classe dans la catégorie des dictatures contre lesquelles l'Union européenne doit se battre. Il déplore le fait que le Premier ministre hongrois ne se soit pas plus clairement prononcé en faveur du changement de régime à Tunis et craint que Viktor Orbán ait oublié son engagement antitotalitaire des années 80.

Concernant la réforme des médias en Hongrie, dont la deuxième loi a été votée le 21 décembre 2010 au parlement hongrois, Daniel Cohn-Bendit donne son avis sur le concept « d'information équilibrée » — qui, selon lui, est contenu tel quel dans la loi hongroise — en expliquant que le rôle de la presse n'est pas de relayer une information équilibrée, mais bien plutôt de déranger le pouvoir quand cela est nécessaire. Pour étoffer son avis, il cite les scandales du Watergate et d'Abou Ghraib, qui, selon lui, n'auraient pas éclaté si la presse s'était contentée de livrer une « information équilibrée ».

C'est sur ce dernier point que le Premier ministre hongrois réserve la première partie de sa réponse, arguant que la loi sur les médias hongroise ne prévoit pas de sanctions contre les organes de presse produisant des informations déséquilibrées. Viktor Orbán soutient qu'il serait illusoire de vouloir restreindre la liberté d'expression à l'époque d'internet, notant que cet outil lui avait en partie permis de gagner les élections en 2010.

À ceux l'accusant de vouloir restreindre la liberté d'expression, des médias et de la presse, il explique qu'avant cette réforme ce secteur était encadré par une loi datant de 1986, qui ne respectait pas les standards européens en matière de liberté de la presse, car elle permettait

notamment de mettre un terme aux activités d'une chaîne de télévision ou d'un journal en l'absence de toute transparence. Il s'étonne que ce cadre juridique, en vigueur jusqu'en 2010, n'avait alors jamais dérangé personne au sein des institutions européennes.

Dans son intervention, Viktor Orbán se dresse aussi contre les critiques allemandes et explique que la loi sur les médias hongrois — que Daniel Cohn-Bendit n'aborde pas en détail — n'est en rien plus restrictive que le cadre juridique prévu pour ce secteur en Allemagne.

Au cours de ce débat, il est évident que ce ne sont pas les dispositions techniques de la nouvelle loi sur les médias hongroise qui sont au centre des préoccupations. La réforme des médias engagée par Viktor Orbán dans les premiers moments de son mandat n'est pas débattue point par point et de manière contradictoire, mais devient le prétexte à des confrontations partisans, politiques et idéologiques.

Point de départ d'une décennie de critiques à l'encontre Viktor Orbán

Les réactions suscitées par cette réforme des médias constituent le point de départ de toutes les critiques à l'égard de la Hongrie, qui n'ont pas perdu en intensité depuis, et sont émises par des personnalités ayant par la suite régulièrement été de farouches opposants à la politique de Viktor Orbán.

Parmi ces personnalités, Jean Asselborn, ministre des Affaires étrangères luxembourgeois depuis 2004 et membre du parti ouvrier socialiste luxembourgeois (social-démocrate), est particulièrement constant dans sa critique du gouvernement hongrois en place depuis 2010. En décembre 2010, il est le premier dirigeant politique européen à condamner la réforme des médias en Hongrie en déclarant :

« C'est un danger direct pour la démocratie. L'État contrôlera l'opinion. [...] Jusqu'à maintenant, Alexandre Loukachenko était considéré comme le dernier dictateur en Europe. Lorsque cette loi entrera en vigueur, ce ne sera plus le cas. [...] Cela soulève la question de savoir si un tel pays est digne de diriger l'UE⁴. »

Jean Asselborn, avant qu'il ne soit rejoint par le Premier ministre néerlandais au moment des débats soulevés par l'adoption d'une loi contre la propagande LGBT dans les écoles en juin 2021⁵, est l'un des rares dirigeants européens à avoir au cours de ces dix dernières années très

⁴ *La Hongrie adopte une loi controversée sur le contrôle des médias*, [touteleurope.eu](https://www.touteleurope.eu/economie-et-social/la-hongrie-adopte-une-loi-controversee-sur-le-controle-les-medias/), 22 décembre 2010, <https://www.touteleurope.eu/economie-et-social/la-hongrie-adopte-une-loi-controversee-sur-le-controle-les-medias/>

⁵ *Loi anti-pédophiles : des sanctions européennes contre la Hongrie ?* Visegrád Post, 17 juin 2021, <https://visegradpost.com/fr/2021/06/17/loi-anti-pedophiles-des-sanctions-europeennes-contre-la-hongrie/>

clairement demandé que la Hongrie quitte l'Union européenne. Très peu de temps après les critiques émises par Jean Asselborn concernant la réforme des médias en Hongrie, le Premier ministre Viktor Orbán réagit en expliquant qu'il s'agit de la position d'un ministre luxembourgeois, qui s'exprime librement, et non de celle du gouvernement luxembourgeois.

Jan Philipp Albrecht, eurodéputé vert allemand, demande quant à lui, dans le cadre des débats autour de la réforme hongroise de 2010, au président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, d'activer l'article 7 du TUE pour « forcer la Hongrie à retirer cette loi répressive sur les médias ».

Par ailleurs, lors des débats au Parlement européen, Martin Schulz, président de l'Alliance des Socialistes et des Démocrates, rejoint Daniel Cohn-Bendit et demande le retrait de la loi sur les médias en livrant l'analyse suivante :

« En démocratie, les médias contrôlent le pouvoir. Avec cette loi, c'est le pouvoir qui contrôle les médias et cela ne va pas dans une démocratie et communauté de droit européennes. C'est pourquoi nous sommes si inquiets⁶. »

Notons que concernant cette loi, les alliés du Fidesz au Parlement, ainsi que les autres membres des droites européennes, n'ont pas élevé la voix contre le gouvernement, ce qui ne sera pas le cas au cours des prochaines années. Seuls les membres des gauches européennes et quelques centristes se manifestent alors par des déclarations très critiques à l'encontre du gouvernement hongrois. C'est pourquoi le nouveau gouvernement parvient encore à rester sur le terrain d'une défense mettant en jeu des tendances politiques, se plaignant d'être la victime de critiques émanant de forces politiques lui étant hostiles, alors qu'il bénéficie du soutien de ses alliés au sein des droites européennes. Viktor Orbán tient d'ailleurs à rappeler pendant ces semaines houleuses que, malgré les critiques des sociaux-démocrates allemands, la position du gouvernement allemand est raisonnable par rapport à cette loi, et qu'il bénéficie du soutien de la chancelière allemande Angela Merkel.

Décembre 2010 et janvier 2011 sont les deux mois pendant lesquels Viktor Orbán glisse pour la première fois dans le « camp du mal » et fait l'objet d'une campagne de presse européenne et internationale unanimement négative. Ces critiques s'émeuvent d'une réforme n'ayant pas encore été appliquée, et n'accordent quasiment aucune place à l'analyse du fond des lois en question, alors que la défense du gouvernement consiste à affirmer que sa

⁶ *Débat houleux au Parlement européen sur la loi hongroise sur les médias*, touteleurope.eu, 19 janvier 2011, <https://www.touteleurope.eu/institutions/debat-houleux-au-parlement-europeen-sur-la-loi-hongroise-sur-les-medias/>

réforme des médias est d'inspiration européenne et que toutes les dispositions qu'elle contient existent dans d'autres systèmes juridiques de pays membres de l'Union européenne.

Avec plus de dix années de recul, il est désormais plus facile de se pencher sur cette réforme ayant tant suscité les inquiétudes de la presse occidentale — mais aussi par exemple polonaise, notamment dans les médias sous la coupe d'Adam Michnik, sur lequel nous reviendrons plus tard⁷ — et des gauches européennes, et d'établir si toutes ces critiques étaient justifiées ou non.

La réforme des médias de 2010

Très peu de temps après son retour au pouvoir en avril 2010, Viktor Orbán entreprend de réformer le secteur des médias. Le nouveau Parlement hongrois, composé d'une majorité de deux tiers de députés de la coalition Fidesz-KDNP, vote une série de lois relatives au secteur des médias et de la presse qui ne tarderont pas à provoquer des critiques plus ou moins sévères dans les rangs de l'opposition et au sein de l'Union européenne.

Cette réforme du secteur des médias était attendue depuis longtemps en Hongrie, ce secteur étant alors encore organisé par des lois datant de 1986 et de 1996, que les contextes politiques successifs n'ont pas permis d'abroger, une situation à laquelle la majorité de deux tiers obtenue par la coalition Fidesz-KDNP vient mettre fin.

Dès l'été 2010, des éléments de ce paquet législatif commencent à fuiter et provoquent une levée de boucliers dans les rangs de l'opposition, mais ce n'est qu'à la fin de l'automne, lorsque ces lois sont présentées au Parlement, que les critiques se radicalisent, la presse internationale s'emparant du sujet et l'opposition organisant une manifestation à Budapest le 20 décembre, c'est-à-dire à la veille de l'adoption par le Parlement hongrois de la dernière partie du paquet législatif⁸.

Les deux lois les plus importantes de ce paquet législatif sont la loi sur les règles fondamentales de la liberté de la presse et des contenus médiatiques et la loi sur les services médiatiques et la communication de masse.

Le vote de ces lois a donné lieu à l'octroi de prérogatives à une institution créée le 11 août 2010 : l'Autorité nationale des médias et de l'information (*Nemzeti Média- és Hírközlési Hatóság*—NMHH), que l'opposition accuse d'être à la solde du gouvernement de Viktor Orbán, notamment par le biais de la nomination de membres proches de la majorité. Cette autorité va s'atteler à la

⁷Cf. infra pp. 112-114

⁸2010. évi CLXXXV. törvény, a médiaszolgáltatásokról és a tömegkommunikációról, [loi sur les services médiatiques et la communication de masse], <https://mediatorveny.hu/dokumentum/11/Mttv.pdf>

réorganisation des médias de services publics, qui, selon une communication de la Commission datant de 2009, ne correspondaient plus aux standards européens en matière de financement des émissions de service public⁹.

Très rapidement, des voix vont se lever contre ce changement dans le secteur des médias, même si très peu d'arguments juridiques sont apportés pour remettre en cause cette réforme, dont on comprend que ce n'est pas tant la lettre qui dérange mais l'esprit général.

Sur la forme, les partis d'opposition, les médias hostiles au gouvernement et certaines organisations de défense des droits reprochent au gouvernement d'être allé trop vite sur la procédure législative et de ne pas avoir consulté les professionnels du secteur des médias. Sur le fond, ces voix critiques ont dans leur viseur le noyautage partisan de la nouvelle autorité des médias (la majorité de deux tiers de la coalition gouvernementale au Parlement permettant de nommer des proches du Fidesz) et les prérogatives accordées à cette autorité, qu'ils jugent trop large. Est également critiqué le montant d'une série d'amendes pouvant être prononcées par l'autorité des médias à l'encontre des organes de presse en cas d'atteinte aux droits de la personne, à la morale publique ou à des groupes d'individus, par exemple des groupes religieux.

Les opposants à cette loi craignent que le gouvernement n'ait trouvé le moyen de faire taire la presse lui étant hostile, alors que les critiques émanant de l'étranger parlent de procédés dignes d'une dictature, un organe fortement aux ordres du pouvoir ayant selon eux la possibilité d'influer directement sur les contenus journalistiques en exerçant une terreur sur les rédactions qui oseraient publier des informations allant à l'encontre du gouvernement en place.

En réalité, contrairement à une série d'autorités des médias de pays membres de l'Union européenne, l'autorité des médias hongroise n'est pas sous le contrôle direct d'un ministère mais dépend d'une loi votée par le Parlement à la majorité qualifiée des deux tiers. Comme évoqué plus haut, toutes les critiques à l'encontre du gouvernement ont, au-delà des apparences, comme principal problème la majorité des deux tiers obtenus par la coalition Fidesz-KDNP, une performance rééditée en 2014 et en 2018.

Bien évidemment, le gouvernement hongrois joue de cette légitimité démocratique et fait, quand cela est nécessaire et possible, passer des réformes sous le signe de cette dernière. Il n'en reste pas moins qu'en matière d'autorité des médias, plusieurs pays européens ne s'encomrent

⁹Journal officiel de l'Union européenne, C 257, 27 octobre 2009

pas de légitimité démocratique et parlementaire pour faire fonctionner leurs propres autorités des médias.

C'est notamment le cas de la Suède et du Danemark, où l'autorité des médias dépend directement du ministère de la Culture. Aux Pays-Bas, qui est sans doute le pays dont les dirigeants sont les plus critiques à l'égard de la Hongrie, les membres de cette autorité sont nommés directement par le ministre en charge de l'Éducation et des Médias. En Autriche, le directeur, le directeur adjoint et trois membres de cette autorité sont nommés par le président de la République sur proposition du gouvernement fédéral, alors qu'en Irlande le directeur est nommé par le ministre en charge de la Communication.

Décriée depuis sa création en 2010, cette autorité des médias hongrois a désormais plus de dix années de pratique et il peut être affirmé que, si l'influence du gouvernement s'est étendue sur le secteur des médias et de la presse, ce n'est certainement pas par le biais de l'influence exercée par le gouvernement sur l'autorité des médias.

En effet, l'autorité des médias hongroise sanctionne plus souvent et plus lourdement des médias proches du gouvernement que des médias critiques du gouvernement. Entre janvier 2012 et décembre 2020, plus de deux tiers des sanctions ont concerné des médias pro-gouvernementaux, les médias d'opposition n'ayant ainsi été concernés que par moins d'un tiers des sanctions. Au cours de cette période, les médias proches du gouvernement ont été sanctionnés à hauteur de 357 057 810 forints et les médias critiques du gouvernement à hauteur de 183 101 165 forints.

Ces chiffres, qui sont sans doute surprenants pour les critiques de la Hongrie pensant qu'une autorité des médias proches du gouvernement serait à la traque des journalistes d'opposition, concernent surtout des erreurs factuelles que toute personne peut rapporter devant l'autorité. La répartition des amendes veut donc dire que les médias proches du gouvernement commettent plus d'erreurs factuelles que les médias critiques du gouvernement. À notre sens, cela est dû au fait que les journalistes travaillant au sein de rédactions proches du gouvernement conçoivent d'ordinaire leur travail avec plus de légèreté et sont au sein d'entreprises dont la santé est moins susceptible d'être menacée par des amendes que les entreprises de médias d'opposition.

En tout état de cause, les amendes ne sont absolument pas prononcées en fonction de critères politiques, comme les premières voix qui s'étaient élevées contre la Hongrie en 2010/2011 le craignaient. Après dix années de pratique, il apparaît que cette autorité des médias n'est pas un instrument que le gouvernement utilise pour faire taire les journalistes qui lui seraient

hostiles. Le mécanisme d'amendes prévues par la réforme de 2010, qui avait tant suscité les inquiétudes de certains dirigeants politiques ouest-européens, n'est absolument pas un moyen de contrôler les médias et de faire pression sur les journalistes, le dispositif d'amendes étant utilisé pour des erreurs factuelles et des cas de violations des droits d'une minorité ou des droits de la personne.

Pourtant, sous la pression de toutes ces critiques, le gouvernement va « reculer » en février 2011 en présentant des amendements à sa loi sur les médias, notamment en évacuant la mention d' « information équilibrée », en modifiant la procédure d'enregistrement des médias et en levant le pied sur l'application des sanctions à des médias situés à l'étranger. En réalité, ce qui est présenté comme un échec de Viktor Orbán à parfaire son « emprise populiste¹⁰ » sur la Hongrie est bien plus une modification cosmétique de la loi et ne vient en rien changer la nature initiale de la réforme, qui n'a jamais été conçue comme un outil permettant d'éteindre les voix s'opposant à son action gouvernementale.

Les débuts de la « méthode Orbán »

Cet épisode de conflits entre Budapest et ses critiques, dans lequel la Commission européenne n'est pas encore directement impliquée, est en quelque sorte le baptême des hostilités entre le Premier ministre Viktor Orbán et les forces lui étant hostiles. À ce titre, cet épisode est très révélateur de la tactique de négociation et de gouvernement que Viktor Orbán emploie avec ses interlocuteurs à Bruxelles et d'autres capitales de l'Ouest. En ce qui concerne les versants tant décriés de la réforme des médias — particulièrement la notion d'information équilibrée et le système des amendes —, Viktor Orbán ne pouvait ignorer que ces points étaient susceptibles de poser problème et de soulever les critiques. Comme cela a pu se vérifier à plusieurs reprises par la suite, Viktor Orbán, à la tête d'un pays aux poids économique et politique bien moindres que ceux de ses détracteurs à Bruxelles, a mis en place dès 2010 une tactique de négociations consistant à créer le conflit et le rapport de force sur une thématique. Ainsi, il garde la main, quitte à faire des concessions dans un second temps — des concessions qu'il présente toujours comme la preuve de son engagement et sa bonne volonté dans le jeu européen. En l'espèce, l'abandon de la notion d'information équilibrée est absolument sans conséquence sur le projet de remodelage du paysage médiatique. **Cette notion ayant provoqué de vifs remous au Parlement européen est un concept flou et sans définition juridique pouvant être à l'origine de tous les fantasmes mais ne pouvant pas véritablement faire l'objet de critiques allant au-delà de l'accusation politique.** L'on pourrait presque aller jusqu'à dire que cette notion a été

¹⁰Florence LA BRUYÈRE, 2016, *La Hongrie sous l'emprise médiatique du populiste Viktor Orbán*, Libération, 8 février 2016, https://www.liberation.fr/planete/2016/02/08/la-hongrie-sous-l-emprise-mediatique-du-populiste-viktor-orban_1432003/

jetée volontairement sur la scène européenne afin de provoquer l'ire des opposants politiques au gouvernement hongrois, qui ne sont pas parvenus à argumenter juridiquement et factuellement, permettant ainsi à Viktor Orbán d'acter son entrée sur la scène européenne par le biais d'un conflit. De l'avis même de ses plus farouches opposants, Viktor Orbán est un dirigeant particulièrement à l'aise en situation de conflit et de rapport de force, surtout lorsque c'est lui qui ouvre les hostilités pour ensuite s'efforcer d'en contrôler le rythme. Ce premier conflit de son second mandat avec des responsables politiques européens est un parfait exemple de ce qu'il convient d'appeler la « méthode Orbán ».

Le reprise en main des médias de service public

Dans le cadre de la réforme des médias, le nouveau gouvernement entreprend aussi de refonder le paysage audiovisuel et radiophonique de service public. Dans l'immédiat, ce remodelage fait peu de bruit et les critiques contre la politique du nouveau gouvernement hongrois se concentrent sur les aspects de la réforme mentionnés plus haut. Il est ainsi intéressant de remarquer que le concept d'information équilibrée (totalement flou et sans teneur juridique) et le système des amendes (qui par la suite se révélera être plus défavorable aux médias pro-gouvernementaux qu'aux médias d'opposition) semblent dans un premier temps plus retenir l'attention des farouches opposants à la politique du Premier ministre Viktor Orbán, comme si ces personnes savaient pertinemment qu'en matière de neutralité des médias de service public, les cas problématiques au sein de l'Union européenne sont loin d'être isolés. Viktor Orbán est d'ailleurs parfaitement au clair de la situation des médias de service public dans les autres pays européens, et c'est pourquoi, dès son retour au pouvoir en 2010, il ne va pas hésiter à procéder à la refonte de ces médias à son avantage.

Sans que cela ne suscite l'émoi à l'étranger et dans les rédactions de grands journaux occidentaux, les médias de service public ont été particulièrement favorables aux majorités gouvernementales entre 2002 et 2010. Le cas des émeutes de l'automne 2006 est à ce titre particulièrement révélateur : les médias de service public avaient alors très clairement protégé le gouvernement socialiste-libéral en place et la violente répression pratiquée par ce dernier à l'encontre des manifestants. Ces médias publics mettaient alors même en place un climat condamnant les manifestations contre le gouvernement, ce qui *de facto* contribuait à minimiser le scandale provoqué par la fuite de l'enregistrement sur lequel on peut entendre le Premier ministre Ferenc Gyurcsány au lendemain des élections du printemps 2006 expliquer avoir menti aux Hongrois « matin, midi et soir ».

Viktor Orbán et le Fidesz n'ont jamais espéré la moindre concession de la part des médias de service public entre 2002 et 2010, et savent pertinemment dans quel camp se trouvaient ces

derniers. Avec les événements de 2006 et la gestion gouvernementale de la crise économique et financière de 2008, il devient évident aux yeux de l'électorat Fidesz, dont les rangs grossissent alors précisément pour cette raison, que les médias de service public travaillent incontestablement pour la majorité des libéraux-socialistes alors au pouvoir, ce qui ne soulève absolument aucune critique sur la scène européenne et internationale. En tout état de cause, ces médias ne cachent pas leur hostilité à l'égard du Fidesz de Viktor Orbán, alors même qu'ils savent pertinemment que ce dernier arrivera très probablement aux affaires en 2010, tant la politique de gouvernement libéral-socialiste était alors devenue impopulaire.

C'est conscient de cette hostilité que le gouvernement Orbán se consacre dès ses premiers jours aux affaires en 2010 à la restructuration de ces médias par la création d'un fonds public à but non lucratif destiné à gérer les médias de service public : le MTVA (*Médiaszolgáltatás Támogatóés Vagyonkezelő Alap* — *Fonds de gestion des biens et de soutien aux médias de service public*). Environ mille personnes sont licenciées à l'arrivée au pouvoir de la coalition Fidesz-KDNP, qui place ses hommes aux postes-clés des directions nouvellement créées.

Le gouvernement n'a jamais caché sa volonté de reprise en main de la télévision et de la radio publiques hongroises. Son argument principal a toujours consisté à expliquer que, jusqu'en 2010, la paysage médiatique hongrois se caractérisait par un très net déséquilibre entre l'écrasante présence des idées libérales et progressistes et la faible place laissée aux visions conservatrices et nationales. **Forte de sa majorité constitutionnelle obtenue aux élections de 2010, la coalition gouvernementale entend ainsi procéder au rééquilibrage de ce tableau, certes pour consolider son pouvoir, mais aussi en le présentant comme une œuvre de pluralisme dans les médias dans un contexte de polarisation profonde de l'opinion publique hongroise.** Par ailleurs, le gouvernement Orbán n'a cessé de répéter — ce qu'un institut de recherche politique a encore étayé récemment dans une étude¹¹ — que la situation des médias publics dans bon nombre d'autres États membres de l'Union européenne se caractérise aussi par une emprise gouvernementale sur l'information relayée par le service public de l'information. Le gouvernement hongrois se plaît à relayer des affaires mettant en cause la politisation des médias de service public en Allemagne, en France, en Italie, en Espagne et en Grèce, tout en rappelant que les critiques touchant ces pays ne dépassent jamais le cadre national et ne sont jamais utilisées comme des outils de pression au niveau européen. Il est en effet indéniable de constater que ces pays ne font pas l'objet de campagnes de presse internationales et d'accusations de la part des institutions européennes expliquant que la liberté de la presse y est en danger, voire morte, comme cela a été dit à d'innombrables reprises concernant la Hongrie. À titre d'exemple, la censure de l'intellectuel Michel Onfray demandée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel à

¹¹ *Növekvő Sokszínűség* [Pluralité croissante], institut Nézópont, 30 septembre 2020, <https://nezopont.hu/novekvo-sokszinuseg-10-teny-a-magyar-mediáról/>

France 5 en 2018 ¹² n'avait pas dépassé le stade de la polémique nationale, alors que l'incontestable prise de position de la télévision publique en Allemagne en faveur de la politique immigrationniste du gouvernement allemand ne pose évidemment aucun problème à Bruxelles.

Le reproche de contrôle étatique sur les médias de service public est un outil à géométrie variable et la preuve d'un deux poids, deux mesures permanent au niveau européen. Aux yeux des personnes critiques de la Hongrie depuis 2010, il existe un bon et un mauvais contrôle étatique sur les médias. L'arbitraire pratiqué par l'autorité des médias est œuvre de neutralité s'il s'applique pour défendre l'idéologie en vogue au sein des institutions européennes et attaque contre la liberté de la presse s'il va à l'encontre de cette idéologie. **Le gouvernement hongrois a fait le choix d'assumer ouvertement ce conflit et dénonce l'hypocrisie consistant à se prévaloir de neutralité et de respect du service public pour en réalité véhiculer des messages politiques et idéologiques.**

À cela s'ajoute une particularité centre-européenne que les personnes se prononçant sur la « mort de la liberté de la presse » en Hongrie font mine d'ignorer, voire, la plupart du temps, ignorent totalement. En Europe de l'Ouest, la forte polarisation politique de la presse a déjà pris fin depuis plusieurs décennies. Pour ce qui est de la France, on peut considérer que les derniers affrontements idéologiques par organes de presse interposés ont eu lieu dans le cadre du climat politique extrêmement tendu suscité par la décolonisation (années 1950, début des années 1960). Depuis, l'alternance politique se fait à la marge dans ces pays, et on ne peut pas véritablement parler de polarisation idéologique les concernant. Les différences partisans peinent à y cacher une élite politique en réalité assez homogène sur le plan politique. Ainsi, en Europe de l'Ouest, la guerre médiatique se résume à une guerre de personnes, une guerre de places, et n'est absolument pas la conséquence de différents idéologiques entre familles politiques. Même si après chaque alternance, le parti arrivé au pouvoir ne manque pas de placer ses hommes dans les rédactions et les postes de direction médiatique (Mitterrand en 1981, Sarkozy en 2007), les remous politiques que provoquent ces alternances dans les médias de service public sont négligeables.

En Europe centrale et orientale, les affrontements idéologiques dans la presse qu'a connus l'Europe de l'Ouest dans les années 1950 ont été gelés pendant près de cinquante ans et ont même eu du mal à se manifester à la suite de l'effondrement du bloc de l'Est, les anciens communistes ayant gardé la main sur des pans entiers du secteur médiatique pendant de nombreuses années. Entre 1998 et 2002, lors de son premier mandat, Viktor Orbána

¹²Alexis FEERTCHAK, 2018, *Michel Onfray déprogrammé de France 5 après une lettre polémique contre Emmanuel Macron*, Le Figaro, 8 octobre 2018, <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/10/07/01016-20181007ARTFIG00045-michel-onfray-deprogramme-de-france-5-apres-une-lettre-polemique-contre-emmanuel-macron.php>

tenté de modifier cette donne sans parvenir à des résultats convaincants, les progressistes et les libéraux, qui comptent en leur sein beaucoup d'anciens communistes, n'ayant pas été inquiétés dans leur domination du paysage médiatique, ce qui, au moins en partie, a coûté la victoire au Fidesz aux élections législatives de 2002. En 2010, la situation est différente et Viktor Orbán dispose de plus de légitimité démocratique et de force législative pour s'attaquer à ce primat médiatique de la gauche libérale. Les moyens politiques, financiers et humains consacrés à la restructuration des médias de service public sont avant tout à analyser sous cet angle, ce que les observateurs occidentaux ne parviennent pas à faire ou refusent bien souvent de faire.

Pour des raisons historiques, et les conséquences culturelles que ces dernières impliquent, la culture du service public de l'information est quasi-inexistante dans les pays qui, comme la Hongrie, ont passé près d'un demi-siècle sous le joug de l'Union soviétique, avant de connaître une situation à bien des égards chaotique dans les années 1990 en raison d'une « transition » menée au pas de charge — et en partie par des hommes politiques ayant fait partie de l'élite communiste d'avant 1990. Cette culture consiste à considérer l'information comme un bien public et exige de tendre à une dépolitisation de l'information, ou à un rééquilibrage de cette dernière, ce qui est une tâche d'une haute difficulté nécessitant un personnel convaincu de l'importance de remplir une mission de service public. N'ayant jamais vraiment connu d'application parfaite, le respect de ce principe s'est dégradé au cours des dernières années en Europe de l'Ouest, où l'idéologisation de l'information délivrée par les médias de service public est frappante. En Hongrie, et plus largement dans tous les anciens pays satellites de l'Union soviétique, ce principe est brandi par certaines personnalités médiatiques de gauche en Hongrie, qui ont cependant du mal à expliquer que ce principe aurait été respecté avant 2010 et avouent d'ailleurs occasionnellement que le respect de ce principe n'a jamais existé en Hongrie, comme le fait le patron de la chaîne en ligne *Partizán*, Márton Gulyás, un média dont il sera question plus loin dans ce rapport¹³.

La réalité est que la chape idéologique du communisme et les privatisations sauvages des années 1990 n'ont pas permis le développement d'une culture de l'information de service public en Europe centrale et orientale. L'on peut le regretter ou non, le fait est que **les institutions européennes, pourtant si promptes à évoquer la diversité et la compréhension de l'autre, ne font aucun cas de cette particularité historique de l'Europe centrale et orientale, et décalquent sur cette région un modèle culturel propre à l'Europe de l'Ouest — dans lequel le respect du principe d'une information de service public est cependant hautement questionnable — sur des sociétés post-communistes où l'information est éminemment un produit politisé.** Là encore, cela peut être déploré ou non, mais aller contre ce constat reviendrait

¹³Cf. infra. p. 71

à nier l'histoire de ces pays. Depuis qu'ils existent en Hongrie, les médias de service public sont pilotés directement par le pouvoir politique. C'était notamment le cas en 2004, quand la Hongrie a adhéré à l'Union européenne, alors que des scandales éclataient sur la proximité entre les socialistes au pouvoir, des conseillers en communication et des dirigeants de la télévision publique, sans que cela ne fasse l'objet d'un émoi particulier à Bruxelles et dans les capitales ouest-européennes. Au moment d'adhérer à l'Union européenne, le paysage médiatique hongrois était bien moins pluriel qu'à l'heure actuelle, les conceptions libérales et progressistes — c'est-à-dire les plus en cours au sein des institutions européennes — y étaient alors dominantes, tandis que les médias relayant des idées conservatrices et nationales n'existaient que par la présence politique de Viktor Orbán et étaient très nettement minoritaires.

Le constat étant fait que la presse hongroise est depuis au moins la fin du régime communiste une presse d'opinions, ou du moins une presse n'ayant pas d'existence autonome des forces politiques en présence, les critiques de la Hongrie pourraient entreprendre un examen réel des forces médiatiques en présence et exiger que ces dernières aient la possibilité de se mouvoir dans la sphère médiatique de manière équilibrée, c'est-à-dire qu'elles aient toutes des relais médiatiques leur permettant de s'exprimer. Or, non seulement les critiques à l'égard de la Hongrie font abstraction de cette particularité des pays post-communistes, mais en plus elles accusent le gouvernement hongrois de tuer la presse d'opposition et d'exercer une domination écrasante sur le paysage médiatique.

Il n'est exagéré de dire que l'immense majorité des personnalités ayant ces dernières années eu la dent dure contre le gouvernement de Viktor Orbán concernant la liberté de la presse n'ont souvent qu'une connaissance assez vague du paysage médiatique hongrois, pour ne pas dire aucune connaissance, et seraient bien incapables de citer les noms de plus de trois journaux ou sites d'information. À les entendre, l'observateur lambda pourrait presque s'imaginer que la Hongrie est un pays où l'intégralité de la presse est dirigée par le gouvernement et où les médias opposés au gouvernement n'existent pas. Étant donné que c'est à ce manque d'informations — qui ne nous mentons pas est souvent le fruit d'une hypocrisie politique évidente — que ce rapport entend surtout répondre, la présentation d'une liste commentée des médias présents sur le marché hongrois devient un exercice incontournable, dont le résultat pourrait faire office de guide pratique à toutes les personnes voulant porter un jugement sur la situation de la presse en Hongrie¹⁴.

¹⁴Cf infra, IV. Tableau général des médias en Hongrie, p. 46

En 2014, le gouvernement est accusé de porter une nouvelle atteinte à la liberté de la presse et des médias par l'introduction d'un impôt sur les recettes publicitaires des médias, dont le taux progressif se situe entre 0 et 50 %. L'opposition hongroise et des journalistes de *Die Welt* et du *Financial Times*¹⁵ avaient alors soutenu que ce nouvel impôt était destiné en sous-main à attaquer la chaîne de télévision *RTL Klub*¹⁶, critique de la politique gouvernementale et appartenant au groupe allemand *Bertelsmann*. Tout cela, selon l'opposition hongroise, pour remettre sur les rails la chaîne *TV2*, alors en train d'être reprise en main par des cercles proches du gouvernement.

Par ailleurs, il est aussi probable que cette loi ait contribué à la rupture entre le bras médiatique et financier du Fidesz Lajos Simicska et Viktor Orbán, l'homme d'affaires craignant de voir ses bénéfices rognés par le projet fiscal du gouvernement, ce qui montre bien le caractère politique relatif de cette loi. En tout état de cause, cette taxation n'aura en rien influencé les activités de *RTL Klub* et du groupe *Bertelsmann*, qui, sept ans plus tard, sont toujours bien présents sur le marché des médias en Hongrie et constants dans leur opposition à la politique de Viktor Orbán. En 2014, le commissaire américano-letton aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Nils Muižnieks, affirmait pourtant que cette loi était une menace pour la diversité de la presse en Hongrie¹⁷.

Par ailleurs, à la suite d'un examen débuté en mars 2015, la Commission avait considéré ce « soutien déguisé » à la chaîne pro-gouvernementale *TV2* comme étant une aide d'État violant le droit de l'Union européenne, puisque la progressivité du taux appliqué permettrait de défavoriser certaines entreprises par rapport à d'autres, en l'occurrence le groupe *RTL* vis-à-vis du groupe *TV2*. Tenant compte de cette position de la Commission européenne, le gouvernement hongrois a fait le choix d'uniformiser le taux à 7,5 %, et même de la faire passer à 0 % le 1er juillet 2019, et ce jusqu'au 31 décembre 2022.

Cette décision d'annuler de fait cette taxe en rendant son taux nul n'est cependant pas directement due aux critiques adressées par la Commission européenne à la Hongrie. En effet,

¹⁵Boris KÁLNOKY, 2014, *Ungarn belegt private Sender mit Sondersteuer* [La Hongrie impose une taxe spéciale aux chaînes privées], welt.de, 11 juin 2014, <https://www.welt.de/politik/ausland/article128954511/Ungarn-belegt-private-Sender-mit-Sondersteuer.html>, paru le 12 juin 2014 et *Hungarian advertising tax raises fear of media clampdown* [La taxe hongroise sur la publicité fait craindre une répression des médias], Financial Times, 11 juin 2014, <https://www.ft.com/content/a5a2869a-f08e-11e3-8f3d-00144feabdc0>

¹⁶*Európai Bíróság: Nem sérti az uniós jogot a reklámadó* [Commission européenne : La taxe sur la publicité n'est pas contraire au droit de l'UE], hvg.hu, 16 mars 2021, https://hvg.hu/gazdasag/20210316_Europai_Birosag_nem_serti_az_unios_jogot_a_reklamado

¹⁷Sándor ZSÍROS, *Újabb bírálat az Orbán-kormánynak Strasbourgból* [Nouvelles critiques du gouvernement Orbán depuis Bruxelles], Euronews, 15 décembre 2015, <https://hu.euronews.com/2014/12/15/news-ujabb-biralat-az-orban-kormany-nak-strasbourgbol>

quelques jours avant cette décision, le 27 juin 2019, la CJUE s'était prononcée contre l'avis de la Commission, laissant ainsi les mains libres au gouvernement hongrois, qui n'a pas manqué de récupérer politiquement cette victoire sur les institutions européennes, alors que la suite de cette procédure débouchera sur une nouvelle victoire de la Hongrie, le 16 mars 2021¹⁸.

Toujours concernant la question de la publicité dans les médias hongrois : il est souvent reproché au gouvernement de créer un déséquilibre sur le marché des médias en octroyant plus facilement des annonces publicitaires étatiques aux médias lui étant favorables qu'aux médias hostiles à sa politique. Le contenu de ce reproche ne peut être contredit et il est incontestable qu'en terme de recettes publicitaires les médias pro-gouvernementaux dépassent les médias se disant « libres et indépendants ». Ce déséquilibre explique en partie que sur l'ensemble du marché des médias hongrois, les organes proches du gouvernement représentent plus deux tiers du marché total si l'on s'intéresse uniquement aux recettes des groupes de presse¹⁹.

Les médias d'opposition ne manquent jamais une occasion de dénoncer cet accaparement des recettes par les médias pro-gouvernements. Ils utilisent ce constat comme la principale preuve que le gouvernement hongrois mène une politique qui étouffe la presse critique et empêche les médias libres de s'exprimer. Or, une étude²⁰ co-écrite par une analyste critique de la politique du gouvernement et travaillant pour le projet *Mérték*, qui bénéficie d'un partenariat avec la *National Endowment for Democracy*, prouve que l'octroi tactique et sélectif d'annonces publicitaires n'est pas une pratique nouvelle et était déjà répandue avant 2010. D'ailleurs avant 2010, les forces libérales et socialiste dominaient dans les mêmes proportions le marché des médias en termes de recettes nettes. Une analyse du marché des médias sous l'angle des recettes publicitaires est largement incomplète car elle pêche nécessairement par manque d'informations permettant de réaliser une mesure exacte des contenus médiatiques en ligne. À titre d'exemple, l'étude²¹ la plus à jour en la matière ne prend en compte que quatre portails d'informations (*Origo*, *Index*, *24.hu*, *444.hu*), alors qu'elle met évidemment l'accent sur les médias plus classiques, comme la télévision et la presse régionale. Les liens d'intérêts et les partenariats dont disposent les médias d'opposition ne sont pas pris en compte, ces études se concentrant systématiquement sur le marché des médias au sens classique, alors que, comme nous le verrons plus tard, les vraies dynamiques médiatiques se situent sur un autre plan.

¹⁸Arrêts dans les affaires C-562/19 P *Commission/Pologne* et C-596/19 P *Commission/Hongrie*

¹⁹*Mindent beborít a Fidesz-közei média* [Les médias proches du Fidesz accaparent tout], Mértékblog, 25 avril 2019, <https://mertek.atlatszo.hu/mindent-beborit-a-fidesz-kozeli-media/>

²⁰Attila BÁTORYFY, Ágnes URBÁN, 2019, *State advertising as an instrument of transformation of the media market in Hungary* [La publicité publique comme un instrument de transformation du marché des médias en Hongrie], East European Politics, 7 septembre 2019, <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/21599165.2019.1662398>

²¹*Ibid.*

Dans ces calculs prenant en compte les revenus publicitaires, il n'est par exemple jamais fait état des possibilités financières s'offrant au projet *Mérték* par le biais de son partenariat avec la *National Endowment for Democracy*, une nébuleuse nord-américaine dont la force de frappe financière est infiniment plus importante que celle du gouvernement hongrois.

B) Le contenu et l'origine des critiques

Il serait impossible de dresser un tableau complet de toutes les critiques formulées à l'encontre de la Hongrie depuis 2010 en matière de liberté de la presse, mais la constance de certaines critiques est néanmoins remarquable. La presse occidentale se contente bien souvent de rapporter ces critiques en citant des slogans, sans évidemment aborder, quand cela serait pourtant nécessaire, la question de l'origine de ces critiques. Voici trois exemples se proposant de remettre en cause l'objectivité de ces critiques.

Reporters sans frontières

Comme s'il était devenu l'étalon de mesure incontestable, le classement mondial de la liberté de la presse établi par *Reporters sans frontières (RSF)* est régulièrement mis en avant par l'opposition pour prouver que la Hongrie est un pays dans lequel la situation de la presse et des médias se dégrade depuis l'arrivée au pouvoir de Viktor Orbán en 2010. En effet, la Hongrie est depuis passée à la 92^e place dans ce classement, ce qui équivaut à une perte de 33 places depuis 2013²².

La méthodologie du classement mondial de la liberté de la presse comprend les thématiques et les indicateurs suivants : pluralisme, indépendance des médias, environnement et autocensure, cadre légal, transparence, infrastructures et enfin exactions.

Le calcul du score final est double : le premier score ne prend en considération que les six premiers indicateurs, alors que le second score inclut les six premiers indicateurs auxquels s'ajoute le septième – les exactions. Le score final retenu pour un pays donné est le plus grand des deux, tout en sachant que plus le score est élevé plus le résultat est mauvais. Cette méthodologie permet « d'éviter qu'[un] pays, dans le cas où on n'y enregistre que peu ou pas d'exactions, remonte mécaniquement dans le classement ». Ainsi la Hongrie se retrouve-t-elle dans le classement à hauteur de pays où des exactions et des violences physiques sur les journalistes existent. C'est pourquoi de sérieux doutes peuvent être émis sur cette méthodologie et le classement qui en découle. De manière générique et abstraite, des critères sont appliqués à

²²Agnès FAURE, 2020, *La liberté de la presse en Europe*, 9 décembre 2020, <https://www.touteleurope.eu/l-europe-et-moi/la-liberte-de-la-presse-en-europe/>

l'ensemble des pays sans prendre en considération leur substrat historique et les particularités pouvant exister sur les marchés des médias nationaux.

Bien que se voulant le fruit d'un travail scientifique, le classement de *RSF* contient incontestablement un biais politique, que l'emploi récurrent du terme « populiste » dans les différents comptes-rendus de l'organisation atteste. À juste titre, *RSF* relève que l'octroi d'espaces publicitaires dans les médias en Hongrie a pour conséquence de déformer le marché des médias en Hongrie. **Mais à aucun moment, *RSF* ne mentionne que ce système n'est pas nouveau et qu'il était déjà copieusement utilisé par les socialistes et les libéraux avant le retour au pouvoir de Viktor Orbán en 2010, c'est-à-dire à une époque où la situation de la presse en Hongrie ne provoquait pas de réactions négatives de la part des organisations internationales.** En réalité, ce système de répartition des recettes publicitaires existe surtout parce que la presse hongroise ne bénéficie pas d'un système de subventions comme c'est le cas en France.

Par ailleurs, l'objectivité de *RSF* peut à bien des égards être questionnée. En effet, 40 % des ressources financières de *RSF* sont assurées par des subventions publiques émanant de différents États (Allemagne, France, Royaume-Uni, Suède) ou encore directement de l'UE²³, ce qui pose évidemment un problème d'indépendance quand il s'agit de juger de la situation de la presse d'autres États. Des pays occidentaux dégradent ainsi d'autres États plus à l'Est, en emballant tout cela d'une méthodologie qu'ils jugent scientifique. La question de la supériorité morale dont font preuve ces pays occidentaux peut légitimement être posée.

Freedom house

En mars 2021, l'organisation états-unienne *Freedom House* a encore abaissé la note de la Hongrie²⁴ dans son rapport²⁵ sur la démocratie, les libertés politiques et les droits de l'Homme. Dans ce rapport, *Freedom House* met une note de deux sur quatre à la Hongrie en ce qui concerne la liberté et l'indépendance des médias. L'organisation évoque les affaires *Népszabadság*²⁶ et *Index*²⁷, le *KESMA*²⁸, la mainmise du gouvernement sur la télévision publique et la presse régionale, mais aussi les lois votées dans le cadre de la crise sanitaire débutée en mars 2020. Notons qu'il s'agit là de sujets que tous les médias hongrois critiques du gouvernement

²³ *Transparence financière*, RSF, consulté le 4 décembre 2021, <https://rsf.org/fr/transparence-financiere>

²⁴ Vlagyislav MAKSZIMOV, 2021, *Hungary drops in Freedom House report* [La Hongrie tombe dans le classement Freedom House], 26 mars 2021, https://www.euractiv.com/section/politics/short_news/hungary-drops-in-freedom-house-report/

²⁵ *Freedom in the world, Hungary* [Liberté dans le monde, Hongrie], consulté le 4 décembre 2021, <https://freedomhouse.org/country/hungary/freedom-world/2021>

²⁶ Cf. infra. p. 33

²⁷ Cf. infra. p. 60

²⁸ Cf. infra. p. 33

évoquent librement sans qu'ils ne soient entravés par le pouvoir politique. Encore moins précis que le travail effectué par *RSF*, celui de *Freedom House* transpire la partialité et peine à cacher son biais politique. Son dernier rapport relate des affaires et des conflits que l'opposition hongroise aborde en Hongrie en toute liberté. Toutes les informations qu'il contient sont librement accessibles en langue hongroise dans la presse hongroise hostile au gouvernement de Viktor Orbán.

Freedom House est une organisation majoritairement financée par le gouvernement américain mais aussi par l'Union européenne²⁹. Elle ne cache pas véritablement le rôle qu'elle joue dans la défense des intérêts américains. **D'ailleurs son activité fait régulièrement l'objet de critiques émanant d'organes de presse pouvant difficilement être soupçonnés de connivence politique et idéologique avec Viktor Orbán, comme le *Washington Post*³⁰.** *Freedom House* est très clairement un outil de projection de la puissance US en dehors des frontières des États-Unis. Sa proximité avec des franges de l'appareil d'État US n'est pas cachée et ses rapports annuels sur l'état de la démocratie dans le monde sont pour elle un moyen de jauger le niveau de compatibilité de la politique d'un État avec les intérêts US. Il en va de même de la fondation *Carnegie*³¹ ou des projets médiatiques financés par la *National Endowment for Democracy* en Hongrie — autant de nébuleuses ayant du mal à faire mentir le constat selon lequel une presse « libre et indépendante » veut pour *Freedom House* en réalité dire une presse favorable aux intérêts stratégiques des États-Unis. À cet égard, l'épisode de la présidence de Donald Trump est ambigu, le président Trump n'ayant jamais véritablement eu la main sur la diplomatie et les services US. Bien qu'ouvertement favorable à Donald Trump, le gouvernement hongrois n'aura pas réussi à échapper aux critiques d'organisations US défendant des intérêts que le président Trump ne maîtrisait pas.

Les médias et la liberté de la presse dans le rapport Sargentini

Le rapport présenté par la députée européenne verte néerlandaise Judith Sargentini est relatif à une proposition invitant le Conseil à constater, conformément à l'article 7, paragraphe 1, du traité sur l'Union européenne (TUE), l'existence d'un risque clair de violation grave par la

²⁹Stanislas DE SAINT HIPPOLYTE et Philip CROWTHER, *Freedom House, une ONG au service de la promotion de la démocratie*, FRANCE 24, 14 février 2012, <https://www.france24.com/fr/2012-02-11-droits%20de%20l%27homme-politique%20%C3%A9trang%C3%A8re-Etats-Unis-d%C3%A9mocratie>

³⁰Sarah BUSH, 2017, *Should we trust democracy ratings? New research finds hidden biases*. [Doit-on faire confiance aux classements sur la démocratie ? Une nouvelle étude trouve des biais cachés], The Washington Post, 7 novembre 2017, <https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2017/11/07/why-do-we-trust-certain-democracy-ratings-new-research-explains-hidden-biases/>

³¹Mihály KECSKEMÉTHY, 2017, *La fondation Carnegie attaque Budapest et Varsovie*, Visegrad Post, 11 septembre 2017, <https://visegradpost.com/fr/2017/09/11/la-fondation-carnegie-attaque-budapest-et-varsovie/>

Hongrie des valeurs sur lesquelles l'Union est fondée³². Adopté le 12 septembre 2018 à une majorité de 448 voix pour, 197 contre et 48 abstentions, le vote de ce rapport au Parlement européen permet d'actionner l'article 7 du TUE à l'encontre de la Hongrie et constitue un point d'orgue des conflits entre la Hongrie et les institutions européennes, alors que 116 élus du Parti populaire européen lâchent leurs partenaires de coalition du Fidesz en se rangeant du côté de Judith Sargentini.

Dans sa partie consacrée aux « médias et à la liberté d'expression », ce rapport reprend les arguments déployés par les médias hongrois anti-gouvernementaux et l'opposition hongroise depuis 2010, ainsi que les résultats du classement *RSF* de 2017, mais aussi ceux de l'*Economist Intelligence Unit*³³ de 2017 pour condamner la Hongrie. Aucune preuve n'est apportée pour démontrer que la presse « libre et indépendante » hongroise l'est vraiment et, en dehors des études et classement mentionnés plus haut, aucun élément ne montre que le gouvernement hongrois a plus d'influence sur les médias de service public que d'autres gouvernements de pays membres de l'Union européenne.

Ce rapport fait référence aux travaux sur la Hongrie de la commission de Venise qui, dans son avis du 22 juin 2015³⁴, avait repris l'essentiel des critiques formulées à l'encontre de la réforme sur les médias de 2010. En réalité, à chaque fois qu'une commission se rend en Hongrie pour se renseigner sur la situation de la presse et des médias, elle est conseillée par des membres de l'opposition à Viktor Orbán. En septembre 2021, cela a tout simplement été assumée, puisqu'un membre de la Commission LIBE³⁵ étant à Budapest pour « enquêter » n'était autre que l'eurodéputée hongroise Anna Donáth, membre du parti Momentum et connue pour être l'une des plus virulentes opposantes à la politique du gouvernement hongrois.

Que ce soit la commission LIBE, la commission de Venise, le bureau du représentant de l'OSCE pour la liberté des médias, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe (tous cités dans le rapport Sargentini), les méthodes sont toujours les mêmes et consistent à relayer les griefs de l'opposition hongroise au niveau européen — ou alors, inversement, on peut aller jusqu'à dire que l'opposition hongroise se contente de reprendre un discours lui étant dicté à

³²« Rapport relatif à une proposition invitant le Conseil à constater, conformément à l'article 7, paragraphe 1, du traité sur l'Union européenne, l'existence d'un risque clair de violation grave par la Hongrie des valeurs sur lesquelles l'Union est fondée », 12 septembre 2018, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-8-2018-0250_FR.html

³³Entreprise britannique appartenant au *The Economist Group*, lui-même détenu par des capitaux de la société *Exor* (43,4 %) et les familles Cadbury, Rothschild et Schroder.

³⁴Avis sur la législation relative aux médias (Loi CLXXXV sur les services médiatiques et les médias, loi CIV sur la liberté de la presse et législation concernant l'imposition des recettes publicitaires des médias) de Hongrie, adopté par la commission de Venise à sa 103^e séance plénière (Venise, 19-20 juin 2015), [https://www.venice.coe.int/webforms/documents/?pdf=CDL-AD\(2015\)015-f](https://www.venice.coe.int/webforms/documents/?pdf=CDL-AD(2015)015-f)

³⁵Ábrahám VASS, 2021, *EP's LIBE Committee in Hungary to Assess Rule of Law Situation* [Les eurodéputés de la commission LIBE en Hongrie pour évaluer la situation de l'État de droit], Hungary Today, 30 septembre 2021, <https://hungarytoday.hu/ep-libe-eu-committee-hungary-government-orban-rule-of-law-press-democracy/>

Bruxelles. Jamais des tableaux précis des forces médiatiques réelles ne sont établis. Jamais aucun examen n'est fait de la réalité des divergences de lignes éditoriales au sein du paysage médiatique hongrois, alors que les citoyens hongrois sont exclus de ces procédures d'examen, le dialogue ayant lieu entre les enquêteurs et les personnes hostiles au gouvernement hongrois. Enfin, il ne serait pas exagéré de dire que les conclusions de ce type de rapport sont déjà connues avant la venue des enquêteurs en Hongrie, ces derniers appartenant en majorité à des forces politiques adversaires du Fidesz-KDNP.

III. Les médias hongrois en action

A) Un paysage médiatique intensément polarisé

À peine quelques mois après le retour aux affaires de Viktor Orbán, dès décembre 2010, un front commun se constitue contre le gouvernement hongrois, accusé de mettre à mal la liberté de la presse et des médias. Les premières critiques émanant des partis d'opposition hongrois et de la « société civile » ne vont pas tarder à être rejointes par la presse progressiste d'Europe de l'Ouest, avant que des organisations non-gouvernementales ne viennent se mêler du cas hongrois. Toutes ces voix critiques vont finalement se rencontrer pour former un front commun, répétant sensiblement la même chose : « La liberté de la presse est morte en Hongrie. »

Le front commun anti-Orbán en gestation

Le Parti socialiste hongrois (MSZP) est opposé à l'adoption de la loi sur les médias dès décembre 2010, mais devient véritablement hostile à la réforme quand le débat se prolonge sur la scène européenne, la Hongrie étant à partir de janvier 2011 à la tête de l'Union européenne. Le 16 février 2011, le MSZP demande l'examen complet de la loi et des modifications permettant de la faire correspondre aux « normes européennes civilisées » et aux exigences de liberté de la presse et de l'indépendance des médias³⁶. Le Fidesz accuse alors le MSZP de travailler contre la Hongrie au Parlement européen en faisant circuler à Bruxelles et à Strasbourg un document très hostile à la loi sur les médias et destiné à trouver des soutiens européens pour attaquer le gouvernement en place à Budapest. Cette accusation formulée par le Fidesz est le parfait exemple de ce qui rythmera ensuite toute la politique hongroise jusqu'à nos jours : le Fidesz accuse son opposition de remplir le rôle d'agents de Bruxelles, un positionnement politique débouchant sur une situation dans laquelle les possibilités de dialogue deviennent de plus en plus infimes, voire inexistantes.

Le LMP (*Lehet Más a Politika - La Politique peut être différente*) est aussi très critique dès le vote de cette réforme des médias, mais son opposition au gouvernement mettra plus de temps à être directement connectée aux sphères européennes et internationales, alors que c'est très rapidement le cas du MSZP. Il en va de même pour le Jobbik, qui, en 2010-2011, pense encore que ce genre de débats devrait être tranché au niveau national, et ne regarde pas encore l'Union européenne et les acteurs internationaux d'un bon œil. Ce parti nationaliste d'extrême-droite, qui

³⁶Az MSZP a médiatörvény teljes felülvizsgálatát szeretné [Le MSZP voudrait un réexamen complet de la loi sur les médias], HVG/MTI, 17 février 2011, https://hvg.hu/itthon/20110217_mediatorveny_mszp

sera retourné plus tard au profit de la gauche libérale³⁷, est en désaccord avec certains points de la loi et dépose des amendements en ce sens³⁸.

Les partis d'opposition faisant le constat qu'il leur est quasiment impossible de battre Viktor Orbán en étant dispersés (les élections de 2014 en sont la meilleure preuve), les griefs formulés à l'égard de la Hongrie ne faisant que se multiplier (nouvelle Loi fondamentale, coopération avec la Russie de Poutine, etc.), ils vont progressivement se coaliser en un front anti-Orbán comprenant le Jobbik, alors qu'il devient de plus en plus évident que la rhétorique qu'ils emploient est dans les grandes lignes la même que celle utilisée dans le cadre de la narration anti-Orbán au niveau européen et international. En ce qui concerne la liberté de la presse et des médias, cette observation ne peut être contredite, tant le front hongrois anti-Orbán semble parler d'une même voix que les médias occidentaux et les organisations non-gouvernementales.

Deux blocs irréconciliables

Après la reconduction aux affaires de Viktor Orbán en 2014, des mouvements significatifs ont lieu sur le marché des médias et de la presse en Hongrie. Le plus grand mouvement sur le marché des médias que la Hongrie n'ait jamais connu depuis la réforme de 2010 a lieu le 6 février 2015 : Lajos Simicska, bras financier et ami de longue date du Premier ministre Viktor Orbán, qui détient une partie conséquente de l'empire médiatique du Fidesz, rompt avec son clan et traite son vieil ami Viktor Orbán d'« enculé ». Lajos Simicska purge ses journaux (particulièrement *Magyar Nemzet*) et sa télévision (*Hír TV*) pour en faire une machine de propagande anti-Orbán. Il se rapproche ensuite du Jobbik, ancien parti d'extrême-droite en phase d'être complètement retourné au profit de l'opposition libérale au gouvernement. Le *G-nap* (« jour G », pour « geci », littéralement « foutre », en français « enculé ») marque symboliquement le début de la stratégie « tous contre Orbán », souvent intitulée O1G (« Orbán egy geci », en français O1E : « Orbán est un enculé »).

La coalition gouvernementale se retrouve alors amputée de ses médias-phares et n'a guère plus que les médias publics sur lesquels se replier. Paradoxalement, après près de cinq années au pouvoir et une majorité constitutionnelle, deux victoires écrasantes aux législatives de 2010 et 2014, le Fidesz-KDNP se retrouve à la suite du « jour G » minoritaire dans les médias, comme c'était le cas avant 2010. Bien évidemment, la détestation envers Viktor Orbán ayant débuté bien avant 2015, aucun membre des institutions européennes ou d'une ONG ne s'offusquera de cette situation de déséquilibre sur le marché hongrois des médias et de la presse.

³⁷ Jobbik : brève histoire d'un virage à 180 degrés, Visegrad Post, 24 mars 2019, <https://visegradpost.com/fr/2019/03/24/jobbik-breve-histoire-dun-virage-a-180/>

³⁸ Jobbik: A médiatörvény magyar belügy [Jobbik : La loi sur les médias relève des affaires internes de la Hongrie], HVG/MTI, 20 janvier 2011, https://hvg.hu/itthon/20110120_jobbik_mediatorveny

Sans la crise migratoire de 2015, la coalition gouvernementale, dont les marges de manœuvre médiatique sont alors fortement réduites, aurait alors pu se retrouver dans de sérieuses difficultés. Même en ayant bien moins d'armes médiatiques qu'avant la défection de Lajos Simicska, le gouvernement a tout de même réussi à habilement utiliser son positionnement sur la question migratoire en mettant ses opposants dans un grand embarras, essentiellement sur deux plans :

- **La crise migratoire de l'été 2015 est l'occasion de constater que la fermeté du gouvernement est non seulement soutenue par ses électeurs mais aussi par une part considérable de l'électorat d'opposition. En réalité, exceptée une frange libérale et ultra-connectée du centre-ville de Budapest, il n'y a quasiment pas de soutien à une politique pro-immigration en Hongrie ;**
- **Cette crise est le moment politique au cours duquel le Fidesz va vider le Jobbik de sa substance et de son identité, tant il apparaît que ce parti est alors plus préoccupé par son jeu d'alliances avec la gauche hongroise que par la formulation d'un discours clair sur l'immigration.**

Le Fidesz-KDNP compense ainsi sa perte de vitesse médiatique due au Jour G par l'adhésion de la population à sa position claire sur l'immigration et par sa capacité à imposer cette thématique ne faisant que peu de débats au sein de la société hongroise. Ce « triomphe des idées » ne va cependant pas suffire à contenter le système Fidesz qui, pour remédier à la perte de son oligarque Lajos Simicska, va lancer Lőrinc Mészáros.

Lőrinc Mészáros et le KESMA

Lőrinc Mészáros est encore maire du village dont est originaire son ami Viktor Orbán quand il se met pour la première fois à remporter des appels d'offre dans différents secteurs avant de devenir un élément absolument clé du dispositif Fidesz. À partir de 2017, Lőrinc Mészáros devient clairement le bras armé financier du gouvernement hongrois et est depuis 2019 l'homme le plus riche de Hongrie et le premier milliardaire en euros de l'histoire hongroise.

Son rôle sur le marché des médias est capital car il est au centre de la stratégie de reprise en main des pertes de terrain dues au départ de Lajos Simicska en février 2015. Le point de départ de cette nouvelle stratégie médiatique du Fidesz est le rachat par des cercles proches de Lőrinc Mészáros de l'entreprise *Mediaworks* gérant le quotidien historique de la gauche hongroise *Népszabadság*. À l'image de tous les organes de la presse écrite européenne, ce quotidien faisait alors face à d'importantes difficultés économiques dues à une chute de son lectorat (passé de

460 000 tirages en 1989 à 37 000 en 2016). Notons qu'en France, ces difficultés financières sont d'ordinaire soignées par des subventions étatiques. La majorité des journaux imprimés français ne pourraient survivre sans ce soutien étatique, ce qui n'est pas sans poser un problème d'indépendance de la presse, un état de fait que les institutions européennes et les ONG, si promptes à dénoncer les attaques contre la liberté de la presse en Hongrie, se gardent bien de mentionner. En Hongrie, la presse vit grâce à des investissements privés et le système de subventions que connaît par exemple la France n'existe pas.

Ce rachat de *Mediaworks* aboutit à la disparition du quotidien *Népszabadság* et suscite un émoi de l'opposition hongroise ainsi que de ses relais européens et internationaux, la Hongrie faisant une nouvelle fois l'actualité dans les médias occidentaux progressistes. A priori, étant donné que même sans l'intervention des hommes de Viktor Orbán ce quotidien aurait fini par faire faillite et disparaître, on pourrait considérer qu'il s'agit là d'une erreur de stratégie du gouvernement qui, inutilement, se serait à nouveau attiré les foudres de Bruxelles et des médias étrangers lui étant hostiles. C'est sans compter sur la « méthode Orbán » décrite plus haut — qui, rappelons-le, consiste à volontairement créer le conflit et le rapport de forces, une situation dans laquelle Viktor Orbán sort toujours renforcé, particulièrement quand il parvient à imposer le rythme du conflit à ses adversaires, une méthode gagnante puisque le Fidesz-KDNP remporte pour la troisième fois la majorité des deux tiers à l'occasion des élections législatives de 2018, alors que Lajos Simicska se retire des affaires suite à la défaite de sa stratégie « tous contre Orbán ».

Sur ces ruines laissées par Lajos Simicska, le gouvernement met sur pied, dès le lendemain des élections, une grande fondation (*KESMA—Közép-Európai Sajtó és Média Alapítvány*, en français : *Fondation de la presse et des médias d'Europe centrale*) regroupant à peu près tous les organes de presse et les médias pro-gouvernementaux, à l'exception bien sûr des médias publics, gérés par la *MTVA*, qui avaient été le dernier refuge du gouvernement pendant la cabale anti-Orbán de Simicska entre février 2015 et avril 2018. La création du *KESMA* permet le retour de *Hír TV* et de *Magyar Nemzet* dans le giron de la coalition gouvernementale et constitue un géant médiatique hongrois disposant de tous les appuis au plus haut sommet de l'État.

Néanmoins, ce nouvel empire médiatique du Fidesz ne va pas suffire à empêcher la fin de sa domination sur la politique hongroise. Les dernières élections municipales hongroises se sont déroulées le 13 octobre 2019 et marquent la fin d'une longue série de victoires électorales de la coalition Fidesz-KDNP débutée en 2006. La coalition gouvernementale perd la mairie de Budapest ainsi que plusieurs villes majeures de province, alors que sa domination est préservée dans les villages et les petites villes de province. Même s'il ne s'agit pas d'une défaite pour la coalition menée par Viktor Orbán, ce 13 octobre 2019 marque la fin d'une ère et donne de nouveaux

espoirs à l'opposition hongroise qui se conforte dans sa stratégie de front uni face au Premier ministre. **Les stratégies médiatiques utilisées par les deux camps ont joué un rôle considérable dans ce résultat électoral. Ce mini-séisme du 13 octobre 2019 est ce qui permet le mieux de comprendre les dynamiques médiatiques et politiques à l'œuvre en Hongrie.**

B) Les dynamiques réelles à l'œuvre dans les médias en Hongrie

Malgré la reprise en main des médias de service public, le rachat de plusieurs organes de la presse d'opposition et la constitution d'un consortium regroupant les médias pro-gouvernementaux, le paysage médiatique hongrois reste divers et ne se caractérise en rien par une unanimité que les voix critiques de la Hongrie évoquent depuis 2010.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que, depuis l'arrivée au pouvoir du Fidesz-KDNP, si l'on écoute ceux condamnant la situation des médias en Hongrie, la liberté de la presse aurait déjà dû prendre fin une bonne dizaine de fois. Comme nous l'avons vu plus haut, ces accusations participent bien plus d'un objectif politique que d'un intérêt pour la réalité de la situation des médias et de la presse en Hongrie. En réalité, si l'on schématise, le paysage médiatique hongrois est scindé en deux parties plus ou moins égales, ce qui correspond d'ailleurs bien au paysage politique hongrois, marqué depuis 2002, et encore plus depuis 2010, par une forte bipolarisation.

À ce sujet, Viktor Orbán a récemment déclaré dans un entretien au journal allemand *Welt am Sonntag* : **« Plus de la moitié de nos organes de médias sont très critiques par rapport au gouvernement ; les études objectives montrent que les médias critiques du gouvernement représentent plus de 50 % du marché. »** C'est d'ailleurs en réaction à cette déclaration que le média en ligne *Válasz Online*, un média détenu par des journalistes à la ligne plutôt libérale-conservatrice et critique du gouvernement, a publié le 4 janvier 2021 un tableau général des médias hongrois en s'intéressant brièvement à leur ligne éditoriale et à leurs financements. Nous avons mis à jour, largement augmenté et surtout analysé ce tableau, qui en langue hongroise reste toujours le plus à jour en la matière, de remarques et de considérations à l'usage du public non-hongrois, un travail consultable en partie IV de ce chapitre³⁹.

Absence de politiquement correct

À l'instar de tous les États membres de l'Union européenne, la liberté de la presse et la liberté d'expression disposent en Hongrie de garanties constitutionnelles — en l'occurrence il s'agit de

³⁹Cf. infra p. 46

l'article IX de la partie consacrée aux droits et devoirs (« Liberté et responsabilité ») dans la Loi fondamentale hongroise⁴⁰ :

« Chacun a le droit d'exprimer librement son opinion [...] la Hongrie reconnaît et défend la liberté et la diversité de la presse, garantit les conditions de libre information nécessaires à la formation d'une opinion publique démocratique. »

Comme dans toutes les démocraties dites « libérales », cette garantie constitutionnelle, absolument centrale dans l'identité juridique de ces États, **reste formelle et ne peut être prise en compte comme une chose en soi sans prendre en considération les implications économiques et politiques caractérisant le secteur des médias**. La principale différence entre le secteur des médias hongrois et le secteur des médias en Europe de l'Ouest consiste en la place occupée par les positionnements politiques conservateurs et nationaux. Dans le cas français, il est en effet indéniable que les idées progressistes et européistes disposent d'une majorité écrasante, alors que des primes sont même prévues pour les journalistes de *France Télévisions* évoquant le plus le sujet de l'UE⁴¹ — une domination du marché que seules certaines voix exprimées au sein de quelques médias *mainstream* (*CNews*, *Valeurs Actuelles*, *Figaro Magazine*, etc.) viennent contrebalancer. Les critiques émises à l'encontre des méthodes du milliardaire Vincent Bolloré⁴² procédant sans doute du malaise provoqué par la modeste remise en cause de la domination inconstatable des idées progressistes dans les médias français.

Pris dans son ensemble, le secteur des médias français, les médias privés (monopolisés par une poignée d'investisseurs) et les médias de services publics, véhicule des idées et des analyses dont le biais ne laisse qu'une place infime aux visions conservatrices, souverainistes et nationales. Ainsi, il existe en France un très net décalage entre l'opinion publique et les contenus véhiculés par les organes du paysage médiatique. En Hongrie, cette part n'est pas infime, et représente 50 % du paysage médiatique. Non négligeable, elle ne fait pas l'objet de mécanismes de contrôle de la pensée comme en Europe de l'Ouest. En Hongrie, les voix conservatrices et nationales s'expriment bien plus librement qu'en France et ne reculent pas devant le politiquement correct imposé dans les médias *mainstream* en France. La liberté de parole est bien plus forte en Hongrie qu'en France quand il s'agit d'aller sur des sujets tels que, par exemple, l'immigration, le lobby LGBT et la souveraineté nationale, que les grands médias français ont tendance à étouffer. **Le paysage médiatique hongrois, très clivé et polarisé, a un champ de parole bien plus**

⁴⁰ *Loi fondamentale de la Hongrie*, 25 avril 2011, https://nemzetikonyvtar.kormany.hu/download/1/00/50000/francia_nyomda.pdf

⁴¹ Étienne CAMPION, 2021, *Des journalistes de France TV mieux payés s'ils parlent de l'UE ? Le rêve européen à marche forcée*, Marianne, 19 janvier 2021, <https://www.marianne.net/agora/humeurs/des-journalistes-de-france-tv-mieux-payes-sils-parlent-de-lue-le-reve-europeen-a-marche-forcee>

⁴² « *Le système B* » : le documentaire choc de RSF sur le système Bolloré, RSF, 15 octobre 2021, <https://rsf.org/fr/actualites/le-systeme-b-le-documentaire-choc-de-rsf-sur-le-systeme-bollore>

large que celui des médias ouest-européens. Les sujets tabous y sont clairement moins nombreux qu'en France.

Ce clivage idéologique au sein des médias hongrois est d'ailleurs ouvertement assumé — une attitude difficilement saisissable pour le public occidental —, quoique les médias d'opposition hongrois ont tendance à nier leur implication politique et à revendiquer une objectivité et une indépendance.

La question de l'indépendance et de l'objectivité

Cette question est un sujet de dispute récurrent entre les médias d'opposition et les médias pro-gouvernementaux, ces derniers accusant leurs opposants sur le marché des médias de se cacher derrière une prétendue objectivité et indépendance, érigeant ainsi une façade dissimulant leur activisme politique. Régulièrement, les journalistes de *telex.hu* et de *444.hu* rappellent leur rôle consistant à remplir une mission publique d'information s'appuyant sur un travail objectif et indépendant. Dans deux débats récents face à des journalistes pro-gouvernementaux, le journaliste László Szily (*444.hu*⁴³) et Tamás Fábán (*telex.hu*⁴⁴) ont rappelé la conviction avec laquelle ils s'astreignaient à remplir cette fonction. Il est assez difficile de juger de la sincérité de leurs propos, mais des facteurs objectifs peuvent leur être opposés.

Premièrement, il n'existe à notre sens aucun journalisme indépendant quand le financement d'un média ne se fait pas exclusivement par ses lecteurs. Or, comme le tableau général des médias présents dans ce rapport le détaille⁴⁵, les médias se disant « indépendants et objectifs » ne peuvent fonctionner sans des investissements privés, souvent liés, comme nous le verrons, à des forces d'argent occidentales. Les médias concernés aiment rappeler que ces soutiens financiers ne les engagent à rien. Sans doute ont-ils raison sur ce point, la mécanique étant tellement huilée qu'il ne leur viendrait évidemment pas à l'idée d'aller à l'encontre de leurs sponsors, qui ne leur donnent probablement aucun ordre direct et savent pertinemment que les bénéficiaires de ces soutiens financiers ne poseront aucun problème.

Deuxièmement, les journalistes travaillant au sein des rédactions de ces médias « objectifs et indépendants » ne font pas grand secret de leur orientation politique et de leur opposition au gouvernement. Sans pour autant directement appartenir à des partis politiques, ils sont les auteurs d'une thématisation foncièrement opposée à celle du gouvernement. Pour faire

⁴³Huth vs Szily - Ki a hiteles újságíró? [Huth vs. Szily - Qu'est-ce qu'un journaliste crédible ?], 444.hu, 17 septembre 2021, <https://www.youtube.com/watch?v=83S64kMBlaI>

⁴⁴Fábán Tamás - Bohár Dániel vita az újságírásról [Débat Tamás Fábán - Dániel Bohár sur le journalisme], chaîne YouTube de Tamás Fábán, 10 mars 2021, <https://www.youtube.com/watch?v=uEAivakwXmQ>

⁴⁵cf. infra, p. 46

court : un journaliste étant à titre personnel opposé au mariage homosexuel et à l'immigration massive ne pourrait pas travailler pour *telex.hu* ou *444.hu*, dont les équipes sont évidemment formées par des affinités intellectuelles, idéologiques et politiques. Cette façade d'objectivité et d'indépendance est également, voire encore plus, un sujet de débat en France : le récent reportage sur le système Bolloré (dans lequel certains médias laissent la place à des échos conservateurs et nationaux) repose sur des témoignages de journalistes outrés par la méthode de l'homme d'affaires français qui irait à l'encontre du métier et de la vocation de journaliste, dont le cœur serait la réalisation d'un travail en toute neutralité.

Troisièmement, le ton et le style des articles des médias « objectifs et indépendants » (particulièrement ceux de *Telex* et encore plus ceux du site *444*) sont incontestablement subjectifs. Cette subjectivité est d'ailleurs revendiquée, *444* étant un *pure-player* se disant héritier du *journalisme gonzo*, dont le principe même est l'hyper-subjectivité. Ce *pure-player* vient d'ailleurs de lancer en partenariat avec l'AFP et la Commission européenne un site de *fact-checking*⁴⁶ — une affaire suffisant à montrer le vrai visage de cette prétendue objectivité.

Que ces médias aient en leur sein des journalistes étant convaincus de leur vocation et de leur fonction de journalistes neutres est une chose. Il serait en revanche hautement difficile d'infirmer le constat selon lequel leur travail consiste surtout et avant tout à attaquer le gouvernement hongrois, ce qui est leur droit le plus strict, d'ailleurs garanti constitutionnellement et jamais sérieusement remis en cause par le pouvoir en place. Bien au contraire, en ligne, lieu d'expression médiatique ayant le vent en poupe — un phénomène auquel la Hongrie n'échappe évidemment pas —, l'ascension et la domination des médias d'opposition semblent bien entamées, voire irréversibles.

La gauche hongroise domine la toile

Ces dernières années, plusieurs études ont montré les habitudes de consommation de médias des Hongrois et ont mis fin à une légende selon laquelle les médias pro-gouvernementaux domineraient d'une main de fer la paysage médiatique hongrois. En réalité, toutes ces études montrent que les médias hostiles au gouvernement ont plus de succès en ligne que les médias pro-Fidesz, même si cela est encore plus dû à des habitudes sociales qu'à des appartenances politiques.

⁴⁶cf. infra p. 46

L'étude⁴⁷ la plus à jour est celle de l'institut *Republikon* — financé par l'Union européenne et dirigé par l'ancien ministre SZDSZ Gábor Horn, cet institut ne peut ainsi absolument pas être soupçonné de sympathies pro-gouvernementales — publiée en juin 2021.

De cette étude, il ressort notamment que la chaîne *RTL Klub*, clairement opposée à la politique de Viktor Orbán, est la chaîne disposant de la plus forte audience en Hongrie, derrière la chaîne privée pro-gouvernementale *TV2*. Ces deux chaînes sont celles attirant le plus de monde parmi l'ensemble des médias du paysage médiatique hongrois, la télévision étant toujours le média favori des Hongrois.

Il apparaît aussi dans cette étude que 56 % des Hongrois utilisent les portails d'informations en ligne pour s'informer, *Origo* (pro-gouvernemental), *Index* (statut indéci⁴⁸) et *24.hu* (opposition) étant les sites les plus consultés. L'étude note aussi la place grandissante qu'occupent les réseaux sociaux dans les habitudes de consommation des médias au sein de la population hongroise, la moitié de la population utilisant quotidiennement Facebook pour s'informer et seulement un tiers de la population déclarant ne jamais utiliser Facebook.

Point le plus intéressant de l'étude : il existe une forte fracture démographique, la télévision étant regardée essentiellement par un électorat âgé et peu diplômé, les portails d'information étant la source d'information privilégiée des jeunes diplômés vivant dans les grands centres urbains.

Le gouvernement a ainsi la mainmise sur une presse assez statique qui n'est pas susceptible de suivre les évolutions démographiques et sociologiques hongroises. Sans la télévision publique et la presse régionale, médias sur lesquels le gouvernement a le monopole total et s'adressant essentiellement à un électorat âgé et provincial, le gouvernement serait totalement en minorité dans le paysage médiatique. Il ne parvient pas à rivaliser au véritable rouleau-compresseur des médias libéraux en ligne, qui exerce une domination médiatique écrasante, malgré la seule et unique réussite d'un site pro-gouvernemental : *origo.hu*.

Personne parmi les détracteurs de la Hongrie en matière de liberté de la presse ne fait jamais ce constat : le gouvernement est à bien des points de vue dans une situation d'infériorité à l'égard de la taille grandissante de médias en ligne lui étant défavorables.

⁴⁷*Médiafogyasztás Magyarországon Televíziós csatornák, hírportálok, közösségi média* [Consommation des médias en Hongrie - Chaînes télévisées, sites d'information, réseaux sociaux], Republikon Intézet, 28 juin 2021, <http://republiikon.hu/media/98833/republikon-mediafogyasztas-21-06-28.pdf>

⁴⁸Le portail Index a fait l'objet d'un rachat par des cercles proches du gouvernement en 2020. Sa ligne éditoriale actuelle reste difficilement identifiable. Cf. infra p. 60

Une autre étude⁴⁹, cette fois-ci réalisée par un institut proche du gouvernement, *Nézőpont*, note que seulement 4,6 % de la population adulte ne consomme qu'exclusivement des médias pro-gouvernementaux. Ce pourcentage dérisoire montre à quel point les médias pro-gouvernementaux ne comptent à eux-seuls en réalité pour pas grand-chose en Hongrie, et que l'écrasante majorité de la population passe par les médias d'opposition pour s'informer. Ironie du sort : les instituts proches du gouvernement relèvent avec délectation cette emprise des médias d'opposition pour contredire ce qu'affirment les détracteurs de la Hongrie et expliquer que le pluralisme médiatique existe bel et bien en Hongrie. Cela revient par ricochet à faire un aveu de faiblesse et à reconnaître que les médias pro-gouvernementaux sont nettement à la traîne par rapport à leurs adversaires de l'opposition. Face à la machine médiatique qui est déployée sur la toile grâce aux médias farouchement opposés à la politique gouvernementale (*444*, *Telex*, *Partizán*, *24.hu*, *Mérce*, *HVG*, etc.), le gouvernement hongrois et ses médias sont complètement déboussolés et ont une époque de retard en pensant que la consolidation de leurs acquis télévisuels (télévision publique, *TV2*) et leur monopole sur la presse quotidienne régionale (s'adressant à un électorat que de toute manière il ne perdra pas) peuvent être d'une quelconque efficacité pour rattraper l'avance prise par l'opposition dans le paysage médiatique.

D'autres chiffres de l'étude de l'institut *Nézőpont* viennent confirmer cette incapacité du gouvernement à comprendre et à gérer la nouvelle donne médiatique due à l'importance prise par les réseaux sociaux et les médias en ligne : 43,5 % de la population hongroise s'informent en consommant des médias d'opposition et des médias pro-gouvernementaux, sans consulter les médias publics. Près d'un Hongrois sur deux n'a donc absolument pas besoin des médias publics aux mains du gouvernement pour se tenir informé. Seuls 38,5 % de la population consomment des médias publics. Enfin, 84,4 % consomment des médias conservateurs et 82,7 % des médias libéraux, ce qui signifie que la majorité des consommateurs de médias en Hongrie ont accès à tout type d'information et consomment des contenus médiatiques appartenant aux deux camps politiques hongrois.

Par ailleurs, l'idéologie et les standards admis sur les réseaux sociaux sont tout aussi défavorables au gouvernement hongrois, les contenus en langue hongroise étant d'ailleurs modérés par une société allemande, *Arvato*, filiale du groupe *Bertelsmann* qui détient la première chaîne de télévision privée hongroise, *RTL Klub*. **La censure sur les réseaux sociaux n'a jusqu'à présent jamais touché des contenus relayés par des médias et des personnalités politiques de l'opposition hongroise, mais peut au contraire toucher des proches du gouvernement.**

⁴⁹op. cit. institut Nézőpont

Les médias hongrois à l'ère des réseaux sociaux

En février 2020, une manifestation rassemblant 5000 personnes⁵⁰ s'est déroulée devant le siège budapestois de la société *Google* pour protester contre la suppression de la chaîne YouTube du site pro-gouvernemental *Pesti Srácok* pour des motifs fallacieux peinant à dissimuler un biais clairement politique.

Parmi les manifestants se trouvait l'ancien député d'opposition et avocat de gauche, András Schiffer, qui a tenu un discours ayant pour cible la censure exercée par les GAFAM :

« Quand on parlait de liberté de la presse, on pensait toujours à la télévision et à la radio, et on croyait que tout le monde allait s'exprimer librement sur internet, ce qui n'a pas été le cas.[...] Celui qui tient l'opinion sur internet pourra dominer le domaine politique et culturel. Et on ne pourra pas voter contre ces gens. Voilà ce qui se passe en ce moment. »

D'autres intervenants à cette manifestation ont regretté le silence des organisations pourtant toujours si promptes à pointer du doigt des « attaques contre la liberté de la presse », comme *Amnesty*, *Transparency international*, *TASZ* (*Társaság a Szabadságjogokért*— *Association pour les libertés publiques*), etc. L'Union européenne non plus n'a pas réagi à cette censure d'un média en ligne.

Il paraît impossible que ce type de suppression par *Google* s'applique un jour à un quelconque média hongrois hostile au gouvernement actuel. Les médias d'opposition ont une présence en ligne massive et ne sont évidemment jamais inquiétés par des mesures de modération de contenus, ce qui est la moindre des choses étant donné que ces médias ont des intérêts financiers, idéologiques et politiques communs avec les entreprises chargées d'assurer ce travail de modération.

Bien que se sachant débordé et dominé par son opposition sur le terrain des médias en ligne et des réseaux sociaux, le gouvernement n'admet ouvertement cette faiblesse qu'à la suite des déboires de la coalition gouvernementale aux élections municipales de 2019 (perte de Budapest et de plusieurs villes importantes de province). **L'évolution démographie de l'électorat hongrois aboutit en effet à ce qu'une part de plus en plus importante du corps électoral ne soit plus véritablement en phase avec la traditionnelle rhétorique politique du Fidesz, qui met surtout l'accent sur la trahison du changement de régime par les socialistes et le rappel**

⁵⁰László VÉSEY KOVÁCS, 2020, *Sok ezer ember tüntetett a kibersztálinizmus és a cenzúra ellen* [Plusieurs milliers de personnes ont manifesté contre le cyber-stalinisme et la censure], *Pesti Srácok*, 2 février 2020, <https://pestisracok.hu/maga-a-lopakodo-diktatura-sok-ezer-ember-tuntetett-a-kibersztalinizmus-es-cenzura-ellen-kepgaleriaval/>

constant de la catastrophe des années Gyurcsány (2004-2009). Les jeunes électeurs ne sont pas réceptifs à ce discours et leur mode de consommation médiatique représente un danger pour le gouvernement hongrois.

Ainsi, le gouvernement fait ce constat à l'automne 2019 et change de stratégie médiatique, bien que la prochaine échéance électorale ne soit alors pas imminente — les élections législatives se tiendront en avril 2022. Les personnalités du Fidesz investissent les réseaux sociaux, des chaînes YouTube pro-gouvernementales sont créées et des influenceurs vantant la ligne politique du gouvernement sont mis en selle.

Chaque semaine, le journaliste hongrois Zsolt Hanula publie sur le site progressiste critique du gouvernement, *Telex*, un récapitulatif hebdomadaire de ce qu'il appelle le « championnat des like » (*Lájkbajnokság*⁵¹), une étude quantitative de la présence politique et médiatique sur les réseaux sociaux. À première vue futile, son travail permet en réalité de comprendre que, de nos jours, les forces politiques n'en sont plus à prendre soin de tel ou tel média classique (presse papier, chaîne de télévision, station de radio) mais ont constamment les yeux rivés sur les indicateurs numériques leur permettant de connaître leur cote du moment sur le marché politique et les dynamiques à l'œuvre sur ce marché.

Les spécialistes de la stratégie médiatique auprès du gouvernement sont à l'évidence partis d'exemples tels que celui de la chaîne YouTube *Partizán*, animée par Márton Gulyás, aux contenus défavorables à la politique gouvernementale. Cette chaîne YouTube est sans doute avec *Telex* le plus grand succès médiatique de ces dernières années en Hongrie et a une visibilité pouvant, pour certaines émissions, être dix fois supérieure à celle de la chaîne privée télévisée pro-gouvernementale *Hír TV*, dont les parts d'audience peinent à dépasser les 3 %⁵².

En mai 2021, en réaction au succès de la chaîne *Partizán*, la chaîne YouTube pro-gouvernementale *Patrióta*⁵³ est lancée, animée par un proche du Fidesz, Philip Rákay. Ce dernier a expressément expliqué que sa chaîne était une réponse au phénomène *Partizán* et se voulait un « *Partizán* pro-gouvernemental ». Après plusieurs mois d'existence, cette chaîne ne parvient pas à approcher le succès et la visibilité de *Partizán*, ce qui rappelle que le gouvernement hongrois éprouve toujours de grandes difficultés à s'adresser à l'électorat jeune, le plus friand de réseaux sociaux.

⁵¹Zsolt HANULA, 2021, *Lájkbajnokság* [Championnat des like], *Telex*, <https://telex.hu/cimke/lajkbajnoksag>

⁵²Dániel SZALAY, 2020, *Íme a HírTV és a Pesti TV 2020-as nézettségi adata i* [Voici les données d'audience de Hír Tv et de Pesti TV], *Media 1*, 31 décembre 2020, <https://media1.hu/2020/12/31/hirtv-pesti-tv-nezettseg/>

⁵³Chaîne YouTube *Patrióta* [Patriote], <https://www.youtube.com/channel/UCR09wFPwRrCHKr36Wc6qKcw>

Des moyens considérables ont par ailleurs été mobilisés par différents canaux gouvernementaux pour la plateforme *Megafon*, lancée au début de l'année 2021 et rassemblant des journalistes et des analystes politiques pro-gouvernementaux, dont le succès est mitigé et loin de ce que sont capables de réaliser en ligne *telex.hu*, *444.hu* et *Partizán*.

Pris individuellement, quelques influenceurs dont les publications sur les réseaux sociaux sont financées par des cercles proches du Fidesz parviennent néanmoins à se hisser dans le peloton de tête du « championnat des like » hebdomadaire. C'est notamment le cas de Dániel Deák et de Dániel Bohár, respectivement analyste au sein d'un *think-tank* pro-gouvernemental⁵⁴ et journaliste pro-gouvernemental. Dans ce peloton de tête se hissent aussi régulièrement trois ou quatre poids lourds du gouvernement, dont le Premier ministre lui-même, mais aucune structure médiatique pro-gouvernementale ne parvient à rivaliser avec la présence en ligne massive des progressistes hongrois.

La faiblesse sur les réseaux sociaux des discours pro-gouvernementaux peut épisodiquement s'expliquer par des mécanismes de censure qu'appliquent les GAFAM (comme le *shadow-banning* sur les thèmes de l'immigration et du lobby LGBT), mais, dans l'ensemble, ce retard est bien plutôt dû à une dynamique démographique et sociologique défavorable au gouvernement hongrois.

Bien évidemment, cet aspect de la situation des médias en Hongrie n'est jamais mentionné par les voix européennes hostiles au gouvernement hongrois, qui préfèrent s'attarder sur le rachat d'un groupe de presse dont le journal principal était en déclin total (affaire *Népszabadság*⁵⁵), la mainmise sur un portail d'information d'opposition alors que le secteur des médias en ligne est dominé par les progressistes (affaire *Origo*⁵⁶), la gestion gouvernementale des médias publics (comme par le passé, sous les gouvernements socialistes et libéraux) ou encore la fin d'une licence d'une station radio qui aujourd'hui émet toujours en ligne, sauvant ainsi sa santé économique (affaire *Klubrádio*⁵⁷).

La réalité est la suivante : au vu des évolutions en cours sur la manière dont la population hongroise consomme les médias, les stratégies médiatiques du gouvernement hongrois ont beaucoup de souci à se faire et paraissent démunies face à la force numérique déployée par les adversaires progressistes du Fidesz.

⁵⁴La fondation du XXI^e siècle dirigée par une proche du gouvernement, Mária Schmidt

⁵⁵Cf. infra. p. 54

⁵⁶Cf. infra. p. 61

⁵⁷Cf. infra. p. 51

Le COVID-19, ou la preuve que le gouvernement hongrois n'a pas la main sur les médias

Comme cela a été mentionné à plusieurs reprises dans ce rapport, en réalité, le gouvernement hongrois, par le biais de ses différents cercles d'influence, a la main sur environ 50 % de la presse et des médias hongrois, le reste étant géré par des investisseurs qui, à des degrés divers, sont hostiles à la politique de la coalition gouvernementale. Cette répartition de l'influence médiatique correspond bien aux répartitions des forces politiques et vient sérieusement remettre en cause les attaques selon lesquelles la presse ne serait pas libre en Hongrie ou qu'elle serait quasiexclusivement gérée d'une main de fer par Viktor Orbán et ses hommes.

Toutefois, ce constat de répartition est à notre sens trop statique, et ne tient pas assez compte de ce qu'il faudrait appeler le « tempo médiatique », la « narration médiatique » et la « thématisation médiatique », c'est-à-dire non pas la répartition statique des médias mais la dynamique de ces derniers. Autrement dit, l'analyse des rapports de force médiatiques en termes de parts de marché ne suffit pas à comprendre ce qui se passe sur un marché des médias. Il est nécessaire de comprendre les mouvements à l'œuvre sur ce marché, la capacité qu'a tel ou tel média à imposer un thème dictant une séquence médiatique.

À ce titre, le COVID-19 est l'exemple le plus abouti de thème sur lequel les médias pro-gouvernementaux n'ont la main qu'à la marge, les médias d'opposition étant ceux qui, depuis mars 2020, rythment les vagues de séquences médiatiques sur la « question sanitaire ». En effet, chaque annonce gouvernementale de mesures de restrictions a systématiquement été précédée d'un travail de sape des médias d'opposition (*telex.hu*, *444.hu* et *ATV* en tête), ces derniers forçant les médias pro-gouvernementaux à aller sur le terrain des restrictions sanitaires, alors qu'ils y sont réticents, la pression médiatique devenant telle que le gouvernement finit par céder aux thèmes lancés par des médias d'opposition quelques semaines plus tôt.

Le COVID-19 est l'occasion d'arriver à une compréhension claire et profonde de la situation politique et médiatique hongroise. Il existe d'un côté les médias et les forces politiques fermement opposés au gouvernement dont le noyau dur des soutiens se trouve à Budapest et consiste avant tout en une culture urbaine et connectée, tournée vers l'Europe de l'Ouest et l'Occident. Cette catégorie est alimentée par les lignes éditoriales et les discours politiques progressistes très présents en Europe de l'Ouest. La Hongrie n'échappant pas aux phénomènes d'urbanisation et de gentrification, cette interconnexion avec les idées véhiculées en Europe de l'Ouest augmente et constitue en réalité l'élément disposant de la plus grande force motrice dans la vie médiatique et politique hongroise — les mesures sanitaires, domaine dans lequel les pays occidentaux sont en pointe, sont la meilleure incarnation de cette force motrice. De l'autre côté, il existe des médias pro-gouvernementaux qui ont une approche de l'information plus classique et moins connectée, et

réussissent surtout à séduire une population rurale, bien moins perméable aux idées véhiculées en Europe de l'Ouest. Ce bloc médiatique est à la traîne et court derrière les dynamiques sur lesquelles jouent les médias d'opposition. La force motrice du premier bloc étant tellement puissante que ces médias pro-gouvernementaux n'ont bien souvent pas la capacité d'imposer l'agenda médiatique et font surtout de la réaction aux thèmes choisis et mis en mouvement par le premier bloc. Ces médias ont paradoxalement une marge de manœuvre assez réduite et doivent faire face à une population de plus en plus perméable aux idées venues de l'Ouest.

Le fait que le gouvernement et ses médias aient choisi d'opérer un retour en force de la thématique LGBT en juin 2021 — dans le cadre d'une loi ayant défrayé la chronique sur la scène européenne⁵⁸ — témoigne de cette difficulté à prendre le contrôle de la thématisation et du tempo médiatico-politique. Le gouvernement sait pertinemment que les Hongrois, y compris une large part de l'électorat d'opposition, sont peu réceptifs à l'agenda LGBT de la Commission européenne, et qu'il peut se permettre de lancer ce thème pour gêner les médias d'opposition et les amener à se radicaliser, et donc réduire leur champ d'action. De ce point de vue, la séquence médiatique LGBT du début de l'été 2021 peut être vue comme une réussite pour la communication gouvernementale, car, en l'espèce, ce sont les médias d'opposition qui ont couru derrière le thème imposé par les médias pro-Fidesz.

Ce succès de court terme a très vite volé en éclats quand, dès le mois de septembre, les médias d'opposition ont par un travail méticuleux poussé le gouvernement et ses médias dans les cordes en critiquant l'absence de mesures de restrictions qui permettraient de contrer une quatrième vague épidémique, multipliant les exemples de pays européens ayant choisi la voie des mesures sanitaires. Au départ, les médias pro-gouvernementaux raillaient cette obsession pour les mesures de restrictions, allant même jusqu'à dire qu'elle procédait d'une hystérie. Fin octobre, le gouvernement et ses médias se sont rangés derrière la feuille de route imposée par l'opposition, les premières mesures sanitaires de la saison 2021/2022 ayant été annoncées le 28 octobre, puis le 18 novembre. Ces annonces de mesures sont intervenues alors que les dirigeants hongrois savent pertinemment que le taux de rejet des nouvelles mesures sanitaires se situe entre 70 et 80 % dans la population hongroise, le gouvernement rentrant ainsi dans un engrenage pouvant lui être politiquement fatal aux élections législatives d'avril 2022. **Cette affaire montre à quel point la balle médiatique est en réalité dans le camp des médias d'opposition et de ses relais européens et internationaux, un constat que les détracteurs de la Hongrie à Bruxelles se garderont bien de révéler.**

⁵⁸Cf. supra. p.13

IV. Tableau général des médias en Hongrie

Remarque liminaire : il serait évidemment impossible d'évoquer ici tous les médias hongrois. Notre sélection effectuée ci-après procède de la volonté de donner une idée globale du marché des médias en Hongrie en montrant les dynamiques à l'œuvre sur ce dernier. Les nombres de visites de sites reportés dans ce tableau ont été obtenus par l'utilisation de l'outil Similarweb.

A) Télévision

Groupe TV2 (TV2, Super TV2, etc.)

Lancé en 1997, ce groupe de télévision est racheté en 2015 par l'homme d'affaires et producteur de films hollywoodiens Andy Vajna, puis en 2019, à la suite du décès de Vajna, par des cercles proches de Lőrinc Mészáros, première fortune de Hongrie et actuel bras financier du système Fidesz. Le journal télévisé de la chaîne phare du groupe TV2 est ainsi pro-gouvernemental, cette chaîne étant depuis le début des années 2000 la deuxième chaîne la plus regardée du pays. Depuis avril 2019, le directeur général de la chaîne est le franco-bulgare Pavel Stanchev, un homme de médias passé par *Ringier AG*, *HBO* et *TF1*.

Télévision publique - MTVA

Issu de la réforme des médias entreprise par la nouvelle coalition gouvernementale en 2010, ce consortium comprend pour sa partie télévisuelle les chaînes *M1* (informations), *M2* (généraliste), *M5* (culture) et *M Sport* et *Duna TV* (pour les hongrois de l'étranger). Ce groupe est incontestablement le plus pro-gouvernemental du paysage médiatique et constitue clairement un canal de propagande à travers lequel l'action gouvernementale est toujours louée, alors que l'opposition y est toujours dénigrée. Le gouvernement ne cache d'ailleurs pas la réelle nature de cette chaîne et quiconque en Hongrie visionne les émissions de cette dernière est parfaitement au clair sur ce lien entre la télévision publique et le gouvernement. Comme nous l'avons vu plus haut, il n'existe pas en Hongrie, et plus largement dans toute l'Europe centrale et orientale, de tradition de médias de service public, ces médias étant systématiquement sous la coupe de la force politique au pouvoir. De nombreuses études montrent en revanche que seule une infime partie de la population ne regarde qu'exclusivement cette chaîne, ce qui remet sérieusement en cause l'aspect souvent dénoncé de la propagande médiatique en Hongrie, la plupart des consommateurs de médias s'informant grâce aux médias pro-gouvernementaux et aux médias anti-gouvernementaux.

Hír TV (Info TV)

Lancée en 2002 à la suite de la défaite du Fidesz aux élections législatives, la chaîne privée *Hír TV* est créée par l'ancien bras financier du Fidesz, Lajos Simicska, et devient l'outil de communication privilégié du Fidesz dans l'opposition jusqu'en 2010. Cette chaîne a notamment joué un rôle capital dans la retransmission des émeutes de 2006 ayant permis de critiquer sans relâche l'action du gouvernement de Ferenc Gyurcsány (2004-2009). La chaîne se veut être à ses débuts un *Fox News* à la hongroise et est ouvertement favorable à la droite incarnée par le Fidesz. Après le *G-nap* (Jour G), Lajos Simicska utilise cette chaîne comme un outil de propagande contre le gouvernement hongrois en vue des élections de 2018. À la suite de la reconduction de Viktor Orbán dans ses fonctions de Premier ministre en 2018, la chaîne revient dans le giron du Fidesz par le biais de Lőrinc Mészáros et est depuis à nouveau un canal de transmission favorable à la politique du gouvernement. Les journaux télévisés de cette chaîne sont tout aussi marqués politiquement que ceux de la télévision publique.

Hír TV propose des émissions de débats entre éditorialistes, dont des opposants au gouvernement, au cours desquelles certains journalistes proches du gouvernement critiquent, de manière mesurée tout en restant clairement pro-gouvernementaux, la stratégie du Fidesz. Cela avait notamment été le cas quand certaines voix s'étaient élevées à l'automne 2019 à la suite de la perte de nombreuses villes par le Fidesz aux élections municipales.

Chaîne de prestige du Fidesz, son audimat est en réalité plus que négligeable et se situe entre 1 et 3 % de l'audimat en fonction des plages horaires. Il se dit au sein de milieux proches du Fidesz que la chaîne est en pleine crise de modèle économique et d'identité, et qu'elle ne fonctionne que grâce au bon vouloir des premiers cercles du pouvoir, qui sont bien conscients de la dimension symbolique et historique de *Hír TV* — due au rôle qu'elle a joué dans la reconquête du pouvoir entre 2002 et 2010. **Son influence sur l'opinion publique et sa réelle force de frappe sont devenues totalement négligeables, et cette chaîne n'intéresse guère plus qu'une petite frange de l'électorat âgé du Fidesz.**

hirtv.hu - Mois d'octobre 2021 : 53^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 1,55 million de visites

Pesti TV (TV de Pest)

Cette chaîne commence à émettre en septembre 2020 et se compose essentiellement de jeunes journalistes issus de *Pesti Srácok*, un site pro-gouvernemental. Ce projet financé par des cercles proches de Lőrinc Mészáros se veut être une réaction à la perte de Budapest aux élections

municipales de l'automne 2019, souvent analysée par une faiblesse du Fidesz sur internet et une impopularité au sein de l'électorat jeune. Présente sur les réseaux sociaux, *Pesti TV* a une ligne pro-Fidesz, des animateurs jeunes, dont une part importante d'animatrices, affichant un style décontracté façon *alt-right* américaine. Constatant l'échec de ce projet (très faible nombre de vues sur les réseaux sociaux, audimat dérisoire), les journalistes de cette chaîne se plaignent depuis le printemps 2021 de retards de paiement de leurs salaires, une situation qui ne semble toujours pas réglée. Cet épisode laisse très clairement entrevoir le fait que les sponsors de la chaîne *Pesti TV* se soient aperçus que ce projet était un échec, la chaîne ayant été tournée sans arrêt en dérision par les médias d'opposition, qui restent les seuls à savoir parler à l'électorat jeune de centre-ville. **L'affaire *Pesti TV* permet de confirmer le constat selon lequel les évolutions sociologiques de la Hongrie (gentrification budapestoise, avancée du wokisme, etc.) ont éminemment plus d'impact électoral que la prétendue « mainmise » de Viktor Orbán sur la presse.**

Groupe RTL (RTL Klub, RTL II, etc.)

Ce groupe de télévision fait partie avec *TV2* des deux groupes privés lancés en Hongrie en 1997. Il appartient au groupe de presse allemand *Bertelsmann*, qui est l'un des plus grands groupes de médias en Europe et possède la plus grande maison d'édition du monde, *Penguin Random House*, alors qu'une entreprise appartenant à ce groupe, *Arvato*, modère les pages Facebook de langue hongroise. *Bertelsmann* détient aussi 25 % au capital du magazine allemand *Der Spiegel*, ce qui en dit long sur la ligne éditoriale et politique du groupe, qui, concernant ses activités en Hongrie, est ouvertement hostile à la politique menée par le gouvernement hongrois depuis 2010, et s'immisce clairement dans les affaires internes de la Hongrie. En 2017, *RTL Klub* a diffusé un message vidéo de George Soros⁵⁹, un moment de télévision ayant montré une chaîne totalement en accord avec les prises de position de l'homme d'affaires d'origine hongroise sur la consultation nationale alors lancée par le gouvernement. En 2020, à Noël, la chaîne a diffusé un mini-film, présenté comme une annonce à visée sociale, faisant la publicité des familles arc-en-ciel, réalisé par la *Háttér Társaság* (« Société de l'arrière-plan »), une association hongroise militant pour les droits de la communauté LGBT dont le financement provient majoritairement des fondations de George Soros.

rtlklub.hu - Mois d'octobre 2021 : 87^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 998 780 visites

⁵⁹ *Soros György videóüzenete* [Message vidéo de George Soros], RTL Klub, 21 novembre 2017, <https://rtl.hu/rtlklub/hirek/soros-gyorgy-videouzenete>

Groupe ATV (ATV, ATV Spirit)

Groupe privé fondé le 2 janvier 1990, dont la chaîne-phare est *ATV*, aujourd'hui propriété de *Broadcast Projekt Kft.* (Hongrie) et de *Woodham Enterprise Ltd.* (Panama). La chaîne généraliste *ATV* est la concurrente de *Hír TV*, qu'elle dépasse en termes d'audience (environ 3-4 % des parts totales) et diffuse des journaux télévisés aux biais clairement critiques de la politique gouvernementale. Le groupe fait partie du cercle d'influence de l'Assemblée de la Foi (en hongrois : *Hit Gyülekezete*), un mouvement charismatique évangélique proche de l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) dès la fondation de ce parti en 1988, alors que Viktor Orbán a toujours eu des relations conflictuelles avec ce mouvement, même s'il est à l'origine de sa reconnaissance constitutionnelle par l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi fondamentale hongroise en 2012.

Cette chaîne est encore aujourd'hui imprégnée de l'idéologie et des positions du SZDSZ, qui font la part belle à l'intelligentsia occidentaliste budapestoise et sont critiques des approches trop nationales et conservatrices. L'animatrice star de la chaîne de 2003 à 2016, Olga Kálmán, est depuis 2019 une femme politique au sein de la *Coalition démocratique* de l'ancien Premier ministre Ferenc Gyurcsány, l'ennemi politique historique de Viktor Orbán, et a été candidate malheureuse aux primaires de la gauche en vue des municipales à Budapest. À la suite du changement de ligne à *Hír TV* initié par l'ancien ami de Viktor Orbán, Lajos Simicska, Olga Kálmán est passée à *Hír TV* pour y animer la même émission qu'elle avait animée pendant plus de dix ans sur le plateau de *ATV*. Ce passage à *Hír TV* de l'animatrice avait été interprété comme un affront ouvert fait au Fidesz, la présentatrice étant l'incarnation même d'une hostilité à Viktor Orbán, même si, pendant des années, elle s'est efforcée de donner des apparences d'objectivité et de professionnalisme — non sans un certain talent. **Le parcours d'Olga Kálmán est la preuve qu'il n'existe en Hongrie hélas par véritablement de journalisme sans participation à la guerre des clans politiques. Nier cet état de fait — ce que les observateurs non-hongrois, qui ne connaissent pas de près la politique et les médias hongrois, ont tendance à faire — conduit à passer à côté de l'essentiel du fonctionnement des médias hongrois.**

Un autre présentateur et patron d'émissions (*Csatt, A Nap híre*) vedette de la chaîne, András Simon, a quant lui annoncé le 3 décembre 2021 qu'il quittait *ATV* pour rejoindre l'équipe de campagne de Péter Márki-Zay, le candidat de l'opposition unie qui affrontera Viktor Orbán aux élections législatives d'avril 2022⁶⁰.

La chaîne *ATV* propose en plus de ses journaux télévisés politiquement orientés en faveur de l'opposition des émissions de débats au cours desquelles s'opposent des personnalités

⁶⁰ *Simon András távozik az ATV-től* [András Simon quitte ATV], atv.hu, 3 décembre 2021, <http://www.atv.hu/belfold/20211203-simon-andras-tavozik-az-atv-toi>

proches du gouvernement et des proches de l'opposition — des émissions qui peinent néanmoins à dissimuler le parti-pris de la chaîne à l'encontre de la majorité gouvernementale au pouvoir depuis 2010.

atv.hu - Mois d'octobre 2021 : 19^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 5,97 millions de visites

Euronews Hungary

Une version en langue hongroise de la chaîne *Euronews* est lancée le 30 mai 2013, et *Euronews* dispose aussi d'un portail d'information dans cette langue. La ligne de ce média est clairement opposée à la politique du gouvernement. *Euronews SA* est détenu à 88 % par *Media Globe Networks*, une société de l'homme d'affaires égyptien Naguib Sawiris. *Euronews* est dirigé par Philippe Cayla, pur produit de l'élite administrative, politique et économique française (Sciences PO, ENA, Institut Aspen) et mari de Véronique Cayla, ancienne présidente d'*Arte* et ancienne présidente du directoire d'*Arte France*. Philippe Cayla est membre du bureau du Mouvement européen et fondateur de l'association *Européens Sans Frontières*, et a créé l'association pro-UE *Let Me Vote*, alors qu'il a été directeur du développement international de *France Télévisions* dans les années 2000.

B) Radio

Radio publique - Kossuth rádió

Au même titre que la télévision publique dès le retour au pouvoir du Fidesz en 2010, les stations de la radio publique sont passées sous la coupe du gouvernement, qui s'en sert pour défendre sa politique de manière tout à fait ouverte et affichée.

Les vendredis matin, le Premier ministre Viktor Orbán donne un entretien à *Kossuth rádió* pour y traiter de l'actualité politique et gouvernementale du moment. Ce moment de radio est le souvent l'occasion d'annonces et est devenu un véritable canal de la communication des décisions prises par le gouvernement.

Karc FM

Dépendant désormais du *KESMA*, cette station est lancée en 2016 et se situe sur la ligne de la coalition gouvernementale. Le journaliste pro-Fidesz Ottó Gajdics est le personnage-clé de cette station de radio.

RetróRádió, *Rádió 1* et *Best FM* sont également dans le giron de l'empire médiatique proche du gouvernement mais sont des stations de variété musicale et sont donc politiquement moins imprégnées que la radio publique ou *Karc FM*.

Klubrádió

Lancée en 1999, cette station de radio a toujours été proche des forces politiques progressistes hongroises et s'est retrouvée, en février 2021, au cœur d'une polémique ayant eu un retentissement international. En effet, la licence de la station arrivant à terme, l'autorité des médias avait choisi de ne pas renouveler automatiquement l'autorisation d'émettre de *Klubrádió*. Les documents de renouvellement présentés par la suite par la station n'étaient quant à eux pas valables. N'ayant pas introduit de nouvelle demande, la station a cessé d'émettre sur sa fréquence.

La presse occidentale et l'opposition hongroise ont pris la défense de *Klubrádió* et ont une nouvelle fois évoqué une attaque contre la liberté des médias en Hongrie, l'affaire ayant fait l'actualité d'un débat au Parlement européen en mars 2021⁶¹. Lors de sa dernière émission, *Klubrádió* a diffusé l'hymne européen en signe d'adieu. En réalité, la radio faisait face à des difficultés économiques et il est assez délicat de clarifier les réels enjeux de la fin de ses activités sur la fréquence. Ce qui est sûr, c'est que l'opposition a alors eu l'occasion de trouver un thème pour attaquer le gouvernement. Il est possible que le naufrage économique de cette station ait été vendu comme le résultat d'une attaque contre la presse. Or, la radio continue à émettre sur internet, ce qui est assurément un bien meilleur moyen de faire perdurer un modèle économique viable. La station est toujours aussi opposée à la politique du gouvernement. Enfin, le directeur de la station présentée comme étant « indépendante » András Arató est plus un ancien homme d'affaires proche de la gauche hongroise qu'un défenseur de la liberté d'expression. Le discours déroulé sur la disparition de la dernière « station radio indépendante » est par ailleurs tout simplement faux, la station *Spirit FM* ayant pris la fréquence de *Klubrádió*, alors que *Tilos Rádió* (en français : *Radio interdite*) et *InfóRádió* sont également sur une ligne opposée au gouvernement.

Malgré son caractère anecdotique — puisqu'il s'agit simplement de la fin d'une station ne pouvant plus supporter son modèle économique —, cette affaire est utilisée par les deux camps politiques hongrois et est avec la loi sur la question LGBT au cœur de l'actuel conflit entre la Hongrie et la CJUE sur l'application du mécanisme lié à l'État de droit.

⁶¹Cf. infra p. 100

C) Presse quotidienne

Presse régionale

Le marché de la presse quotidienne régionale en Europe centrale et orientale a constitué un marché juteux pour les investisseurs occidentaux dans les années 1990. En Pologne, le rachat par la société polonaise *PKN Orlen* des titres régionaux a eu lieu en 2020, ce qui témoigne d'une forte inertie du phénomène d'accaparement de ce secteur par des capitaux étrangers à partir de 1990.

En Hongrie, la situation est similaire à celle de la Pologne jusqu'au retour au pouvoir de Viktor Orbán en 2010. Ce dernier fait du secteur des médias un secteur stratégique et met tout en œuvre pour « magyariser » les médias, particulièrement la presse quotidienne régionale. La consécration de cet objectif stratégique a lieu en 2017 et en 2018 avec la reprise de *Mediaworks* et la création du *KESMA*, sous lesquels est désormais placée, par divers montages financiers, toute la presse quotidienne régionale (19 titres). Comme nous l'avons souligné précédemment, cette presse quotidienne régionale imprimée ne compte pas véritablement dans la dynamique médiatique hongroise et n'intéresse qu'un électorat très rural acquis au Fidesz. Cette distribution quotidienne de journaux en province a des aspects de reliques du passé et le fait qu'elle soit gérée directement par le pouvoir politique est assez déconnecté des vrais mouvements dans le domaine des médias susceptibles de bousculer le jeu politique hongrois, ces mouvements ayant tous lieu en ligne et à Budapest.

Bors (Poivre)

Bors est un tabloïd à scandale et people fondé en 2001 et désormais sous le giron de *Mediaworks* et du *KESMA*, donc sur la ligne du gouvernement. Ce quotidien est diffusé à environ 50 000 exemplaires.

borsonline.hu - Mois d'octobre 2021 : 13^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 9,96 millions de visites

Blikk

Blikk est un tabloïd à scandale et people fondé en 1994 appartenant au groupe allemand *Rigier Axel Springer* ayant une ligne de gauche libérale et donc opposée au gouvernement hongrois. Ce quotidien est diffusé à 80 000 exemplaires par jour, ce qui en fait le premier quotidien

hongrois à l'heure actuelle. La version en ligne de *Blikk* est aussi un des sites les plus consultés de Hongrie.

blikk.hu - Mois d'octobre 2021 : 4^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 26,48 millions de visites

Ripost

Fondé en 2016 et mis sous la coupe du *KESMA* et de *Mediaworks* pour compléter *Bors* et concurrencer *Blikk*, c'est le quotidien à scandale du Fidesz et sans doute le média pro-gouvernement ménageant le moins l'opposition hongroise, affichant un style que l'on pourrait qualifier de « rentre-dedans ».

ripost.hu - Mois d'octobre 2021 : 16^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 8,35 millions de visites

Magyar Nemzet (La Nation hongroise)

Fondé en 1938, *Magyar Nemzet* est le quotidien historique de la droite conservatrice hongroise. Ce journal est entre 1998 et le 6 février 2015 (date du « jour G⁶² ») lié au destin commun de Lajos Simicska et de Viktor Orbán, qui font de *Magyar Nemzet* la principale arme médiatique papier du Fidesz. Comme *Hír TV*, ce quotidien a joué un grand rôle dans le traitement des événements de 2006 et a très nettement contribué à resserrer les rangs au sein de l'électorat Fidesz et à dégrader l'image du Premier ministre Ferenc Gyúrcsany. À la suite du conflit entre Lajos Simicska et Viktor Orbán, *Magyar Nemzet* change subitement de ligne éditoriale et devient un outil de propagande anti-Fidesz, alors que le quotidien prend fin à la suite de la défaite de l'opposition aux législatives de 2018.

Pendant cette période de retournement de *Magyar Nemzet* au profit des intérêts de l'opposition (2015-2018), les cercles pro-gouvernement mettent sur pied le quotidien *Magyar Idők* (*Les Temps hongrois*). Lajos Simicska étant sorti de la vie publique à la suite de la nouvelle victoire du Fidesz en 2018, *Magyar Nemzet* est relancé et prend la place de *Magyar Idők*, le 6 février 2019, c'est-à-dire exactement quatre ans après le « jour G ».

Aujourd'hui *Magyar Nemzet* et sa version en ligne sont entre les mains de *Mediaworks*, le consortium médiatique pro-gouvernemental. Ce quotidien peut être considéré comme le quotidien

⁶² Cf. supra. p. 32

de prestige du Fidesz, le plus souvent lu par les cadres dirigeants de la coalition gouvernementale. Ce quotidien est imprégné d'une conception classique du journalisme et éprouve des difficultés à s'émanciper de ce fond austère, alors que sa version en ligne peine à décoller et à rivaliser avec les sites *Telex* et *444.hu*. Constatant ce fonctionnement poussif et la campagne pour les législatives de 2022 commençant à battre son plein, des changements ont lieu en novembre 2021 aux postes-clés de *Mediaworks*, la société chapeautant le consortium médiatique pro-gouvernemental. Il se dit que ces changements brusques sont dus à un agacement venu du plus haut niveau gouvernemental, qui constate que le quotidien *Magyar Nemzet* et les autres médias faisant parti du consortium ne parviennent toujours pas à cibler efficacement l'électorat jeune — une marotte au sein de l'appareil-Fidesz depuis la perte de terrain du parti gouvernemental aux élections municipales de 2019.

magyarnemzet.hu - Mois d'octobre 2021 : 27^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 3,61 millions de visites

Notons que la version en ligne du grand quotidien papier pro-gouvernemental réalise en moyenne seulement 1 % des visites de sites dans la catégorie Média et Information.

Magyar Hírlap (Le Journal hongrois)

Fondé en 1968, ce quotidien est depuis 2006 sur la ligne politique du Fidesz par l'intermédiaire de l'homme d'affaires Gábor Széles, proche du pouvoir. *Magyar Hírlap* fait partie des deux grands quotidiens hongrois pro-gouvernementaux (l'autre étant *Magyar Nemzet*).

magyarhirlap.hu - Mois d'octobre 2021 : 115^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 549 430 visites

Népszava (La Voix du peuple)

Népszava est le plus vieux quotidien hongrois encore en activité. Fondé en 1877, il est le journal historique de la gauche social-démocrate hongroise et a aujourd'hui une ligne éditoriale nettement et ouvertement opposée à la politique du gouvernement hongrois. Détenu par la 14^e fortune de Hongrie, Tamás Leisztinger, proche de Kata Tüttő, adjointe à la mairie de Budapest, une ville dirigée depuis octobre 2019 par un adversaire politique de Viktor Orbán, l'éco-socialiste Gergely Karácsony.

Ce journal est aux antipodes politiques de *Magyar Nemzet* et de *Magyar Hírlap*, et ne cache pas son positionnement politique sur l'échiquier hongrois. Faisant comme toute la presse

imprimée face à une chute de ses ventes, *Népszava* se développe en ligne. Même si son portail n'atteint pas les mêmes niveaux de succès que *telex.hu*, *24.hu* ou encore *444.hu*, *Népszava* est bien installé parmi les sites d'informations véhiculant des contenus critiques à l'encontre du gouvernement hongrois.

Fruit de la longue tradition d'émigration hongroise vers les États-Unis, *Népszava* dispose d'une version américaine depuis 1891. Aujourd'hui, ce média existe sous la forme d'un site internet (*American Népszava—nepszava.us*), une plateforme sans doute encore plus radicale dans sa critique du gouvernement que ne l'est la version classique de *Népszava*.

nepszava.hu - Mois d'octobre 2021 : 26^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 2,7 millions de visites

nepszava.us - Mois d'octobre 2021 : 175^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 352 560 visites

D) Presse hebdomadaire

Szabad Föld (La Terre libre)

Existant depuis août 1945, *Szabad Föld* est aujourd'hui un magazine hebdomadaire détenu par le groupe pro-gouvernemental *Mediaworks* et constitue le magazine des provinces hongroises distribué à plus de 40 000 exemplaires. Au même titre que la presse régionale, ce magazine s'adresse donc à un lectorat acquis aux positions du Fidesz. Son rédacteur en chef est le journaliste pro-Fidesz Ottó Gajdics, un ancien de *Hír TV* et de *Magyar Nemzet*, qui occupe actuellement aussi un poste de direction au sein de la radio pro-gouvernementale *Karc FM*.

Magyar Demokrata (Démocrate hongrois)

Fondé en 1997, ce magazine hebdomadaire est pro-gouvernemental et détenu par le journaliste András Bencsik. Parmi les organes de presse proches du gouvernement, il est le plus critique envers le libéralisme et est souvent considéré comme étant le média le plus radical au sein de la galaxie médiatique Fidesz. Sa ligne conservatrice et nationale est en effet plus palpable que dans les contenus publiés par un autre hebdomadaire pro-gouvernemental, *Mandiner*.

Mandiner

Fondé en 2017 sous la forme d'un groupe comprenant tout d'abord un portail internet (*mandiner.hu*) puis à partir de septembre 2019 un magazine hebdomadaire, le tout sous la houlette du KESMA, le consortium médiatique pro-gouvernemental. L'équipe de *Mandiner* est jeune et proche du MCC (*Collège Mathias Corvin*), un centre de formation de cadres conservateurs. *Mandiner* est ce que la presse pro-gouvernementale dispose de mieux en termes de qualité. Ce magazine et ce site sont clairement dans le giron gouvernemental mais n'ont pas de véritable ligne idéologique stricte et publient des analyses plus ou moins libérales ou conservatrices. Cette diversité des points de vue fait de *Mandiner* l'une des plateformes intellectuelles les plus intéressantes de Hongrie.

Si *Mandiner* a incontestablement su mobiliser et rassembler des jeunes, cette réussite a tendance à être trop limitée socialement, car ces nouveaux groupes de jeunes conservateurs comprennent presque exclusivement une frange d'une forme de classe moyenne budapestoise issue de familles conservatrices. *Mandiner* ne parvient donc pas à résoudre ce sur quoi bute le gouvernement hongrois : le rouleau-compresseur urbain et digital sur lequel surfe sans difficulté la presse d'opposition en ligne.

mandiner.hu - Mois d'octobre 2021 : 24^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 3,68 millions de visites

HVG (Heti Világ gazdaság / L'Économie mondiale hebdomadaire)

Fondé sous le communisme en 1979 par des réformateurs, cet hebdomadaire est aussi le premier à avoir lancé une version en ligne, en 1996, à la suite du voyage aux États-Unis effectué par le rédacteur en chef d'alors, Mátyás Vince, un voyage au cours duquel ce dernier avait notamment reçu les conseils de personnes travaillant à la Banque mondiale. Point d'entrée des idées libérales occidentales depuis ses débuts, cet hebdomadaire a aujourd'hui une ligne éditoriale de centre-gauche, bien que se réclamant « objectif et indépendant », son slogan étant « L'obscurité n'est pas éternelle - que lumière soit faite ». Puisqu'il est présent dans le paysage médiatique depuis longue date, il demeure l'un des étalons de mesure utilisés par le gouvernement actuel pour jauger les réactions de l'opinion à sa politique, l'hebdomadaire étant ouvertement et invariablement opposé à la personne et à la politique de Viktor Orbán.

Les unes et les couvertures de cet hebdomadaire sont connues pour leur sens de la caricature et du sarcasme et ont quasi-exclusivement pour cible le Premier ministre hongrois, sa politique, ses proches et ses alliés. *HVG* a été, pendant de nombreuses années ayant suivi la

chute du communisme, la référence en matière d'articles économiques et financiers, dont le lecteur magyarophone intéressé par ces questions, au-delà de ses affinités politiques, ne pouvait se passer.

Depuis quelques années, une baisse de la qualité des contenus de cet hebdomadaire est palpable, les articles de fond et d'analyse ayant progressivement été remplacés par une part importante d'articles à teneur politique et très durs à l'encontre du gouvernement Orbán. Détenu en majorité par des capitaux allemands de 2003 à 2013, *HVG* est aujourd'hui à capital majoritairement hongrois, notamment à travers Péter Szauer, figure historique de l'hebdomadaire, dont le fils Tamás Szauer a été responsable de la trésorerie du parti Momentum et travaille désormais aussi à *HVG*⁶³, qui a toujours fait preuve de complaisance à l'égard de ce parti européiste et libéral fondé par des jeunes en 2017.

hvg.hu - Mois d'octobre 2021 : 5^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 21,46 millions de visites

Magyar Hang (Voix hongroise)

Fondé en 2018 par d'anciens journalistes travaillant au *Magyar Nemzet*, cet hebdomadaire est très rapidement devenu le troisième hebdomadaire le plus lu du pays. Il est habituellement qualifié d'hebdomadaire des déçus du Fidesz et revendique un ligne libérale-conservatrice, critique du gouvernement mais réticente aux thèmes libéraux-libertaires de la gauche. Propriété de son rédacteur en chef Zsombor György, cet hebdomadaire est une réussite et la preuve qu'une presse singulière (au sens qu'elle ne tombe pas dans les excès pro ou anti-Orbán) existe aussi en Hongrie.

Depuis la désignation de Péter Márki-Zay comme candidat de l'opposition unie face au Fidesz, il semblerait néanmoins que *Magyar Hang* soit de plus en plus directement impliqué sur l'échiquier politique hongrois et se mette à soutenir ce candidat se déclarant conservateur mais opposé à la politique de Viktor Orbán — certaines des plumes les plus régulières du quotidien s'étant ouvertement prononcées en faveur de Péter Márki-Zay, comme le publiciste Róbert Puzsér. Ce dernier collabore régulièrement à *Magyar Hang* et se définit comme étant un centriste voulant mettre fin à trente ans de politique hongroise dominée par la gauche et la droite hongroises, qu'il accuse d'avoir trahi le changement de régime de 1989.

⁶³Tamás Szauer devient ensuite directeur marketing de HVG le 5 mars 2019 : *A Momentum volt pénzügyi igazgatója lett a HVG egyik vezetője* [L'ancien directeur financier du Momentum devient un des directeurs de HVG], Mandiner, 5 mars 2019, https://mandiner.hu/cikk/20190305_a_momentum_volt_penzugyi_igazgatoja lett_a_hvg_egyik_vezetoje

168 Óra (168 heures)

Fondé en 1989, cet hebdomadaire a historiquement une ligne éditoriale de gauche libérale et est donc opposé à la politique du gouvernement hongrois. Néanmoins, il semblerait que son propriétaire, l'homme d'affaires Pál Milkovics, entretienne des liens avec certains investisseurs proches du gouvernement, ce qui a récemment fait l'objet de rumeurs sur une éventuelle reprise en main de l'hebdomadaire par des cercles proches du pouvoir. Très impliqué dans la vie de la communauté juive à Budapest, Pál Milkovics est aussi à la tête du portail *neokohn.hu*, qui défend une ligne éditoriale de droite néo-conservatrice et favorable à la droite israélienne, tout en prenant souvent, quoique indirectement, la défense de la politique du gouvernement hongrois, notamment en ce qui concerne ses positions sur l'immigration et la question musulmane.

Il existe donc des ponts entre *168 Óra* et le gouvernement hongrois, mais la ligne éditoriale de l'hebdomadaire n'est assurément pas pro-gouvernementale. Quoi qu'il en soit, *168 Óra* a récemment signé un partenariat avec l'agence américaine *Bloomberg* pour la publication de contenus en langue hongroise, qui sont clairement défavorables à la politique menée par le gouvernement de Viktor Orbán, même si le contenu économique de ces informations rend beaucoup moins frontale l'opposition au gouvernement de Viktor Orbán.

168.hu - Mois d'octobre 2021 : 38^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 2,76 millions de visites

Magyar Narancs (L'Orange hongroise)

Initialement sous la coupe du Fidesz naissant, alors encore ouvertement libéral, entre octobre 1989 et l'été 1990, cet hebdomadaire ne s'est jamais départi de sa ligne libérale et progressiste. Ce magazine est très clairement opposé à la politique du gouvernement hongrois depuis 2010. *Magyar Narancs*, dont le titre signifie *Orange hongroise* (en référence à une célèbre réplique du *Témoin*, un film satirique sur le communisme hongrois sorti en 1969), est le premier média à avoir introduit le journalisme *gonzo* en Hongrie. Le journalisme *gonzo* consiste en un style ultra-subjectif mêlant réalité et fiction, qui a connu ses débuts dans les années 1970 aux États-Unis. Doté de belles plumes, cet hebdomadaire est sans doute le mieux écrit de Hongrie et compte depuis ses débuts parmi ses rédacteurs bon nombre d'écrivains hongrois hostiles au gouvernement hongrois.

Bien que détenu en majorité par son rédacteur en chef historique Endre Bojtár B. — qui avait déclaré en 2016 que la seule chose qui différenciait Viktor Orbán de l'amiral Miklós Horthy

est que le premier n'est pas un tueur de masse —, *Magyar Narancs* est aussi financé à travers le fonds d'investissements *Media Investment Fund*, géré en partie par les *Open Society Foundations* de George Soros. Pendant la crise migratoire de 2015, *Magyar Narancs* a publié un numéro à la couverture polémique montrant le Premier ministre hongrois portant une moustache hitlérienne en forme de barbelés, ce qui n'avait pas entraîné de conséquences sur le fonctionnement de ce média, vivant depuis toujours librement et étant toujours aussi sévère à l'égard de la politique du gouvernement hongrois.

magyarnarancs.hu - Mois d'octobre 2021 : 100^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 723 080 visites

Élet és Irodalom (Vie et littérature)

Fondé en 1957 sous le communisme, il est l'hebdomadaire littéraire de référence en Hongrie. D'abord proche des socialistes, cet hebdomadaire se rapproche des positions de l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) au changement de régime, et n'a depuis pas véritablement dévié de cette ligne éditoriale. Il est le point de passage et de rencontre de l'intelligentsia littéraire budapestoise, majoritairement libérale et occidentaliste. Son lectorat est négligeable, mais sa présence et sa longévité témoignent d'un fait social susceptible de déranger les critiques du gouvernement hongrois depuis 2010 : **une vie intellectuelle budapestoise comprenant des intellectuels et des écrivains très ouvertement hostiles à la politique de Viktor Orbán. Ces intellectuels et écrivains n'ont jamais été inquiétés dans leurs activités par le gouvernement et ont dans l'ensemble eu bien plus de marge, y compris financière, qu'avant 2010.**

Ce phénomène montre la césure entre Budapest, ville dirigée par un écologiste de gauche depuis l'automne 2019, et les provinces, majoritairement favorables au gouvernement. Le Fidesz a d'ailleurs toujours eu un rapport douloureux à cette classe d'intellectuels, pour ne pas dire un complexe d'infériorité, et n'a jamais su rivaliser sur le terrain littéraire avec ces cercles d'écrivains animant la vie culturelle budapestoise. En 2018, le quotidien pro-gouvernemental *Magyar Idők* a publié une série d'articles⁶⁴ sous la plume du journaliste Árpád Szakács pour dénoncer la mainmise libérale sur le milieu culturel et artistique, entendant débiter un *Kulturkampf* (une « guerre culturelle ») contre la gauche libérale. Cette campagne a certes permis d'imposer un certain nombre de thèmes (notamment liés à la question LGBT), mais n'a pas changé la donne d'un paysage culturel et médiatique budapestois toujours dominé par les libéraux proches de l'opposition.

⁶⁴ Árpád SZAKÁCS, *Magyar Idők*, 2018, <https://www.magyaridok.hu/szakacs-arpad-kinek-a-kulturalis-diktaturaja/>

Jelen Hetilap (Présent hebdomadaire)

Fondé en 2020 par trois anciens journalistes de *168 Óra* et de l'ancien quotidien *Népszabadság*, *Jelen* est la propriété de ses fondateurs par le biais de l'entreprise *Liberty Press Kft.* Cet hebdomadaire est très clairement sur une ligne éditoriale s'opposant à la politique gouvernementale. Son rédacteur en chef et co-propriétaire, Zoltán Lakner, ayant fait son coming-out à la Pride de Budapest en 2014, intervient régulièrement sur la chaîne de télévision ATV et se montre critique à l'égard de Viktor Orbán. *Jelen* a pour partenaire *IMEDIA*, un observatoire des médias fondé en 2001 et travaillant avec de nombreuses entreprises multinationales implantées en Hongrie (*Coca-Cola, Audi, Tesco, Google, Microsoft, Erste Bank, Bayer, Sanofi, TEVA*, etc.). *Jelen* donne régulièrement la parole à des personnalités politiques d'opposition en leur offrant des couvertures et des unes très favorables.

E) Presse en ligne

Les outils d'analyse *Similarweb*, *Semrush* et *Gemius* donnent des résultats similaires dans la répartition du nombre de consultations des sites d'information hongrois : en 2021, 75 % des consultations de sites concernent des sites dits « libres et indépendants », le quart restant étant des sites pro-gouvernementaux⁶⁵. Nous avons ici sélectionné les sites donnant le meilleur aperçu du paysage médiatique hongrois en ligne.

index.hu

Fondé en 1999, *index.hu* a été pendant longtemps le portail d'information progressiste le plus lu et le plus renommé sur la toile. Le succès de ce site était tel que sa consultation et son nom étaient entrés profondément dans les habitudes et le langage hongrois, dominant les esprits et écrasant la concurrence sur le terrain de l'information en ligne. Avant le « jour G », il semblerait que le gouvernement ait tenté une opération sur *Index* par l'intermédiaire de Lajos Simicska. Étant donné la suite du parcours de ce dernier, cette tentative n'aura servi à rien, le portail étant resté uniformément hostile au gouvernement jusqu'en 2020. En effet, en mars 2020, un homme proche de Lőrinc Mészáros, Miklós Vaszily, prend des participations dans *Index* à travers le groupe *Indamedia*. Ces opérations aboutissent à l'été 2020 à des défections au sein de la rédaction et donnent lieu à la fondation d'un nouveau média progressiste en ligne, *telex.hu*.

⁶⁵Attila SZUHI, *Kormánypárti és független/ellenzéki weboldalak látogatottsága 2021-ben – I. rész* [Visites des sites pro-gouvernement et indépendants/d'opposition en 2021 - 1^{re} partie], *inte.hu*, <https://ite.hu/kormanyparti-es-fuggetlen-ellenzeki-weboldalak-latogatottsaga-2021-ben-i-resz/>

L'affaire Index est très révélatrice des rapports de forces médiatiques en Hongrie. Voulant reprendre un site de l'opposition à succès, le gouvernement en a finalement fait un site en pleine perte de vitesse et à la ligne incohérente. Cette reprise a provoqué la création d'un nouveau site à succès, *Telex*, qui est sans doute la plus grande réussite sur le terrain médiatique hongrois ces derniers temps. Tout cela montre que les manœuvres du gouvernement ne suffisent pas à faire l'opinion. La dynamique de l'opinion se trouvant clairement du côté de la gauche libérale, l'exemple de *Telex* le prouve. Aujourd'hui, la ligne éditoriale d'*Index* est difficilement identifiable et comprend des biais critiques du gouvernement et des biais pro-gouvernementaux.

index.hu - Mois d'octobre 2021 : site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 39,16 millions de visites

Origo

L'histoire d'*Origo* est assez similaire à celle d'*Index*. Fondé en 1998, *Origo* est un site progressiste à succès jusqu'en 2014, quand, au lendemain des élections des cercles proches du gouvernement organisent la reprise en main de ce média. Aujourd'hui *Origo* est détenu par le consortium *KESMA/Mediaworks* et est le seul portail pro-gouvernemental capable d'égaler les portails de tendance progressiste en termes de nombre de visites.

La qualité des contenus et le professionnalisme d'*Origo* sont néanmoins questionnables. Il est le média le plus condamné par l'autorité des médias pour informations inexactes et son style est extrêmement partial et simpliste à l'excès. En réalité, en gagnant en présence en ligne grâce à la reprise d'*Origo*, le gouvernement a rendu service à l'opposition, qui tourne régulièrement en dérision l'amateurisme des journalistes d'*Origo*. Ce site est le média le plus sanctionné par l'autorité des médias pour erreurs factuelles.

origo.hu - Mois d'octobre 2021 : 2^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 30,72 millions de visites.

888.hu

Pure-player pro-gouvernemental fondé en 2015, ce site se veut une réaction au site le plus ouvertement hostile au gouvernement : *444.hu*. Cette initiative n'a cependant jamais permis d'obtenir le même succès que le site progressiste *444.hu*. Le lancement de *888.hu* est le meilleur exemple de la dynamique médiatique réellement à l'œuvre en Hongrie : les progressistes dictent le tempo, les médias conservateurs ne font que réagir.

En septembre 2017, *888.hu* s'était retrouvé au centre d'une polémique internationale pour avoir publié une liste de journalistes « effectuant un travail de propagande en faveur de George Soros⁶⁶ ». Cette affaire était alors montée en épingle par le biais de la presse occidentale qui avait accusé la presse pro-Orbán de dresser des listes de « journalistes ennemis ». Or, *888.hu* s'était simplement contenté de rappeler les financements de certains médias hongrois et les liens d'intérêts dus au milliardaire George Soros en Hongrie. La presse occidentale avait alors interprété cela comme une attaque contre certains journalistes hongrois — mettant même en place un climat qui pourrait laisser penser que certains d'entre eux sont physiquement en danger —, alors que cette polémique était un simple épisode de la guerre des clans entre forces politiques hongroises en vue de la campagne des législatives de 2018. Notons que l'article du *Monde* relayant cette information et parlant d'une « liste des journalistes » a été rédigé par un correspondant à Vienne. Sa réelle connaissance de la situation en Hongrie peut donc être questionnée.

888.hu - Mois d'octobre 2021 : 56^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 1,4 million de visites

ojim.hu

Partenaire de l'Observateur du journalisme, la Fondation pour le journalisme transparent (Transzparens Újságírást Alapítvány) a été fondée en 2018 et propose des contenus informant ses lecteurs sur la presse et les journalistes hongrois à la manière de l'OJIM français.

Magyar Jelen (Présent hongrois)

Magyar Jelen est fondé sous la forme d'un bimensuel en 2003 par László Toroczkai, en partenariat avec l'émigration hongroise au Canada. Il est publié jusqu'en 2005, et reprend en février 2007 après les événements de l'automne 2006. Il est un temps l'une des publications majeures du camp nationaliste, avant que l'émergence d'internet et de médias mieux financés du Jobbik n'entraîne son déclin à partir de 2010, et sa disparition en mai 2013.

En août 2020, cette publication revient, mais uniquement sous forme de média en ligne. Elle est liée au parti de Toroczkai, Mi Hazánk (Notre Patrie), après que ce dernier a cessé de coopérer avec *Elemi.hu*, un autre média en ligne d'orientation nationaliste.

⁶⁶Blaise GAUQUELIN, 2017, *Une liste de « journalistes ennemis » publiée en Hongrie*, Le Monde, 7 septembre 2017, https://www.lemonde.fr/europe/article/2017/09/07/une-liste-de-journalistes-ennemis-publiee-en-hongrie_5182252_3214.html

Ce média gagne considérablement en visibilité depuis que Mi Hazánk s'oppose aux mesures sanitaires et à la vaccination obligatoire. Des personnalités de Mi Hazánk et les contenus sceptiques remettant en cause la narration sanitaire viennent pour la première fois se frotter au peloton de tête du « Championnat des like » (*Lájkbajnokság*)⁶⁷ fin novembre 2021. Ainsi, ces contenus viennent bousculer la bipolarisation pro-Orbán/anti-Orbán sur les réseaux sociaux et ouvrent un champ médiatique à des lignes allant à la fois contre l'opposition et contre le gouvernement.

Notons que jusqu'à son retournement au profit de la gauche libérale⁶⁸, le Jobbik avait dans sa sphère d'influence une série de médias sur sa ligne : *alfahir.hu*, *N1TV*, *dailynewshungary.com*, *zsurpubi.hu*, *Kuruc Info*, etc. Aujourd'hui, les médias pro-Jobbik existant toujours ont également été retournés et sont dans la sphère de l'opposition unie au gouvernement.

24.hu

Propriété de l'homme d'affaires hongrois Zoltán Varga, à la tête du groupe *Central médiacsoport Zrt.*, fondé en 2010 sous le nom de *Hír24*, devenu *24.hu* en 2015, ce site a été repris en 2014 par Varga au groupe finlandais *Sanoma*, et est à ce jour le site d'information disposant de la plus grande constance dans son succès à figurer dans le peloton de tête des sites les plus consultés de Hongrie. Ce site propose à ses lecteurs une ligne éditoriale ouvertement opposée à celle du gouvernement hongrois et il est de notoriété publique que son prioritaire est un adversaire économique et politique du système Fidesz.

Mois d'octobre 2021 : 3^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information en Hongrie ; 29,67 millions de visites ;

telex.hu

Ce portail d'information est né en octobre 2020 de la scission de journalistes travaillant pour *index.hu* — qui a été pendant des années le portail de référence des libéraux en Hongrie, sur lequel des cercles proches du gouvernement ont lancé une opération de reprise à l'été 2020. Mis sur pied par une des figures de premier plan de la rédaction d'*index.hu*, la journaliste Veronika Munk, et son mari, qui a aussi occupé des fonctions clés au sein de la rédaction d'*index.hu*, ce site est devenu, en quelques semaines, le nouveau portail de référence des libéraux, des progressistes et de la jeunesse tendance « woke » de Budapest. *Telex.hu* fonctionne sur un

⁶⁷Cf. supra p. 42

⁶⁸Cf. supra. pp. 31-32

modèle de financement par contribution, que la manifestation contre le gouvernement, organisée le 24 juillet 2020 par le parti Momentum à Budapest suite à l'« affaire *Index* », avait contribué à lancer.

Telex a reçu un virement de 200 000 euros de la part du milliardaire tchèque Bakala Zdeněk⁶⁹, proche des fondations de George Soros. *Telex* est aux côtés du portail *444.hu* le média le plus critique à l'égard du gouvernement et ne manque jamais une occasion de tourner en dérision l'obsession du gouvernement pour l'influence exercée par les réseaux de George Soros. Ce site se réclame du journalisme d'objectivité et entend remplir une mission d'intérêt public consistant à révéler des faits, et ainsi exercer un rôle de contre-pouvoir. Le gouvernement accuse cependant *Telex* d'être très clairement partisan, ce qui n'est manifestement qu'en partie vrai, la rédaction de *Telex* n'étant pas directement entre les mains d'un ou plusieurs partis politiques hongrois. En revanche, la masse de contenus quotidiens produit par ce site fait très clairement pencher la balance du côté d'un anti-orbanisme de tous les instants. **Par ailleurs, la rapidité avec laquelle ce média a été mis sur pied et avec laquelle il a réussi à infuser dans les esprits comme le média moderne, branché et « européen » de référence montre à quel point la Hongrie n'est absolument pas un pays où le gouvernement dirige d'une main de fer le secteur des médias comme certains pourraient le laisser entendre.** Bien au contraire, la *success story* de *Telex* montre à quel point l'intelligentsia journalistique budapestoise sait s'organiser et dispose de réseaux pour lancer un média d'influence en un temps record.

Depuis Bruxelles, le 29 novembre 2021, la rédactrice en chef de *Telex*, Veronika Munk, publie un message sur son compte Facebook⁷⁰ :

« Je suis à la fin d'une longue journée, je suis intervenue à la conférence de l'European News Media Forum à Bruxelles. C'était un grand honneur pour moi de constater que Telex est déjà si connu à l'international aussi, à tel point que des entreprises de médias fonctionnant depuis plusieurs décennies sont intéressées par l'histoire de notre média, comme le journal télévisé Tagesschau de la première chaîne allemande, la télévision publique suédoise, le quotidien polonais Gazeta Wyborcza ou encore la chaîne française TF1. Je suis aussi honorée d'avoir pu discuter de Telex, à peine âgé d'un an, avec de grands spécialistes des médias, comme le directeur du Reuters Institute for the Study of Journalism ou le PDG de l'Agence France-press. »

Le commissaire européen Thierry Breton et la vice-présidente de la Commission Věra Jourová ont aussi pris la parole à cet événement. Cette dernière a nommément cité Telex comme étant un

⁶⁹Márton KÁRPÁTI, 2021, *Megérkezett a 200 ezer euró a Telexnek* [Telex vient de recevoir ses 200 000 euros], *Telex*, 21 mars 2021, <https://telex.hu/belfold/2021/03/25/megerkezett-a-200-ezer-euro-a-telexnek>

⁷⁰Lire la publication en hongrois et en anglais (traduction fournie par Veronika Munk) postée le 29 novembre 2021 : <https://www.facebook.com/munkveronika/sagiro/posts/560485525058201>

exemple positif et courageux d'un représentant des changements en cours sur le secteur des médias. Breton et Jourová ont annoncé qu'ils veulent garantir, dans le cadre de la nouvelle réglementation des médias voulue par l'UE⁷¹, la non-intervention du pouvoir politique dans la vie des organes de presse, et qu'ils entendent lutter activement contre les monopoles médiatiques. Ils veulent des règles permettant d'empêcher la trop forte concentration dans la détention des médias.

Je suis vraiment curieuse de savoir si la situation des médias en Hongrie aura un impact sur les nouveaux efforts de l'UE. »

Ce forum du 29 novembre a été l'occasion d'annoncer le déblocage par la Commission européenne de 1,76 million d'euros pour la création d'une « salle de presse européenne » regroupant 16 agences de presse dont l'AFP (France), ANSA (Italie), Agerpres (Roumanie), APA (Autriche), ATA (Albanie), Belga (Belgique), BTA (Bulgarie), EFE et Europapress (Espagne), FENA (Bosnie), HINA (Croatie), MIA (Macédoine du Nord), STA (Slovénie), Tanjug (Serbie) et TASR (Slovaquie)⁷².

Mois d'octobre 2021 : 22,24 millions de visites ; 1^{er} site dans la catégorie Voyages et tourisme

444.hu

Lancé en 2013, également par une scission de journalistes venant d'*Index.hu*, ce site dispose en son sein d'adeptes du journalisme *gonzo* et se caractérise par un ton systématiquement provocateur à l'égard de la politique du gouvernement Orbán. Bien que l'un des principaux auteurs du site, László Szily, définisse *444.hu* comme ayant le souci de l'exactitude factuelle (ce qui au regard de la loi hongroise sur les médias est plutôt vrai, le site étant très rarement condamné pour erreur factuelle) et remplissant une mission d'information et de contre-pouvoir d'intérêt public, il est incontestable que le travail des journalistes de *444.hu* consiste à railler et dénigrer sur un ton satirique, plus ou moins subtil, la politique du gouvernement. À chaque fois que cela s'y prête, les journalistes de ce site tournent en dérision la coalition au pouvoir et, toujours restant dans le cadre la loi, servent à leurs lecteurs l'image d'un gouvernement corrompu, autoritaire et rétrograde.

⁷¹Un « Media Freedom Act » devrait en effet être présenté en 2022 par la Commission européenne : *La Commission veut protéger la liberté de la presse en Europe avec une loi sur les médias*, Ouest France/Reuters, 29 novembre 2021, <https://www.ouest-france.fr/europe/ue/la-commission-veut-protéger-la-liberté-de-la-presse-en-europe-avec-une-loi-sur-les-medias-678ad270-511d-11ec-98ea-01c2d1f03942>

⁷²Création d'une « salle de rédaction européenne » par 16 agences de presse, FRANCE 24/AFP, 29 novembre 2021, <https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20211129-cr%C3%A9ation-d-une-salle-de-r%C3%A9daction-europ%C3%A9enne-par-16-agences-de-presse>

Des sections thématiques du site traitent de sujets tels quel l'État de droit (en partenariat avec le *comité d'Helsinki* ou encore les *Archives Blinken de l'Open Society*⁷³, c'est-à-dire des émanations de la galaxie Soros), ou des questions de genre (sur lesquelles le positionnement de la rédaction est très clair et va ouvertement à l'encontre des positions du gouvernement hongrois). Quelques mois après son lancement, *444.hu* a reçu un virement de soutien de 49 500 dollars. Obligé de reconnaître ce soutien financier de la part du milliardaire George Soros, le rédacteur en chef de *444.hu* a expliqué au quotidien *Magyar Nemzet* que cette somme avait été allouée au développement d'une application mobile. Les médias pro-gouvernementaux qualifient souvent le site *444.hu* de blog Soros, **alors que le gouvernement se garde bien de toucher à la liberté de ton de ce média, tant il est la preuve incarnée de la très claire connexion de certains médias hongrois avec la galaxie Soros.**

À la manière de *telex.hu*, il est vrai que *444.hu* n'a pas de lien direct avec tel ou tel parti politique d'opposition, et s'attaque d'ailleurs occasionnellement à la vieille garde socialiste et à l'opposant historique à Viktor Orbán, l'ancien Premier ministre Ferenc Gyurcsány. En l'espèce, le positionnement du site est clair : affaiblir tout ce qui pourrait entraver la potentialité d'un changement de gouvernement, le dinosaure Gyurcsány et les derniers socialistes étant de parfaits exemples de ce type d'entraves. Pour résumer, *444.hu* est la preuve quotidienne qu'il existe une liberté de ton totale en Hongrie pour des critiques rudes, virulentes et sans concession à l'encontre de la politique du gouvernement hongrois.

Mois d'octobre 2021 : 7^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information; 19,36 millions de visites

azonnali.hu

Fondé par une scission de journalistes du média pro-gouvernemental *Mandiner* en 2017, *azonnali.hu* est majoritairement détenu, depuis 2018, par le député d'opposition Péter Ungár, membre du parti vert LMP, un des premiers hommes politiques à avoir ouvertement revendiqué son homosexualité, même s'il s'est à plusieurs reprises exprimé contre l'activisme du lobby LGBT et ne participe pas aux Pride de Budapest. Péter Ungár est le fils de la femme d'affaires Mária Schmidt, qui dirige des fondations proches du gouvernement, dont il est coutume de dire qu'elle est en réalité une des personnes les plus influentes de Hongrie, faisant partie de ce qu'il faudrait appeler un « État profond hongrois ».

⁷³ *Blinken OSA at 444.hu!* [OSA Blinken chez *444.hu*], [osaarchivum.org](https://www.osaarchivum.org), 26 janvier 2021, <https://www.osaarchivum.org/press-room/announcements/blinken-osa-at-444hu>

Ce bétonnage politico-financier Ungár-Schmidt, qui balaie quasiment tout le spectre politique hongrois, fait d'*azonnali.hu* le média sans doute le moins marqué politiquement. En effet, même si ce site est dans son ensemble opposé à la politique du gouvernement, il est aussi une plateforme où s'échangent les opinions de contributeurs aux affinités politiques divergentes, ce qui fait de ce média — il s'agit là d'un avis personnel de l'auteur de ce rapport, mais que beaucoup d'observateurs hongrois n'auraient pas de mal à confirmer — celui présentant la meilleure qualité de contenus sur la marché hongrois en ce qu'il n'est pas dicté par des objectifs et un agenda politicien mais s'efforce de livrer à ses lecteurs des points de vue différents dans un cadre professionnel et respectueux. Une des rédactrices en chef du site, Bea Bakó, a d'ailleurs été une des seules journalistes hongroises à argumenter sérieusement sur la question des mesures de restriction de liberté liées à la crise sanitaire⁷⁴, poussant le débat sur un terrain dépassant largement les simples clivages de la politique hongroise. *azonnali.hu* est la preuve de l'existence d'une liberté de ton en Hongrie, mais aussi de contenus de qualité.

Mois d'octobre 2021 : 149^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 481 970 visites

atlatszo.hu (transparent.hu)

Lancé en 2011, ce site est un portail d'investigation, un *civil watchdog*, ayant vocation à enquêter sur l'emploi de l'argent public par le pouvoir politique. Étant inspiré par l'histoire de *WikiLeaks* et de l'activisme digital, ce portail se veut indépendant et incite sur la nécessité de relayer des faits qui mettraient en cause la corruption ou l'abus de biens publics dans lesquels peuvent être impliqués des membres de la classe politique. *Atlaszto.hu* a depuis l'automne 2020 un partenariat avec l'hebdomadaire *Magyar Hang*, ce qui montre que ce site est sur une ligne de plus en plus courante en Hongrie — surtout depuis la victoire de Péter Márki-Zay à la primaire de l'opposition — qui consiste à être une opposition dans l'opposition et à ne pas aller trop à gauche sur les thèmes sociétaux, ce que la population hongroise refuse dans son ensemble, y compris parmi l'électorat ne soutenant pas le gouvernement. Ce site a été soutenu financièrement pas le *Fonds norvégien*, l'*Open Society Foundations* de George Soros et le *CEE Trust*⁷⁵.

Mois d'octobre 2021 : 130^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 576 020 visites

⁷⁴Bea BAKÓ, 2021, *Le confinement a été l'expérimentation à échelle mondiale de 2020 – celle de 2021 sera la vaccination*, Visegrád Post, 16 janvier 2021, <https://visegradpost.com/fr/2021/01/16/le-confinement-a-ete-lexperimentation-a-echelle-mondiale-de-2020-celle-de-2021-sera-la-vaccination/>

⁷⁵Válasz a Pesti Srácoknak: nyilvánosságra hozzuk a Norvég Alaphoz benyújtott pályázatot [Réponse à Pesti Srácok : nous publions la demande de subvention envoyée au Fonds norvégien], Átlátszó, 22 septembre 2014, <https://atlatszo.hu/2013/08/21/valasz-a-pesti-sracoknak-nyilvanossagra-hozzuk-a-norveg-alaphoz-benyujtott-palyazatot/>

Lancé en 2015, ce portail a un partenariat avec *444.hu*, dont il profite de la surface et de la visibilité, et se veut une plateforme permettant de publier des faits révélant des cas de corruption ou d'abus de biens sociaux. *Direkt36.hu* publie de longs articles très fouillés et sourcés ayant la vocation d'exercer un rôle de contrôle du pouvoir politique. Ses réseaux et ses soutiens sont les mêmes que ceux de *444.hu* et comprennent les fondations de George Soros mais aussi le *Fonds des frères Rockefeller*⁷⁶. Souvent critiqués pour cette connexion aux réseaux Soros, *444.hu* et *direkt36.hu* répondent systématiquement en expliquant que ces soutiens ne les engagent pas à suivre une ligne politique qui leur serait dictée par leur bienfaiteur. Cela est sans doute vrai, mais procède néanmoins d'une absurdité. En effet, peut-on sérieusement imaginer que George Soros, ou toute autre ONG défendant une ligne similaire, soutiennent des journalistes qui seraient hostiles à leurs activités ? Ou que des journalistes hostiles à George Soros aillent demander un soutien financier à l'*Open Society Foundations* ? Il ne fait aucun doute que les rédactions de *444.hu* et de *direkt.hu* sont en phase avec l'idéologie et les projets politiques que déploie le milliardaire américain à travers ses activités « philanthropiques ».

Mois d'octobre 2021 : 377^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 153 820 visites

startlap.hu

Site centralisant des informations de portails opposés à la politique du gouvernement.

Mois d'octobre 2021 : 8^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 28,55 millions de visites ;

Fin octobre 2021 : annonce de la création d'un fact-checker hongrois en partenariat avec la Commission européenne et l'AFP

« *Magyar Jeti Zrt.* [La société derrière *444.hu*, nda] lance un site de *fact-checking* avec le soutien de la Commission européenne et en collaboration avec l'agence de presse française AFP », a annoncé, le 26 octobre le portail *444.hu*

La Commission européenne a lancé en 2020 un Observatoire européen des médias digitaux (*European Digital Media Observatory— EDMO*), dont le but est de coordonner dans les

⁷⁶ Page wikipédia de Direkt36.hu, consultée le 8 décembre 2021, <https://hu.wikipedia.org/wiki/Direkt36.hu>

États-membres les centres et les équipes de rédaction faisaient du *fact-checking* et de « la recherche scientifique sur la propagation des fausses informations et de la désinformation, ainsi que de renforcer les organisations s'occupant de défendre la consommation en conscience des contenus médiatiques et d'éduquer en ce sens ». Dans le cadre de ce projet de l'UE en Hongrie, le site *444.hu* et son partenaire *Qubit* seront les seuls à se prononcer sur ce qui relève d'une fake-news ou non. Ferenc Hammer, à la tête de la *Media Universalis Alapítvány* (Fondation Média Universalis) sera dans ce projet en charge de la coordination des recherches. Selon l'*Open Society Foundations* (OSF), la *Media Universalis Alapítvány* a reçu 11 700 dollars de la part des fondations Soros⁷⁷.

Au sein du conseil de direction de *Magyar Yeti Zrt.*, on trouve Maria Nemcová⁷⁸, ancienne directrice des programmes de l'*Open Society Foundations* à Prague. Maria Nemcová travaille désormais pour le *Media Development Investment Fund* (un fonds lié à George Soros qui finance aussi l'hebdomadaire *Magyar Narancs*), où elle occupe le poste de directrice-adjointe des opérations. Le projet de fact-checking sera piloté par un journaliste de *direkt36.hu*, un *pure-player* soutenu par l'OSF à hauteur de 50 500 dollars en 2016, 47 136 dollars en 2018, 47 430 dollars en 2019. En 2018, *direkt36.hu* a reconnu avoir reçu le soutien de fondations internationales, dont l'*Open Society Foundations*.

Le fact-checking est devenu une véritable marotte des activités des fondations liées à George Soros, qui financent une série de projets ayant l'objectif de lutter contre « les fake-news et la désinformation », comme le projet *PolitFact.com* (*Tampa Bay Times*, *Poynter Institute for Media Studies*, proche du *Center for Investigative Reporting*, amplement soutenu financièrement par l'OSF).

forbes.hu

Version hongroise en ligne du magazine américain *Forbes*, ce portail s'occupe essentiellement d'actualités économiques et financières, et du monde l'entreprise et des affaires. Il est soutenu par des dizaines d'entreprises hongroises et internationales.

Mois d'octobre 2021 : 77^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 940 000 visites

⁷⁷Sándor BÉRES, 2021, *Amerikai mintára, baloldali portálok újságíróival indul „tényellenőrző” oldal* [Des portails de gauche lancent un fact-checker sur modèle américain], Mandiner, 29 octobre 2021, https://mandiner.hu/cikk/20211029_belfold_gyurcsany_ferenc_soros_gyorgy_444_hu

⁷⁸Team, Maria Nemcova, consulté le 4 décembre sur : <https://www.mdif.org/people/marie-nemcova/>

Portail économique détenu à 50 % par le groupe *Central Médiasoport* de Zoltán Varga, ce portail n'est pas dans la critique permanente du gouvernement comme d'autres sites, mais multiplie néanmoins les articles sur les entreprises des proches de la famille Orbán. Appartenant à moitié au consortium géré par Zoltán Varga, ce portail est, même si ce n'est pas le cas avec excès, clairement opposé au gouvernement hongrois.

Mois d'octobre 2021 : 104^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 805 100 visites

merce.hu (standard.hu)

Fondé en 2008 sous le nom de *Kettős Mérce*, ce portail devient *Mérce* en 2017 et est initialement un projet lancé pour lutter contre la montée de l'extrême-droite en Hongrie et demeure un lieu de rencontre des militants de gauche et d'extrême-gauche critiques du capitalisme. Ce site est lié à András Jámbor, candidat dans le 8^e arrondissement de Budapest aux législatives de 2022 dans les rangs de l'opposition, président du mouvement politique *Szakra (L'Étincelle)* et proche du maire de Budapest Gergely Karácsony. *Mérce* est également marqué par la figure tutélaire de l'intellectuel et philosophe hongrois Gáspár Miklós Tamás (surnommé TGM), pilier du milieu intellectuel budapestois, qui, à plusieurs reprises, est allé jusqu'à expliquer que le gouvernement hongrois était fascistoïde⁷⁹.

Mérce est financé par des dons et des fonds européens de journalistes. Ce site est par essence radicalement opposé à la politique du gouvernement et bien que critique du capitalisme, donc par ricochet en théorie aussi de ce que plaide l'écrasante majorité des personnalités politiques d'opposition, il se caractérise par un très net activisme LGBT et une position favorable à l'immigration. Dans un article publié en août 2016, commentant le financement octroyé par George Soros aux Démocrates dans le cadre de la campagne présidentielle, **András Jámbor a expliqué qu'en dehors des dons, les seuls à aider la presse hongroise non-Fidesz étaient George Soros et le Fonds norvégien**⁸⁰.

⁷⁹ TGM: Orbán beállt a fasiszták közé [TGM : Orbán rejoint les fascistes], klubradio.hu, 7 août 2021, <https://www.klubradio.hu/adasok/tgm-orban-beallt-a-fasisztak-koze-119344>

⁸⁰ András JÁMBOR, 2016, *A nagy, döbbenetes Soros-leleplezés* [La grande et étonnante révélation Soros], Mérce, 16 août 2016, https://merce.hu/2016/08/16/a_nagy_dobbenetes_soros-leleplezes/

Chaîne YouTube Partizán (Partisan)

Lancé à la veille des élections municipales de l'automne 2019, cette chaîne Youtube est la continuité de la chaîne *Slejm* de Márton Gulyás, qui est toujours le propriétaire et la figure centrale de *Partizán*. Ce média s'est spécialisé dans deux domaines : les documentaires ayant essentiellement pour sujet le parcours d'hommes politiques et d'hommes d'affaires proches du Fidesz et des entretiens quotidiens avec des personnalités publiques hongroises. Bien que le fondateur et animateur de la chaîne plaide souvent pour un journalisme factuel, objectif et remplissant une mission d'information d'intérêt public, il est évident que son travail consiste à mettre en difficulté le gouvernement hongrois alors qu'il est nettement plus indulgent avec les forces politiques susceptibles d'incarner un changement politique en Hongrie.

Partizán a joué un grand rôle dans la surface médiatique donnée à la primaire de l'opposition unie au début de l'automne 2021, en organisant des débats entre les candidats s'affrontant dans les circonscriptions, et est devenu le lieu de passage incontournable des hommes politiques s'opposant au gouvernement. En octobre 2021, la chaîne a annoncé qu'elle allait dans les prochains mois cibler ses contenus médiatiques sur des circonscriptions où le Fidesz et l'opposition unie sont au coude à coude, ce qui confirme le rôle actif de la chaîne dans le dispositif électoral des opposants à Viktor Orbán⁸¹.

La chaîne dispose d'une surface colossale pour un pays de 10 millions d'habitants : 207 000 abonnés et plus de deux millions de vues mensuelles. Elle est financée par des dons et a déclaré des recettes équivalentes à 16 000 euros en 2020, ce qui n'est clairement pas suffisant à la location de locaux de plusieurs centaines de mètres carrés à Budapest et à l'entretien d'une équipe de 20 personnes. Jamais directement inquiétée par la censure sur les réseaux sociaux — ce qui n'est pas le cas de certains médias pro-gouvernemental⁸² —, son travail n'a à notre connaissance jamais été entravé par le gouvernement hongrois, alors que cette chaîne publie des contenus sourcés et très approfondis, et, avec un certain talent, dévoile l'architecture du pouvoir en Hongrie et le fonctionnement des cercles d'influence proches du Fidesz. Le succès de cette chaîne est la preuve que le gouvernement hongrois n'a pas la moindre prise directe sur des contenus médiatiques pouvant lui être objectivement et nettement défavorables. Le 4 novembre, le patron de la chaîne *Partizán* a déclaré que son rôle était d'irriter et qu'il remplissait une mission de formation de la conscience sociale, expliquant qu'il n'était pas un journaliste professionnel⁸³.

⁸¹Gábor NAGY, 2021, *Újsorozatindul, kampányeszköz lehet a Partizánból* [Nouvelle émission lancée, Partizán pourrait devenir un outil de campagne], mandiner.hu, 27 octobre 2021, https://mandiner.hu/cikk/20211027_partizan_baloldal_kampany_ellenzek

⁸²Cf. supra. p. 41

⁸³Gábor NAGY, 2021, *Elvtárs nem vész el, csakátalakul: Gulyás Márton* [Un camarade ne se perd jamais, il se transforme : Márton Gulyás], mandiner.hu, 4 novembre 2021, https://mandiner.hu/cikk/20211103_gulyas_marton_partizan_baloldal_portre

En décembre 2021, cette chaîne a vu une de ses émissions supprimée de YouTube pour utilisation de contenu faisant automatiquement l'objet de censure. En l'occurrence, il s'agissait d'images du mouvement nationaliste hongrois HVIM (*Hatvannégy Vármegye Ifjúsági Mozgalom* – Mouvement de jeunesse des soixante-quatre comitats). Bien qu'il s'agisse techniquement d'une censure d'un média hongrois opposé à la politique du gouvernement, cette affaire a en réalité pour origine la censure d'un mouvement politique nationaliste hongrois.

Portfolio.hu

Lancé en 1999, ce portail est depuis 2016 entre les mains de Sándor Csányi, patron d'*OTP* et longtemps première fortune de Hongrie, ainsi que de Zoltán Spéder, hommes d'affaires s'étant progressivement éloigné du Fidesz. Traitant de sujets économiques, monétaires, financiers et boursiers, ce portail n'a pas véritablement de ligne politique définie et s'efforce de livrer du contenu d'analyse, ce qui fait de lui sans doute le meilleur site d'information économique en langue hongroise. Cette qualité et cette relative indépendance sont assurément dues au fait que, à la manière du site *Azonnali*, *Portfolio* est en partie entre les mains d'un homme incarnant la continuité et une sorte d'État profond dépassant les clivages politiques : le patron de la première banque de Hongrie, *OTP*. Il en va de même pour *mfor.hu* et *privatbankar.hu*, en partie détenus par un ancien de la banque *OTP*, Róbert Barlai.

Mois d'octobre 2021 : 6^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 18,26 millions de visites

Szabadeuropa.hu — Radio Free Europe

De retour en Hongrie depuis septembre 2020 sous la forme d'un portail publiant des contenus multimédias (dont beaucoup d'infographies), *Radio Free Europe* avait joué un rôle clé dans la lutte contre le communisme en Europe centrale et orientale, et est directement financé par les États-Unis (par le biais de la *United States Agency for Global*). Certains analystes sont même allés jusqu'à expliquer le retour de *Radio Free Europe* en Hongrie en 2020 par la volonté des forces progressistes et atlantistes d'en finir avec le gouvernement de Viktor Orbán. Ce qui est sûr, c'est que ce site publie des contenus très ouvertement hostiles au gouvernement hongrois et a en son sein des journalistes hongrois étant les plus fidèles opposants au Fidesz-KDNP, au même titre que ceux de *Telex* ou de *444*. Un des journalistes à *Radio Free Europe Hongrie* n'est autre que György Kerényi, ancien directeur de la communication du Parti socialiste hongrois. Il est de notoriété publique que de nombreuses archives historiques viennent attester de la connexion entre *Radio Free Europe* et la CIA.

Mois d'octobre 2021 : 84^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 1,04 million de visites

Valaszonline.hu (Réponse en ligne)

Lancé en décembre 2018 par six journalistes de l'ancien hebdomadaire conservateur *Heti Válasz*, ce média est détenu par ses fondateurs et dispose d'une équipe réduite mais très professionnelle, travaillant a priori avec de petits moyens. Ce site, qui publie aussi certains de ses articles en anglais, a une ligne libérale-conservatrice, à la manière de *Magyar Hang*, et s'est spécialisé dans la publication de longs entretiens avec de personnalités publiques hongroises, et est aussi sur ce créneau de l'opposition dans l'opposition, une ligne désormais incarnée par Péter Márki-Zay. Début janvier 2021, *Válasz Online* a publié une étude sur la répartition des médias en Hongrie⁸⁴, qui a servi de base au tableau général des médias dressé par l'auteur de ce rapport. Cet article permet notamment de comprendre que, contrairement à ce qu'affirment les détracteurs du gouvernement hongrois depuis l'étranger, les cercles d'influence du gouvernement ne contrôlent que la moitié de la presse en Hongrie, l'autre moitié, même si elle se qualifie souvent d'« objective » et d'« indépendante », étant contrôlée par des cercles farouchement opposés au gouvernement.

Mois d'octobre 2021 : 164^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 432 840 visites

Le retour fracassant de Deutsche Welle (DW — Vague allemande) en Hongrie

En avril 2021, l'agence de presse publique allemande *Deutsche Welle (DW)* a lancé une chaîne YouTube en langue hongroise pour, selon son directeur, Péter Limbourg, régir au fait que la presse et les médias faisaient l'objet d'une pression de plus en plus forte en Hongrie, ce qui justifiait le retour de *DW* dans le pays⁸⁵, auparavant présent sur le marché par le biais d'une chaîne de télévision. Ce retour de *DW* en Hongrie a immédiatement suscité des réactions au sein du gouvernement hongrois — bien conscient que la chaîne allemande allait se rajouter à la longue liste des médias en ligne hostiles au gouvernement — par la voix du porte-parole du

⁸⁴András BÓDIS, 2021, A NER már a sajtó 50 százalékát kontrollálja – itt a nagy médiatérkép [Le NER (système Fidesz) contrôle désormais 50 % de la presse - voici la grande carte des médias], *valaszonline.hu*, 4 janvier 2021, <https://www.valaszonline.hu/2021/01/04/a-ner-mar-a-sajto-50-szazalekat-kontrollalja-itt-a-nagy-mediaterkap/>

⁸⁵*DW Magyar: Deutsche Welle startet Programm in "alter, neuer" Sendesprache Ungarisch* [DW Magyar : Deutsche Welle démarre un programme en dans l'ancienne/la nouvelle langue d'émission : le hongrois], *dw.com*, 28 avril 2021, <https://www.dw.com/de/dw-magyar-deutsche-welle-startet-programm-in-alter-neuer-sendesprache-ungarisch/a-57358676?fbclid=IwAR2cTbN98L3aTDp8ZKRWWo5qfnjIE9-hYxSrNQzHvrT0TAJNLo5J0ag76yk>

gouvernement en charge des relations internationales, Zoltán Kovács⁸⁶, qui a tourné en dérision le pathos avec lequel *DW* concevait son retour en Hongrie.

En mars 2021, c'est-à-dire peu de temps avant son retour sur le marché hongrois, *DW* avait diffusé un reportage ayant pour sujet les travaux de rénovation urbaine menés par le gouvernement hongrois à Budapest⁸⁷. Ce reportage, n'interrogeant que des personnalités politiques d'opposition, qualifie les travaux conduits sur la place Kossuth et dans le quartier du château de Buda comme la marque d'un nationalisme extrême et laisse entendre que ces projets ont rendu la vie impossible dans ces quartiers. Cet angle journalistique, résolument mensonger, y compris aux yeux de bon nombre d'électeurs d'opposition, avait provoqué de vives réactions de la part des autorités hongroises, n'acceptant pas qu'un média allemand explique à son public que l'état des sites en rénovation « rappelait l'année 1944 ». Ayant compris qu'il était allé trop loin, le média *DW* avait présenté ses excuses aux Hongrois mais n'en demeure pas moins un canal émettant des contenus hostiles au gouvernement hongrois.

Deutsche Welle a présenté ses excuses aux Hongrois en publiant ce message sur son site internet :

« Hongrie : Orbán reconstruit Budapest

Les références historiques de ce reportage ont causé des problèmes à certains spectateurs. Nous voudrions que cela soit clair : l'Allemagne nazie est responsable de la déportation et du meurtre de plusieurs centaines de milliers de juifs hongrois. Nous nous excusons si ce reportage a pu laisser une impression différente et est apparu comme étant partial⁸⁸. »

⁸⁶Dániel SZALAY, 2021, *Ellenségesen fogadta a magyar kormány a Deutsche Welle bejelentését* [Le gouvernement contrarié par la déclaration de DW], media1.com, 24 février 2021, <https://media1.hu/2021/02/24/kovacs-zoltan-deutsche-welle-magyar-tartalom-ellenseges-fogadtatas/>

⁸⁷ *Hungary: Orbán is rebuilding Budapest* [Hongrie :Orbán reconstruit Budapest], [dw.com](https://www.dw.com/en/hungary-orban-is-rebuilding-budapest/av-56659043), mars 2021, <https://www.dw.com/en/hungary-orban-is-rebuilding-budapest/av-56659043>

⁸⁸Ibid.

CONCLUSION DU CHAPITRE

Les éléments historiques, les influences sociologiques et leur impact sur la réelle dynamique médiatique, le tableau général des médias hongrois et la comparaison de la situation hongroise avec quelques exemples ouest-européens traités dans ce chapitre sur la situation des médias en Hongrie sont à bien des égards susceptibles de déranger la traditionnelle narration déployée depuis 2010 à l'encontre du gouvernement de Viktor Orbán.

Il n'existe pas en Hongrie de pouvoir politique se caractérisant par une volonté de faire taire les journalistes qui lui seraient défavorables. En revanche, la particularité post-communiste fait que la Hongrie est depuis 1990 un pays dans lequel la presse et les médias sont éminemment politisés et existent dans le cadre d'un rapport de force politique. La conception et la pratique d'un service public des médias sont des éléments absents de la culture et du fonctionnement médiatiques — une absence pour laquelle Viktor Orbán n'est pour rien et qui découle de près d'un demi-siècle de règne des partis socialistes du bloc de l'Est sur l'information.

La politique en matière de médias du gouvernement hongrois depuis 2010 a toujours consisté à corriger un décalage entre la surreprésentation des idées progressistes et libérales dans le paysage médiatique et l'état réel de l'opinion publique hongroise. Considérée comme participant d'une « volonté de tuer la liberté de la presse », cette politique de rééquilibrage a en réalité permis d'apporter plus de pluralisme dans les médias en Hongrie et a abouti à un paysage médiatique hautement plus divers qu'il ne l'était avant 2010. Aujourd'hui, le paysage médiatique est scindé en deux pôles comparables et irréconciliables : d'un côté la presse pro-gouvernementale, de l'autre les médias opposés à la politique du gouvernement. Ce bloc d'opposition peine à convaincre lorsqu'il affirme que son travail est réalisé de manière objective et indépendante, alors que ses liens d'intérêts et son ton montrent qu'il est pleinement engagé dans la bataille politique hongroise. **Par ailleurs, contrairement à ce que pourraient penser les détracteurs du gouvernement hongrois, ce bloc ne voit pas ses activités entravées par les hommes de Viktor Orbán, et s'exprime librement, bien souvent de manière très véhémente⁸⁹, sans que cela ne provoque de tentatives du pouvoir politique pour faire taire ces voix radicalement dissonantes.**

⁸⁹ Contrairement à la situation française, les procès en diffamation sont très rares en Hongrie. Les personnes visées par la presse n'ayant généralement pas pour habitude de répondre judiciairement aux accusations, caricatures et attaques dont elles font l'objet.

En Hongrie, ces voix dissonantes ne sont non seulement pas en danger, mais elles sont celles qui dictent de plus en plus les thématiques et le tempo médiatiques. En réalité, les médias pro-gouvernementaux payent constamment leur incapacité à s'émanciper de leur approche trop classique de l'information (journaux papiers, télévision) et sont démunis face aux évolutions sociologiques hongroises (urbanisation, numérisation). Pour ces deux raisons, la balle est dans le camp des médias opposés à la politique du gouvernement. Les thèmes amenés par ces médias d'opposition font le jeu de la politique hongroise et les médias pro-gouvernementaux n'ont pas les moyens de remettre en cause les règles de ce jeu et subissent cette thématisation.

Ayant bien conscience d'être sans arrêt sur la défensive, le gouvernement a réagi en 2019 à ce retard en singeant les méthodes des médias d'opposition (création de chaînes YouTube, financement d'influenceurs sur les réseaux sociaux). Bien qu'elle rencontre des succès en termes d'augmentation de la surface médiatique conservatrice, cette stratégie ne permet toujours pas au gouvernement d'imposer ses thèmes et son rythme médiatique. Pour ce faire, il faudrait que les idées véhiculées par les médias pro-gouvernementaux profitent d'une dynamique sociologique et technique. Or, cette dynamique bénéficie aux idées avancées par les médias d'opposition qui dictent l'agenda médiatique hongrois.

La mainmise du gouvernement de Viktor Orbán sur la presse régionale et la télévision publique s'apparente plus à un combat du passé qu'à de réels moyens d'influencer l'opinion dans un contexte d'instantanéité de l'information, de numérisation des modes de vie et d'urbanisation croissante, des phénomènes auxquels la Hongrie n'échappe évidemment pas. Ceux pointant du doigt cette mainmise mènent aussi un combat du passé — sans doute en conscience, car ils savent pertinemment que l'opinion ne se contrôle plus à travers la presse régionale et des journaux télévisés.

Finalement, ce conflit entre le gouvernement hongrois et ses détracteurs l'accusant de museler la presse arrangent les deux parties. Le gouvernement peut surjouer sa résistance aux attaques de ses détracteurs. Ses détracteurs peuvent quant eux faire l'impasse sur une réalité qu'ils se gardent bien d'aborder : **le gouvernement hongrois ne fait pas l'opinion en Hongrie et les forces politiques et médiatiques d'opposition ont plus de poids que la machine poussiéreuse de propagande déployée par la coalition gouvernementale.** Il est un fait dérangeant pour tous les acteurs de la vie politique hongroise : après plus de dix années de prétendue « gestion autoritaire » de son pays, Viktor Orbán n'est pas parvenu à créer une surface médiatique et une opinion propres fonctionnant de manière autonome et dynamique. Son champ médiatique est statique et défensif. De plus, cette défense se met en général lentement en place, les médias pro-gouvernementaux laissant trop de temps s'écouler avant de réagir à une nouvelle thématique lancée par les médias progressistes hongrois, ce qui amène les journalistes pro-Fidesz

à changer brusquement de narration, et parfois à se ridiculiser. En somme, Viktor Orbán subit les coups que lui porte une opposition médiatique qui est parfaitement en phase avec les outils de notre temps, et reliée aux réseaux dominant le monde occidental. L'appareil médiatique gouvernemental hongrois s'apparente à une machine soviétique centralisée immensément vulnérable à la marche des événements. À Bruxelles, cet appareil est présenté comme un mastodonte broyant tout sur son passage alors qu'il est en réalité trop statique, lent et fragile.

Chapitre 2 : Les médias et la presse en Pologne

INTRODUCTION

Beaucoup d'observateurs d'Europe de l'Ouest font le parallèle entre la politique menée par Viktor Orbán depuis 2010 en Hongrie et celle conduite par le PiS en Pologne depuis 2015. Ce parallèle repose bien sûr sur des réalités tangibles : les deux pays affichent depuis l'arrivée des conservateurs polonais aux affaires à l'automne 2015 une entente politique et idéologique et se proposent d'en faire la marque de fabrique et le moteur du Groupe de Visegrád, au sein duquel la Tchéquie et la Slovaquie font plutôt office de partenaires occasionnels de circonstance, surtout depuis le départ du Premier ministre tchèque Andrej Babiš en novembre 2021.

Dès sa prise de fonction le 16 novembre 2015, le gouvernement conservateur polonais a multiplié les déclarations louant la politique du Premier ministre hongrois Viktor Orbán, sachant que l'électorat polonais ayant porté une majorité conservatrice au pouvoir avait les yeux rivés sur Budapest. À Varsovie, il n'était alors pas rare de dire que le nouveau gouvernement allait s'inspirer du tournant pris par Viktor Orbán et qu'il fallait que se produise un « Budapest à Varsovie ». C'est en matière de politique familiale à visée nataliste que ce décalque va s'avérer le plus poussé, alors que les nouvelles élites polonaises au pouvoir adoptent clairement la même position que le gouvernement hongrois sur la question de l'immigration extra-européenne, ayant parfaitement à l'esprit que leur électorat — mais aussi, comme en Hongrie, d'autres franges de la société polonaise, dans son ensemble bien moins acquise aux idées progressistes que les Européens de l'Ouest — était parfaitement en phase avec cette ligne politique et ce discours anti-immigration.

Concernant le sujet qui nous intéresse dans ce rapport, la question de la liberté de la presse et des médias, des similitudes dans l'agenda politique et le discours du gouvernement sont aussi à noter entre Varsovie et Budapest. Dans le premier chapitre de ce rapport, nous nous sommes proposés d'expliquer comment et pourquoi la réforme du secteur des médias avait été un des premiers grands chantiers du gouvernement de Viktor Orbán en 2010. En Pologne aussi, la situation du secteur des médias est celle qui va le plus occuper le gouvernement de Beata Szydło dès ses débuts, si bien que c'est encore avant la fin de l'année 2015, le 31 décembre, que la nouvelle majorité pose les bases de sa politique en matière médiatique par le vote d'une loi dite « petite loi sur les médias ». Non seulement le gouvernement polonais va mettre la priorité sur la question des médias, mais il va aussi faire preuve d'une approche similaire sur bien des aspects à celle du gouvernement hongrois en 2010, notamment en ce qui concerne la gestion des médias de service public.

Il va sans dire que la similitude d'approche médiatique entre la Hongrie et la Pologne est surtout le fruit de l'histoire commune de ces pays : leur appartenance au bloc de l'Est, mais encore leur expérience commune des implications économiques et politiques qu'a eues la fin de ce bloc. Car, comme pour ce qui est du cas Hongrois, les Européens de l'Ouest éprouvent beaucoup de difficultés à cerner, particulièrement quand il est question du secteur des médias, les logiques à l'œuvre en Pologne — et plus largement dans l'ensemble des anciens pays satellites de l'Union soviétique —, qui procèdent pour une bonne part de la situation économique et politique laissée par la disparition du bloc de l'Est.

En Hongrie, le paysage médiatique se caractérise avant tout par une profonde polarisation entre le camp gouvernemental et le camp d'opposition. Cette polarisation est aussi prégnante en Pologne, comme nous le verrons dans ce chapitre, mais est à certains égards plus complexe qu'en Hongrie. En effet, de manière beaucoup plus poussée qu'en Hongrie, les débats et les clivages géopolitiques sont très présents au sein de la classe politique, et donc par ricochet dans le secteur des médias. La politique polonaise met en scène une variété et un nombre d'acteurs, ainsi que des courants politiques plus importants qu'en Hongrie. Alors que la politique hongroise donne souvent l'impression de n'être qu'une succession de guerres de clans, la politique polonaise est plus riche de débats et de confrontations de points de vue — une richesse relative qui se répercute évidemment sur la sphère médiatique. Cette richesse, qui est embryonnaire en Hongrie, et cette grande présence des questions internationales, qui sont bien plutôt des postures en Hongrie, rendent la situation médiatique polonaise plus multiforme que la situation hongroise.

Il n'en demeure pas moins que la Pologne est depuis 2015 devenue, au côté de la Hongrie, la bête noire de Bruxelles et des médias occidentaux progressistes en matière de liberté de la presse. Au-delà des différences entre ces deux pays, la narration mise en place pour critiquer Varsovie est la même que celle en cours à l'égard de la Hongrie depuis 2010. Campagnes de presse contre le gouvernement polonais, résolutions du Parlement européen, inquiétudes de la Commission européenne, condamnations diplomatiques, etc. Les méthodes servant à critiquer la situation de la presse en Pologne sont sensiblement les mêmes que celles déployées contre le gouvernement de Viktor Orbán depuis 2010.

Cependant, la connotation géopolitique existant davantage dans les médias polonais qu'en Hongrie, les réactions de Bruxelles et des alliés occidentaux de la Pologne apportent plus d'informations sur la réelle nature de ces dénonciations qu'en analysant le cas hongrois. L'interpénétration d'intérêts géostratégiques étant hautement plus palpable sur le marché des médias polonais que sur le marché hongrois, il y a dans le cas polonais, encore plus que dans le cas hongrois, des éléments prouvant que les indignations occidentales en matière de liberté de la presse ne sont qu'une façade dissimulant des questions plus profondes.

Plus récent que le conflit Budapest/Bruxelles, le conflit Varsovie/Bruxelles en matière de liberté de la presse n'en reste pas moins un puits d'informations éclairant et approfondissant la compréhension du cas hongrois. En ce que la situation polonaise est à la fois similaire au cas hongrois mais aussi plus riche que la situation des médias hongrois, elle est une manne d'informations permettant encore plus de mettre en défaut la thèse bien implantée à Bruxelles selon laquelle il y aurait d'un côté des médias « libres et indépendants » et de l'autre des médias de propagande pro-gouvernementale attaquant les premiers. Cette vision simpliste des médias trahit un sérieux manque de connaissance de la situation polonaise. L'étude qui suit se propose de remettre en cause cette simplicité, de mettre en perspective la chronologie des événements (I, II, III) et de dresser un tableau de la situation réelle des médias en Pologne (IV).

I. 2007-2015 : un paysage médiatique dominé par les progressistes

Au pouvoir entre 2005 et 2007, période au cours de laquelle il a fait l'objet de sévères critiques émanant des médias occidentaux, surtout allemands, et des médias polonais libéraux, le PiS passe ensuite huit années dans l'opposition entre 2007 et 2015 — tout comme le Fidesz de Viktor Orbán en Hongrie entre 2002 et 2010 — face à des coalitions gouvernementales positionnées sur une ligne politique européiste et progressiste.

Ces années de domination de la Plateforme civique (PO), ont été émaillées de scandales médiatiques et politiques ayant laissé bien muets les médias occidentaux et les institutions européennes, aujourd'hui pourtant très actifs quand il est question de dénoncer la politique du PiS et de la coalition « Droite unie » en matière médiatique.

Aucune réaction de la Commission européenne ou des médias dominants ouest-européens n'avait en effet eu lieu pour s'inquiéter de l'état de la presse en Pologne lorsqu'il s'était avéré que le Premier ministre Donald Tusk, à la tête du gouvernement polonais de 2007 à 2014 avant de devenir président du Conseil européen, était impliqué dans des manœuvres ayant consisté à directement influencer la ligne éditoriale de médias polonais majeurs et ne pouvait pas ne pas savoir que les services polonais établissaient des listes de journalistes à surveiller activement.

Donald Tusk étant devenu président du Conseil européen en septembre 2014, il n'est pas vraiment étonnant que les institutions européennes n'aient pas réagi à ces scandales qui dépassent de loin ce qui est actuellement reproché à la coalition gouvernementale « Droite unie » en matière médiatique.

En 2011, le rédacteur en chef du prestigieux quotidien *Rzeczpospolita* avait été limogé et la ligne éditoriale du journal changée au profit de la politique gouvernementale à la suite d'une opération de rachat de parts au capital de ce média par l'homme d'affaires Grzegorz Hajdarowicz, un ami personnel de Pawel Graś, secrétaire d'État à la chancellerie du Premier ministre et secrétaire général de la Plateforme civique. Ce même Pawel Graś est aussi directement impliqué dans les manœuvres d'avril 2014, dans lesquelles on retrouve aussi Jan Kulczyk par son intervention auprès de la famille Springer (directement auprès de la veuve d'Axel Springer, Friede Springer, une amie personnelle d'Angela Merkel, dont le mari Joachim est membre du Conseil d'administration de la *Fondation Friede Springer*) afin de demander un changement de cap pro-Tusk au sein de la rédaction de *Fakty*, détenu par le groupe de presse *Axel Springer*⁹⁰.

⁹⁰Quand Donald Tusk « président de l'Europe » muselait la presse d'opposition, Observatoire du journalisme, 6 mai 2016, <https://www.ojim.fr/quand-donald-tusk-president-de-leurope-muselait-la-presse-dopposition/>

Par ailleurs, des révélations avaient montré que lorsque Donald Tusk était à la tête du gouvernement polonais, le contre-espionnage polonais (ABW) et le bureau de lutte anti-corruption avaient établi une liste de 42 journalistes à surveiller (filature, mise sur écoute, suivi des trajets, listage des appels, etc). Étaient particulièrement dans le viseur des services les journalistes mettant en danger par leurs enquêtes la version officielle de la catastrophe de Smolensk (2010), mais aussi ceux s'intéressant à certaines affaires de corruption dans lesquelles était impliqué le Premier ministre, notamment l'affaire *Amber Gold*, qui avait permis de prouver que le juge ayant prononcé la faillite de la société en question était au service de Donald Tusk⁹¹.

Un épisode de cette affaire mêlant Donald Tusk, les services polonais et des journalistes de *Wprost* avait même provoqué la colère de *Reporters sans frontières*. Le 18 juin 2014, l'hebdomadaire *Wprost*, le premier à publier une partie des enregistrements réalisés secrètement, avait fait l'objet d'une perquisition de procureurs assistés par des agents de l'ABW. Une descente de police que *RSF* condamnera plus tard⁹².

Sous Donald Tusk, l'écrasante majorité des médias et des journaux lui étaient favorables et cela n'a jamais présenté le moindre problème aux yeux des médias occidentaux et des institutions européennes. Donald Tusk n'a évidemment pas été inquiété pour ces affaires lorsqu'il était « à la tête de l'Europe » et revient d'ailleurs aujourd'hui dans la jeu politique polonais, certains lui prêtant à nouveau des ambitions nationales.

L'état délétère du débat public, la situation difficile dans laquelle se trouvait la presse conservatrice et les affaires à répétition vont faire office de tremplin au PiS et faciliter son retour au pouvoir. L'absence de pluralité dans les médias étant un des principaux reproches que les électeurs ayant soutenu le PIS formulent par rapport à l'ère Tusk, le nouveau gouvernement va faire de la réforme des médias une de ses priorités et un de ses premiers chantiers politiques dans les premières semaines de sa prise de fonction.

⁹¹*En Pologne sous Donald Tusk, les journalistes d'opposition étaient surveillés de près...*, Observatoire du journalisme, 23 mai 2016, <https://www.ojim.fr/en-pologne-sous-donald-tusk-les-journalistes-dopposition-etaient-surveilles-de-pres/>

⁹²*Violating confidentiality of sources, police raid magazine for recordings* [Violant la confidentialité des sources, la police fait une descente dans un magazine pour obtenir des enregistrements], RSF, 20 janvier 2016, <https://rsf.org/en/news/violating-confidentiality-sources-police-raid-magazine-recordings>

II. La réforme des médias et de la presse à la suite du retour au pouvoir du PiS en 2015

À la manière du Fidesz en 2010, le PiS s'attelle dès son retour au pouvoir en 2015 à réorganiser le paysage médiatique pour corriger un décalage entre l'opinion publique l'ayant porté aux affaires et l'état réel du secteur des médias.

Le 31 décembre 2015, le Parlement polonais vote une « petite loi sur les médias » afin de modifier les modalités de nomination des membres des directoires et des conseils de surveillance de la radio et de la télévision publiques. Cette loi prévoit que le ministre du Trésor public, qui assure aussi la fonction de ministre de tutelle de toutes les entreprises publiques, nomme les membres de ces organes, ce qui était auparavant dévolu au Conseil national de la radiophonie et de la télévision (KRRiT).

C'est ainsi que, le 8 janvier 2016, l'homme politique et journaliste proche du PiS Jacek Kurski est nommé à la tête de la télévision publique polonaise *TVP*, alors qu'une nouvelle présidente de la radio publique *Polskie Radio* et un nouveau directeur de la chaîne d'information publique *TVP Info* sont désignés. Le PiS met de la sorte fin au règne progressiste dans les médias publics polonais et sa réforme a pour conséquence d'apporter de la diversité dans le paysage audiovisuel en venant contrebalancer la ligne européiste et progressiste des deux grands groupes de télévision privés (*TVN* et *Polsat*). Comme en Hongrie quelques années plus tôt, la ligne éditoriale et politique des médias publics fait un virage à 180 degrés pour devenir favorable au nouveau gouvernement après avoir été favorable à l'ancien, notamment après leur reprise en main par le gouvernement de Donald Tusk, avec le soutien de sociaux-démocrates post-communistes du SLD, à partir de 2010.

Conçue comme étant une première étape à une « grande loi sur les médias », cette loi de décembre 2015 est accompagnée, en juin 2016, de la création du RMN (*Conseil des médias nationaux—Rada Mediów Narodowych*) afin de nommer et de révoquer les directeurs des médias publics, ainsi que ceux de l'agence de presse polonaise *PAP*. Ce conseil reconduit Jacek Kurski dans ses fonctions et est composé de trois membres nommés par le parti majoritaire au Parlement, d'un membre proposé par le plus grand parti d'opposition au Parlement (la Plateforme civique) et d'un membre proposé par le parti d'opposition conservateur Kukiz'15. Bien que dominé par la coalition au pouvoir, ce conseil ne peut plus, comme c'était le cas avec le KRRiT, être changé tous les ans par la Diète (par un vote rejetant le rapport annuel du KRRiT, ce qu'avait fait

la majorité PO-PSL avec le soutien du SLD en 2010, pour purger les médias publics de leurs éléments conservateurs et pro-PiS⁹³).

Dès le vote de la « petite loi sur les médias », le 31 décembre 2015, le quotidien français *Le Monde*, reprenant une dépêche de l'*AFP*, publie un article s'intéressant à la situation médiatique en Pologne et craignant que l'exécutif n'ait à l'avenir plus de contrôle sur les médias publics en Pologne, évoquant un « risque d'ingérence éditoriale systématique⁹⁴ ».

Le Monde évoque des protestations internationales contre cette mesure du nouveau gouvernement polonais et relaie des déclarations indignées émanant de l'*Union européenne de radio-télévision (UER)*⁹⁵, de l'*Association des journalistes européens (AEJ)* et de *Reporters sans frontières (RSF)*, qui évoquent une « disposition introduite à la hâte, sans consultation », oubliant que des élections législatives s'étaient tenues quelques semaines plus tôt, à l'occasion desquelles le PiS a obtenu 37,58 % des suffrages. C'est justement cet électorat qui déplore le manque cruel de pluralité dans le paysage médiatique polonais et pousse à ce que des changements aient lieu dans la ligne éditoriale des médias publics. **En effet, cet électorat en avait alors assez de constater que les médias publics et privés soient nettement dominés par une ligne proche de la PO, un parti n'ayant obtenu que 24,09 % des voix en octobre 2015.** Ignorant tout de ce décalage au profit des libéraux de la PO dans le paysage médiatique, les critiques de la Pologne vont dérouler une narration sur les « valeurs communes de l'UE », la « liberté et le pluralisme des médias », alors que cette reprise en main des médias publics a justement permis à la Pologne d'avoir un paysage médiatique moins univoque et correspondant plus aux rapports de force politiques et aux divergences au sein de la société polonaise. En effet, les électeurs polonais n'étant pas en phase avec ces déclarations de principe sur les valeurs de l'Union européenne étaient sous-représentés dans les médias — une situation à laquelle la loi du 31 décembre 2015 entend remédier.

Notons aussi que cet article du *Monde*, ouvrant le bal d'une narration à sens unique sur la Pologne qui dure toujours, livre les éléments essentiels de la méthode employée par la suite pour attaquer la politique du gouvernement polonais en matière de médias. *Le Monde* reprend une dépêche de l'*AFP*, et ne livre pas directement le témoignage d'un correspondant sur place. Pour la majorité des informations publiées sur la Pologne dans les grands médias occidentaux, ceux-ci

⁹³Olivier BAULT, 2018, *Comprendre la situation politique en Pologne*, Rapport pour le Parlement européen, décembre 2018, p.110, <https://present.fr/wp-content/uploads/2019/10/rapport-sur-la-pologne-olivier-bault-version-definitive.pdf>

⁹⁴ *En Pologne, l'exécutif aura plus de contrôle sur les médias publics*, *Le Monde/AFP*, 31 décembre 2015, https://www.lemonde.fr/europe/article/2015/12/31/la-pologne-adopte-une-loi-donnant-a-l-executif-plus-de-contrôle-sur-les-medias-publics_4839962_3214.html

⁹⁵Présidée depuis le 1^{er} janvier 2021 par Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions, l'UER avait à sa tête entre 2009 et 2019 Jean-Paul Philippot, haut-fonctionnaire belge et administrateur général de la Radio-télévision belge de la Communauté française (RTBF).

puisent leurs informations dans les dépêches de la britannique *Reuters*, de l'américaine *Associated Press* et de l'Agence *France-Presse*. Bien qu'indépendante sur le plan juridique mais faisant face à des problèmes financiers depuis plusieurs années, l'*AFP* ne survivrait pas sans le soutien de l'État français, les caisses de l'*AFP* ayant régulièrement été dans le rouge ces dernières années malgré un financement très important de la part de l'État⁹⁶. En 2017, l'*AFP* a aussi lancé un site de fact-checking (*Factual*), un service de vérification en collaboration avec plusieurs médias internationaux, comme le site hongrois *444.hu*, dont nous avons montré dans le premier chapitre de ce rapport qu'il n'était pas véritablement un exemple de neutralité ou d'indépendance.

Jamais les institutions européennes ne s'inquiètent de ce monopole de l'information par les grandes agences de presse. Cela serait d'ailleurs étonnant, puisqu'en Hongrie le projet de *fact-checking* entre l'*AFP* et *444.hu* se fait en partenariat avec la Commission européenne. Il existe pourtant une vraie question d'éthique à la reprise quasi-systématique de dépêches rédigées par ces trois agences pour évoquer la situation dans un pays.

Création du Comité de défense de la démocratie (KOD)

Le Comité de défense de la démocratie (*KOD : Komitet Obrony Demokracji*) prend forme en novembre 2015, c'est-à-dire très peu de temps après la large victoire du PiS aux législatives du 25 octobre, tout d'abord sous la forme d'un groupe sur les réseaux sociaux⁹⁷ qui va ouvrir la voie à une manifestation⁹⁸ contre le gouvernement le 12 décembre pour protester contre les visées gouvernementales sur la nomination des juges au Tribunal constitutionnel. Dans le cadre de cette manifestation, le *KOD* n'hésite pas à évoquer un « coup d'État », une notion assez vague et hasardeuse lorsqu'on la frotte à la légitimité démocratique obtenue par le PiS aux élections législatives quelques semaines plus tôt ou encore au mode de désignation — éminemment politique — des membres de la cour constitutionnelle dans d'autres pays de l'UE, comme par exemple en France, où les membres sont nommés directement par le président de la République et les présidents des chambres parlementaires. La nouvelle majorité ne faisait cependant qu'annuler des nominations de membres du Tribunal constitutionnel faites par anticipation par la Diète précédente, pour cinq juges dont les mandats devaient prendre fin en novembre et décembre, c'est-à-dire après les élections d'octobre.

⁹⁶Cédric HERMEL, 2019, *L'AFP : un mastodonte de l'information sous surveillance*, franceculture.fr, 28 août 2019, <https://www.franceculture.fr/medias/lafp-un-mastodonte-de-linformation-sous-surveillance>

⁹⁷De la même manière, en Hongrie, un groupe Facebook (« Egymillióan a sajtószabadságért ») est créé pour protester contre la politique gouvernementale en matière médiatique et servira de base aux manifestations de la fin de l'année 2010 à Budapest.

⁹⁸Nathalie LACUBE, 2015, *En Pologne, grande manifestation contre le gouvernement*, La Croix/AFP, 13 décembre 2015, <https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/En-Pologne-grande-manifestation-contre-le-gouvernement-2015-12-13-1392369>

Le samedi 9 janvier 2016, à l'appel du *KOD*, des manifestations rassemblant des « dizaines de milliers de personnes⁹⁹ » ont lieu en Pologne contre la « petite loi sur les médias » votée le 31 décembre, des rassemblements que la presse internationale présente comme le résultat d'une « initiative citoyenne spontanée ». En province, quelques centaines de personnes se rassemblent devant les sièges de la télévision publique *TVP* (à Gdansk, Wrocław, Cracovie, Poznan et Białystok), dont la loi a permis de remanier les directions dès le début de l'année.

En réalité, bon nombre de personnalités de la Plateforme civique ainsi que des journalistes anti-PiS sont présents aux manifestations du *KOD*, et il n'est pas certain que sans leur appui de tels événements auraient pu se produire. En tout état de cause, la spontanéité de ce *KOD* fait sérieusement douter. Y sont présents d'éminents membres de la PO et aussi des journalistes disposant d'un réseau international conséquent, comme Tomasz Lis, dont l'indépendance a plusieurs fois été remise en question — comme lorsqu'il s'est avéré qu'il avait manipulé un faux tweet pour causer du tort au futur président polonais et membre du PiS Andrzej Duda¹⁰⁰. Tomasz Lis est, avec Adam Michnik¹⁰¹, l'un des journalistes polonais disposant de la plus grande plateforme internationale. Son affiliation politique et idéologique et sa renommée dans les cercles progressistes occidentaux font que sa participation aux événements du *KOD* laisse des doutes sur le caractère spontané de ce comité, qui comporte évidemment en son sein des citoyens sincèrement en désaccord avec la ligne politique du PiS mais n'aurait pas eu le même retentissement international si ce mouvement n'avait pas été encadré politiquement et médiatiquement.

Notons d'ailleurs que, dans leur ensemble, les pays d'Europe centrale et orientale ne sont pas véritablement connus pour être le lieu de « mouvements spontanés » — les méfiances laissées par l'histoire faisant que les citoyens se mobilisent surtout lorsqu'ils se savent sous la protection d'un cadre politique. Cela n'est par exemple pas le cas en France, qui régulièrement se montre comme étant un pays où la spontanéité sans cadre existe, l'exemple le plus récent étant celui des séries de manifestations des Gilets jaunes qui se sont déroulées en France pendant plusieurs mois en 2018/2019 sans véritable encadrement (il ne serait d'ailleurs pas exagéré d'avancer l'hypothèse selon laquelle le mouvement a commencé à décliner quand des soutiens politiques officiels ont commencé à le récupérer). Cette absence de spontanéité citoyenne est sans doute encore plus vraie dans le cas de la Hongrie, un pays de plus petite taille que la Pologne, plus centralisé, où le moindre mouvement doit nécessairement passer par une organisation préexistante, la Hongrie étant, comme nous l'avons vu dans la première partie de ce

⁹⁹ *Les Polonais dans la rue pour défendre les libertés des médias*, L'Humanité, 9 janvier 2016, <https://www.humanite.fr/les-polonais-dans-la-rue-pour-defendre-les-libertes-des-medias-594982>

¹⁰⁰ *Tomasz Lis i Tomasz Karolak cytowali w TVP fałszywe konto córki Dudy. Wydawca i Lis przeprasza* [Tomasz Lis et Tomasz Karolak ont cité sur TVP une histoire fausse sur la fille de Duda. Ils s'excusent.], wyborcza.pl, 18 mai 2015, <https://wyborcza.pl/7,75398,17941873,tomasz-lis-i-tomasz-karolak-cytowali-w-tvp-falszywe-konto-corki.html>

¹⁰¹cf. infra pp. 112-114

rapport, essentiellement un pays de logiques féodales, une mobilisation citoyenne ne pouvant y avoir lieu sans qu'elle ne soit chapeautée et encadrée par un ou plusieurs hommes disposant d'implantations dans la société hongroise.

En Europe centrale et orientale, les termes de « société civile » et d'« initiative citoyenne » sont depuis une quinzaine d'année employés pour servir à ce qui s'avère bien souvent être des actions politiquement signées. Tout comme l'action des ONG dans certains domaines, la présentation d'un mouvement comme étant issu de la société civile ou le résultat d'une initiative citoyenne permet de dégager les États et les forces politiques de toute responsabilité. Ces initiatives citoyennes sont pour les forces politiques un moyen indirect d'occuper l'espace public. Nettement battue aux législatives d'octobre 2015, la PO aurait commis une erreur en appelant directement à manifester contre le gouvernement. Aux côtés d'une initiative citoyenne, voire derrière cette initiative, elle a trouvé un moyen de rester dans le jeu.

« L'Union européenne menace la Pologne »

Suite au « tollé international¹⁰² » suscité par l'adoption de la « petite loi sur les médias » et les explications demandées par le vice-président de la Commission européenne Frans Timmermans au gouvernement polonais, le commissaire européen au numérique d'origine allemande Günther Oettinger a évoqué pour la première fois la possibilité de mettre en œuvre une « procédure inédite pour violation des valeurs fondamentales de l'UE » et l'activation du « mécanisme de l'État de droit », parlant même d'une « mise sous surveillance de la Pologne » dans un entretien au *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le 2 janvier 2016¹⁰³. Là encore, les propos du commissaire allemand sont repris en boucle par l'intermédiaire de l'AFP et feront les gros titres de la presse européenne au cours de la première semaine de l'année 2016.

« Menace », « mise sous surveillance », « procédure inédite », etc., un vocabulaire dur faisant peu état des éléments concrets qui pourraient être obtenus par une étude de la situation réelle de la Pologne et témoignant visiblement peu d'égards vis-à-vis de la large légitimité démocratique obtenue par le PiS aux élections de 2015. Le fait que celui ayant le premier eu les mots les plus durs envers le nouveau gouvernement conservateur soit un Allemand pourvu d'une longue carrière politique nationale n'est sans doute pas anodin. Essentiellement pour deux raisons que l'on peut résumer de la manière suivante.

¹⁰² *Liberté de la presse : l'Union européenne menace la Pologne*, Europe 1/AFP, 3 janvier 2016, <https://www.europe1.fr/international/liberte-de-la-presse-union-europeenne-menace-la-pologne-2643899>

¹⁰³ Thomas GUTSCHKER, 2016, *Oettinger will Warschau unter Aufsicht stellen* [Oettinger veut mettre Varsovie sous surveillance], FAZ, 3 janvier 2016, <https://www.faz.net/aktuell/politik/europaeische-union/oettinger-will-warschau-unter-aufsicht-stellen-13994328.html>

Premièrement, le PiS est connu pour sa proximité avec des intérêts américains, alors que la PO est plutôt proche d'intérêts allemands, ce qui est particulièrement vrai de Donald Tusk, dont la nomination à « la tête de l'Europe » découle aussi de ces liens d'intérêts avec l'Allemagne, qui est l'État-membre ayant la main au sein des institutions européennes (pour ne pas dire *sur* les institutions européennes).

Deuxièmement, les investisseurs allemands sont très présents sur le marché des médias polonais, et il devient très vite clair que le PiS au pouvoir entend réduire l'influence de cette présence. Même si la « petite loi sur les médias » ne concerne pas directement le secteur privé des médias, un homme politique proche des intérêts allemands ne peut alors que se soucier des évolutions que pourrait prendre la politique du PiS, notamment en ce qui concerne la presse quotidienne régionale, dominée par des capitaux allemands.

L'Allemand Martin Schulz n'hésite pas quant à lui à parler de « coup d'État » et de « poutinisation¹⁰⁴ », alors que le 13 janvier 2016 une enquête préliminaire est lancée par la Commission européenne pour examiner les atteintes à l'État de droit en Pologne en raison de la loi sur les médias et sur le Tribunal constitutionnel, une situation de conflit similaire à celle dans laquelle se trouvait la Hongrie en 2012. Bien que le gouvernement allemand avance encore discrètement sur le cas polonais, il est évident que les voix les plus critiques émanent alors d'Allemagne. Le chef du groupe parlementaire CDU-CSU au Parlement européen, Herbert Reul, un eurodéputé soupçonné de conflits d'intérêts avec une entreprise allemande¹⁰⁵, va jusqu'à demander des « sanctions économiques » contre la Pologne¹⁰⁶.

Le gouvernement polonais, remarquant bien que ce « tollé international » avait une forte connotation allemande, a convoqué le 10 janvier 2016 l'ambassadeur allemand à Varsovie pour se plaindre des « propos anti-polonais des politiciens allemands¹⁰⁷ ». Un mois après ces incidents diplomatiques, Beata Szydło se rend à Berlin pour rencontrer son homologue allemande Angela Merkel et tenter de rassurer ses partenaires, demandant du « respect envers la Pologne ». Cet épisode ayant pour cœur la réforme des médias publics — mais aussi la question de la nomination des juges au Tribunal constitutionnel polonais — marque le début d'un conflit entre Berlin/Bruxelles et Varsovie qui dure toujours.

¹⁰⁴Catherine CHATIGNOUX, *Pologne : comment le gouvernement conservateur a repris en main la justice et les médias*, Les Échos, 12 janvier 2016, <https://www.lesechos.fr/2016/01/pologne-comment-le-gouvernement-conservateur-a-repris-en-main-la-justice-et-les-medias-193325>

¹⁰⁵En 2011, Herbert Reul a été mis sur la liste établie par la Corporate Europe Observatory et Lobby control parmi les eurodéputés présentant des conflits d'intérêts potentiels, car Herbert Reul était alors président de la Commission de l'énergie au Parlement européen et à la fois membre rémunéré du conseil de surveillance d'une entreprise énergétique, *Rheinergie AG*.

¹⁰⁶Renaud HONORÉ, Thibaut MADELIN, *Bruxelles met en garde la Pologne*, Les Échos, 16 janvier 2016, <https://www.lesechos.fr/2016/01/bruxelles-met-en-garde-la-pologne-195875>

¹⁰⁷*Poland summons German ambassador over politicians' comments* [La Pologne convoque l'ambassadeur allemand suite aux propos d'hommes politiques], BBC, 10 janvier 2016, <https://www.bbc.com/news/world-europe-35276531>

Fin 2016, un autre épisode a lieu dans la saga mettant en jeu le gouvernement polonais, la liberté de la presse et les médias occidentaux. Le gouvernement est accusé à partir du 16 décembre de limiter l'accès des journalistes au Parlement. Ainsi, en France, un texte de la société des journalistes de *Médiapart* est publié, également signé par la Société du personnel de *l'Humanité*, les sociétés de journalistes des *Échos*, du *Figaro* et de *Télérama*, pour « demander que le PiS respecte le droit à l'information¹⁰⁸ ». Dans ce texte, on peut lire :

« Depuis le 16 décembre, le gouvernement polonais cherche à limiter l'accès des journalistes au parlement, la Diète. Cette atteinte à la liberté de la presse intervient alors que le pouvoir a pris le contrôle, depuis l'an dernier, de l'audiovisuel public polonais. Elle est indigne d'un pays membre de l'Union européenne. Vendredi 16 décembre, le parti au pouvoir Droit et Justice (PiS) a fait voter le budget 2017 en déplaçant le lieu des débats parlementaires pour empêcher la presse d'y assister. Il a par ailleurs soumis un projet visant explicitement à limiter l'accès des journalistes à la Diète. Selon ces règles, appelées à entrer en vigueur dès le début de l'année prochaine, le nombre de chaînes de télévision autorisées à filmer les séances de débats parlementaires serait limité à cinq, et seulement deux journalistes par organe de presse seraient accrédités au Parlement. Lorsqu'un député de l'opposition est monté à la tribune pour protester, vendredi après-midi, avec une affiche disant "presse libre", le président de la Diète (PiS) l'a expulsé de la salle. Ce projet du gouvernement, qui a provoqué de multiples manifestations en Pologne depuis vendredi, intervient après une reprise en main de l'audiovisuel public déjà préoccupante. Depuis l'arrivée du PiS au pouvoir, à l'automne 2015, la ligne éditoriale de l'audiovisuel public polonais a profondément évolué, devenant une chambre d'enregistrement de la politique gouvernementale et minorant systématiquement les manifestations d'opposition qui agitent le pays depuis un an. Plus de 300 journalistes ont été mis à l'écart de TVP, la chaîne de télévision publique du pays. La Société des journalistes (SDJ) de Mediapart s'associe à celles des Échos, du Figaro, de Télérama, ainsi qu'à la Société des personnels de l'Humanité pour demander que le PiS au pouvoir en Pologne respecte le droit à l'information et retire son projet afin de maintenir l'accès au Parlement pour tous les journalistes, polonais et étrangers, comme c'est le cas depuis 1990. Ces atteintes à la liberté de la presse sont inacceptables dans un pays membre de l'Union européenne. »

Entraînant des changements logistiques (déplacement de la salle de travail des journalistes) et réduisant leur nombre dans l'enceinte de la Diète, alors qu'elle interdit de filmer les députés dans l'hémicycle — un sujet qui agite régulièrement les députés de l'Assemblée nationale

¹⁰⁸ Pour l'arrêt des atteintes à la liberté de la presse en Pologne, *L'Humanité*, 21 décembre 2016, <https://www.humanite.fr/pour-larret-des-atteintes-la-liberte-de-la-presse-en-pologne-629116>

en France¹⁰⁹ —, cette modification du règlement est dans la presse occidentale systématiquement associée à une « attaque contre la presse » et à « une entrave au droit à l'information ». La réalité est que cette modification entraîne des changements minimes et laisse place à une situation de la presse parlementaire similaire à celle de nombreux pays européens. **Notons aussi que, dans leur ensemble, les parlements des anciens pays du bloc de l'Est sont plus ouverts qu'à l'Ouest. Cela est dû à la nécessité qu'avaient ces pays de montrer une image parlementaire très ouverte et moderne pour marquer des bons points auprès de leurs nouveaux alliés occidentaux.** À l'heure des réseaux sociaux et de l'instantanéité, il est normal que les députés demandent plus de séparation et moins de pression médiatique — en Hongrie, cette question fait aussi souvent débat, les journalistes hostiles au gouvernement ayant pris pour habitude de courser les députés Fidesz dans les couloirs du parlement pour obtenir des déclarations. En France, les polémiques à répétition sur la partialité de la *Régie de l'Hémicycle*, qui filme souvent les députés d'opposition à leur désavantage, ne font jamais l'objet de critiques à Bruxelles. Ces aménagements logistiques à la Diète vont pourtant provoquer un *sit-in* de quelques centaines de personnes devant le parlement polonais et quelques villes de province pour protester contre cette « attaque contre la liberté de la presse » — manifestation dans laquelle on retrouve évidemment le KOD et la PO — et ont permis d'entretenir la tension entre Varsovie et ses critiques.

La forte tension à l'intérieur du *Sejm* (Diète de Pologne — chambre basse) entre députés de la majorité et députés d'opposition entre le 16 et le 20 décembre a bien évidemment été l'occasion pour les différentes forces politiques disposant de représentations parlementaires de s'affronter sur un terrain politique. Contrairement à l'Assemblée nationale en France par exemple, le *Sejm* est un véritable lieu de débat en Pologne, d'une importance capitale surtout dans le contexte actuel de fragilité de la coalition de « Droite unie ». Les votes de textes de loi donnent souvent lieu à de grands débats politiques au *Sejm*, y compris au sein même des partis, qui peuvent contenir en eux plusieurs tendances. Le gouvernement polonais doit vraiment convaincre au *Sejm*, qui est une composante à part entière de la politique polonaise. Un rôle parlementaire impensable en France, ou encore, il est vrai, en Hongrie, où Viktor Orbán tient totalement sa majorité parlementaire. Enfin, dans le cadre de ces quatre jours d'incidents, le rédacteur en chef de *Forbes Polska* publie sur son compte Facebook une liste des instructions à suivre pour organiser en Pologne un « Maïdan », un scénario à l'ukrainienne qu'il appelait de ses vœux, ce qui remet grandement en cause l'aspect « libre et indépendant » de certains médias polonais¹¹⁰.

La situation va encore s'envenimer et prendre de l'ampleur quand le gouvernement fait état de sa volonté de remodeler le paysage médiatique privé. En effet, la situation des médias publics

¹⁰⁹ Jean-Baptiste DAOULAS, 2018, *Qui pilote les caméras de l'Assemblée ?* L'Express, 30 octobre 2018, https://www.lexpress.fr/actualite/politique/assemblees/qui-pilote-les-cameras-de-l-assemblee_2050836.html

¹¹⁰op. cit. BAULT, 2018, p. 114

est très critiquée, mais ces critiques ont du mal à contrer l'argument selon lequel ces médias publics sont en réalité toujours entre les mains de la force politique au pouvoir, le PiS gérant ainsi les médias publics comme les progressistes le faisaient avant la « petite loi sur les médias » votée le 31 décembre 2015. En revanche, en ce qui concerne le secteur privé des médias, le conflit sera encore plus violent, ce secteur étant le lieu d'intérêts économiques et financiers, qui, dans le cas polonais, se caractérisent par une surreprésentation de capitaux non-polonais.

« *Repoloniser veut dire censurer* »

En février 2017, le gouvernement annonce qu'il entend faire passer une loi pour résoudre le problème des monopoles étrangers sur le marché des médias polonais. Cette loi a pour objectif une déconcentration des médias. Cependant, ce projet est alors vite mis de côté et sera repris après les élections législatives de 2019, que les conservateurs vont à nouveau remporter. Le PiS et l'électorat conservateur jugent anormale et disproportionnée l'emprise exercée par les investisseurs *Ringier Axel Springer* (germano-suisse) et le *Verlagsgruppe Passau* (allemand), qui aboutit à ce qu'en **2016 90 % de la presse imprimée polonaise appartient à des capitaux germaniques**. Le gouvernement se heurte alors à deux obstacles qui l'empêcheront de mener à bien un projet visant à mettre fin à cette domination quasiment sans partage des investisseurs allemands. Premièrement, le droit de l'Union empêche de fixer de simples quotas en fonction de la nationalité quand il s'agit d'un pays de l'Espace économique européen. Deuxièmement, une nouvelle campagne de presse s'abat à nouveau sur le gouvernement, avec la nouveauté que cette fois-ci, elle inclue aussi l'entrée en jeu de *Reporters sans frontières (RSF)*.

Le 21 février 2017, le quotidien *Le Monde* parle d'une offensive contre les médias privés en Pologne¹¹¹ et de volonté de « mainmise sur les médias privés », ne mentionnant pas que cette « mainmise » est à ce moment le fait d'investisseurs non-polonais. C'est dans cet article que *Le Monde* qualifie d'ailleurs Adam Michnik, directeur de la *Gazeta Wyborcza*, d'« ennemi de longue date du PiS¹¹² », alors que ce quotidien est d'ordinaire qualifié de neutre, libre et indépendant. En réalité, le PiS, comme le Fidesz en Hongrie, garde un très mauvais souvenir des années passées dans l'opposition, où toute cette presse dite « indépendante » et aux mains d'investisseurs non-polonais avait ouvertement et sans se cacher pris la défense des gouvernements progressistes, sans que cela ne suscite la moindre émotion au sein des institutions européennes ou dans les rédactions de grands journaux occidentaux. De plus, les méthodes Tusk qui avaient fuité sous la forme d'enregistrements audio en avril 2016 n'ont pas plus provoqué d'émotion à l'Ouest. Il n'est alors pas nécessaire de faire preuve d'une perspicacité débordante pour comprendre que Donald Tusk,

¹¹¹Jakub IWANIUK, 2017, *L'offensive du gouvernement polonais contre les médias privés*, *Le Monde*, 21 février 2017, https://www.lemonde.fr/europe/article/2017/02/21/en-pologne-les-medias-privés-dans-le-collimateur-du-gouvernement_5082689_3214.html

¹¹²cf. infra pp. 112-114

les médias polonais détenus par des capitaux étrangers et les institutions européennes jouent ensemble dans la même équipe, l'équipe adverse étant le gouvernement polonais. Ce match, la presse occidentale le présente comme étant l'affrontement entre les valeurs de l'Union européenne, la presse libre et indépendante et le gouvernement polonais, qui serait engagé sur une pente autoritaire et liberticide.

La responsable du bureau UE-Balkans de *Reporters sans frontières* (RSF) Pauline Adès-Mével a déclaré au sujet de ce projet de « repolonisation » :

« RSF dénonce cette nouvelle tentative du parti de museler la presse pour mieux étendre son influence politique.[...] Le projet des autorités de “repoloniser” la presse locale selon l’expression du gouvernement en utilisant des outils anti-monopole et en forçant les investisseurs étrangers à vendre leurs titres de presse met gravement en danger le pluralisme. »

Dans la fiche consacrée à la Pologne sur son site internet, *RSF* va droit au but : « Repoloniser veut dire censurer¹¹³. » Or, la domination des médias à capitaux étrangers, soutenant la PO et les progressistes, est justement ce qui empêche le pluralisme, alors que les conservateurs, qui disposent pourtant d'une majorité et d'une forte légitimité démocratique, sont tenus en minorité dans le paysage médiatique, la présence active de *Ringier Axel Springer*, du *Verslagsgruppe Passau* et d'investisseurs américains (notamment ceux derrière le groupe de télévision *TVN*) muselant les lignes politiques conservatrices en Pologne.

À ce titre, l'affaire de la lettre du président du groupe *Ringier Axel Springer*, Mark Dekan, envoyée à ses salariés à propos de la reconduction de Donald Tusk à la tête du Conseil européen, est très révélatrice de la réelle situation des médias en Pologne. La télévision publique polonaise a en effet révélé que Mark Dekan s'exprimait de manière nettement partielle à l'attention des journalistes travaillant au sein des médias détenus par de son groupe. Ainsi, le 9 mars 2017, il écrit à ses salariés polonais :

« L'idéologie et les manipulations primitives ont perdu contre les valeurs et la raison [...] sur l'autoroute de l'intégration européenne apparaissent non seulement une voie rapide et une voie lente, mais aussi un parking.[...] C'est justement le moment où entrent en jeu les médias libres comme nous. N'oublions jamais les valeurs fondamentales que nous représentons : nous sommes en faveur de la liberté, de l'État de droit et de l'EUROPE UNIE [en majuscule dans le texte, nda]. Souvenons-nous que la majorité de nos lecteurs et utilisateurs appartiennent à cette écrasante majorité qui soutient la présence de la Pologne dans l'UE. Disons-leur ce qu'il faut faire pour rester

¹¹³ *“Repolonising” means censoring* [Repoloniser veut dire censurer], RSF, Poland, consulté le 5 décembre 2021, <https://rsf.org/en/poland>

sur la voie rapide et ne pas finir sur le parking. L'enjeu, c'est la liberté et la réussite des générations. [...] Pourquoi croient-ils moins à l'idée d'une Europe commune ? Les populistes qui ont traîné l'UE dans la boue et les médias qui ont créé l'image négative d'une UE enfoncée dans la crise y ont certainement contribué¹¹⁴. »

Le PiS a toujours été pour la présence de la Pologne au sein de l'Union européenne et, récemment, le conflit entre Varsovie et Bruxelles ayant atteint des sommets, a réaffirmé son attachement à l'UE. Cette lettre de Mark Dekan a des accents de rééducation et montre un profond mépris pour les électeurs conservateurs qui ont porté le PiS au pouvoir en octobre 2015. C'est de cet argument dont le PiS va se servir pour justifier son projet de « repolonisation » des médias. Mais craignant que la situation ne s'envenime complètement, le PiS ne mènera pas ce projet à bien et attendra les élections législatives de 2019.

Le PiS a donc décidé en 2017 de temporiser sur la question de l'influence étrangère conséquente sur le marché des médias privés polonais. La Pologne est en effet sortie assez isolée du sommet européen de mars 2017 et RSF l'a rétrogradée de 29 places dans son classement mondial. La date du 21 février 2017 avait été donnée à la Pologne comme date limite pour clarifier la situation de la presse et de la justice en Pologne sur demande de la Commission européenne. La Pologne, aussi, a dans cette séquence expérimenté la « méthode Orbán¹¹⁵ » consistant à tâter la limite au-delà de laquelle il n'est plus possible de poursuivre le conflit avec Bruxelles. Le projet polonais de déconcentration des médias a fait office de ballon d'essai et de pavé dans la mare destiné à jauger les réactions et à négocier en fonction de ces dernières. Visiblement, le gouvernement polonais s'est heurté à un mur, mais la divulgation de son projet aura permis de démasquer ses critiques, qui, bien que déroulant un discours sur la défense des valeurs et de la liberté, forment en réalité une même équipe dans laquelle se trouvent les investisseurs occidentaux, les institutions européennes, les grands médias progressistes et l'ONG *Reporters sans frontières*, ou encore *Amnesty International*, une ONG plutôt focalisée sur les réformes polonaises en matière de justice¹¹⁶.

L'ouverture du marché polonais des médias au début des années 1990 est à l'origine de ce fort déséquilibre créé par la domination des investisseurs étrangers — surtout allemands. Cette situation est due aux évolutions historiques de ces dernières décennies et est difficilement saisissable pour les observateurs ouest-européens, qui ne parviennent pas à comprendre dans quelle mesure une part écrasante de capitaux étrangers dans le secteur de l'information est

¹¹⁴*op. cit.* BAULT, p. 114

¹¹⁵cf. *supra* pp. 18-19

¹¹⁶*Pologne. L'indépendance du pouvoir judiciaire et le droit d'être jugé équitablement sont menacés*, amnesty.org, 10 août 2017, <https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/2017/08/poland-independence-of-the-judiciary-and-the-right-to-fair-trial-at-risk/>

susceptible de poser de sérieux problèmes d'indépendance et de liberté de la presse. Le PiS et l'électorat conservateur polonais entendent depuis longtemps remettre en cause et modifier cette donne. Ils se sont toujours heurtés aux plus grandes véhémences de leurs partenaires occidentaux, qui, brandissant l'étendard de la démocratie et de la liberté, ont toujours réussi à freiner, voire à totalement empêcher, les velléités des conservateurs polonais.

La Commission européenne, par la voix de son vice-président Frans Timmermans, annonce le 20 décembre 2017 à Bruxelles l'activation de l'article 7 contre la Pologne. L'accent est plutôt mis sur la réforme de la justice engagée par le gouvernement polonais, mais les visées du PiS sur les médias détenus par d'influents groupes de presse allemands et américains n'est sans doute pas anodin dans cette décision de la Commission européenne. Varsovie, sans surprise, dénonce « une décision politique et non juridique ». **En effet, il est difficilement explicable sur le plan juridique que les valeurs fondamentales de l'Union européenne consistent en ce que les groupes de presse *Ringier Axel Springer* et *Verlagsgruppe Passau* aient plus leur mot à dire sur les questions polonaises que des électeurs ayant envoyé au Parlement des forces politiques conservatrices et majoritaires.** En tout état de cause, lorsque *RSF* affirme que « repoloniser veut dire censurer¹¹⁷ », les implications politiques et idéologiques apparaissent clairement dans ce conflit, dont la partie adverse du gouvernement non seulement ne s'encombre pas d'une compréhension historique de la Pologne, mais ne semble pas véritablement avoir à cœur de défendre la liberté de la presse.

¹¹⁷Ibid.

III. La coalition de « Droite unie » poursuit la politique démarrée en 2015

A) 10 février 2021 : mercredi noir pour la liberté de la presse polonaise ?

Dans son éditorial du 10 février 2010, le quotidien français *Le Monde* s'est inquiété de la situation de la presse indépendante en Pologne : « Mercredi 10 février, c'est une vision glaçante qui a accueilli les lecteurs des médias privés polonais : des pages noires destinées à montrer "à quoi ressemble un monde sans médias indépendants". Une cinquantaine d'organes de presse ont voulu ainsi protester contre un projet de loi du gouvernement visant à taxer les recettes publicitaires, qui les privera de ressources cruciales. »

Le projet de loi de « cotisation sur la publicité »

Les critiques formulées par le journal *Le Monde*, auxquelles se sont associés de nombreux médias occidentaux et qui feront l'objet d'un débat en séance plénière au Parlement européen, sont une réaction à un projet de loi du gouvernement polonais en matière de « cotisation sur la publicité » comprenant un mécanisme de taxe de 7,5 % à 15 % des recettes publicitaires.

Ce projet prévoyait de soumettre tous les médias publics et privés, ainsi que toutes les publicités publiques et privées, à une taxe allant de 7,5 % à 15 % en fonction du volume des recettes publicitaires — le projet contenant un montant exonéré, puis un taux de 7,5 % et enfin un taux de 10 % au-dessus d'un certain plafond—, ce qui conduirait les petits médias à échapper à ce dispositif qui toucherait uniquement les grands médias. Inutile de préciser que ce mécanisme s'appliquerait sans aucune considération de la ligne éditoriale des médias, le volume des recettes publicitaires étant le seul critère retenu pour calculer le taux d'imposition applicable.

Cet avant-projet de loi a d'ailleurs provoqué non seulement de vives réactions de la part des partis d'opposition, mais aussi des dissensions au sein de la majorité gouvernementale de « Droite unie » (les membres de Porozumienie [Alliance] s'étant déclarés hostiles au projet de loi).

Ce projet s'inspire directement de la loi sur les recettes publicitaires votée en Hongrie en juin 2014, qui a donné lieu à des conflits entre le gouvernement hongrois, la Commission européenne et la CJUE, dont l'arrêt rendu le 27 juin 2019 (*affaire T-20/17 Hongrie/Commission*¹¹⁸) annule la décision de la Commission constatant l'incompatibilité de la taxe hongroise sur la publicité avec les règles de l'Union concernant les aides d'État :

¹¹⁸cf. supra p. 24

« Ni la progressivité de cette taxe ni la possibilité pour les entreprises non profitables en 2013 de déduire de sa base d'imposition de 2014 une partie des pertes reportées des exercices précédents ne constituent un avantage sélectif en faveur de certaines entreprises. »

La Pologne et la Hongrie ont ainsi été dans le viseur des médias occidentaux et des institutions européennes en raison de dispositifs qui existent par exemple en Suède ou en Autriche, des pays à propos desquels cette taxe n'est pas présentée comme une attaque déguisée contre la liberté de la presse mais simplement comme un mécanisme permettant des recettes fiscales. En France aussi, une taxe de ce type (« Taxe sur la publicité diffusée par voie de radiodiffusion sonore et de télévision ») a été en vigueur entre 1982 et le 1^{er} janvier 2020, et n'a jamais fait l'objet de critiques sous l'angle de la liberté des médias et de la presse comme c'est le cas pour la Pologne.

Les réactions en Pologne : l'opération « Médias sans choix »

Le 10 février 2021 restera comme le jour de l'opération « Médias sans choix » (« *Media bezwyboru* »), titre en une choisi par plusieurs journaux d'opposition pour protester contre le projet en matière de cotisation sur la publicité, alors que des chaînes de télévision et des stations ont fait silence, certains journaux préférant publier des unes montrant une page blanche. Cette opération a concerné 45 journaux, radios et télévisions, essentiellement ceux étant hostiles à la politique menée par le gouvernement.

La version en ligne du grand quotidien *Rzeczpospolita* a publié une lettre ouverte signée par l'équipe de rédaction du journal :

« Nous considérons le projet du gouvernement d'introduire un nouveau "prélèvement", c'est-à-dire une taxe sur la publicité dans les médias, comme une mesure injuste et téméraire. Nous appelons le gouvernement à se retirer de ses projets, car détruire la sphère de la liberté de la presse sera fatal. Ce sera une vraie perte pour l'économie et la démocratie polonaises. Aujourd'hui, nous pouvons encore nous retirer des mauvaises décisions, une fois que la mauvaise loi aura été adoptée et appliquée, il sera trop tard. »

Cette lettre était accompagnée d'une « Lettre ouverte aux autorités de la République de Pologne¹¹⁹ » et aux dirigeants politiques dans laquelle les journalistes polonais opposés à cette loi soutiennent que l'application de la loi en question aurait pour conséquence « d'affaiblir voire de

¹¹⁹*List otwarty do władz Rzeczypospolitej Polskiej i liderów ugrupowań politycznych* [Lettre ouverte aux dirigeants de la république de Pologne et aux dirigeants des partis politiques], *Rzeczpospolita*, 10 février 2021, <https://www.rp.pl/kraj/art8677351-list-otwarty-do-wladz-rzeczypospolitej-polskiej-i-liderow-ugrupowan-politycznych>

liquider certains des médias opérant en Pologne, [... de] limiter les opportunités de financement pour le contenu qualitatif et local [...], l'approfondissement de l'inégalité de traitement des entités opérant sur le marché des médias polonais [... et] la promotion réelle des entreprises qui n'investissent pas dans la création de contenu polonais et local ».

Pour se défendre, le gouvernement polonais s'est quant à lui contenté de rappeler que cette loi s'appliquerait à tous les médias privés et publics (et donc aussi aux médias pro-gouvernementaux) sans bien évidemment entrer dans des considérations liées à la ligne éditoriale des médias concernés. Par ailleurs, rappelant la situation qui avait mené le gouvernement à se pencher sur un projet de nouvelles taxes, le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, a souligné la nécessité de faire face aux « *conséquences sanitaires, sociales et économiques à long terme de la pandémie de COVID-19* », expliquant que cette taxe devrait servir à financer la Caisse nationale d'assurance maladie, un fonds national de protection des monuments ainsi qu'un fonds de soutien à la culture et au patrimoine national¹²⁰.

Les journaux progressistes ouest-européens n'ont pas tardé à critiquer fermement le projet de loi polonais, préparant un terrain défavorable au gouvernement polonais et ouvrant le champ à des critiques fermes formulées à l'encontre de la Pologne au Parlement européen le mercredi 10 mars 2021.

La narration des médias occidentaux hostiles au projet de loi polonais

Le quotidien français *Libération* s'est immédiatement emparé de la nouvelle affaire polonaise et a tiré à boulets rouges sur le projet de loi de taxation des recettes publicitaires dans un article publié dans la soirée du 10 février 2021¹²¹, c'est-à-dire le jour de l'opération « Médias sans choix », un article illustré par la une du quotidien d'Adam Michnik *Gazeta Wyborcza*, qui est sans doute le média polonais ayant le plus d'affinités politiques et idéologiques avec *Libération*.

L'article de *Libération* reprend aussi le seul texte disponible dans la journée du 10 février sur la page d'accueil du site d'information le plus consulté en Pologne et anti-PiS, *onet.pl* :

« Nous franchissons aujourd'hui un pas de plus que nous n'avons jamais voulu franchir, car il va contre toutes nos valeurs journalistiques. [...] Pour vingt-quatre heures, tous les services de

¹²⁰ Des médias polonais en grève contre la « cotisation sur la publicité », Visegrad Post, 10 février 2021, <https://visegradpost.com/fr/2021/02/10/des-medias-polonais-en-greve-contre-la-cotisation-sur-la-publicite/>

¹²¹ Nelly DIDELOT, 2021, *En Pologne, vingt-quatre heures sans médias indépendants*, Libération, 10 février 2021, https://www.liberation.fr/international/europe/en-pologne-vingt-quatre-heures-sans-media-independant-20210210_O4XGPHVRNJEIXIGQ72QR4YWUWU/

presse Axel Springer Polska vont disparaître. Découvrez à quoi ressemblera le monde sans médias indépendants. »

Libération reprend une série de déclarations au sujet du projet de loi tenues par des médias opposés à la politique de la coalition gouvernementale de « Droite unie » : *Gazeta Wyborcza*, *Newsweek* et *TVN*, qui sont à eux trois la preuve que le paysage médiatique polonais n'est absolument pas dominé par les médias pro-gouvernementaux — ce que le journal français reconnaît d'ailleurs en expliquant que *TVP*, la télévision publique favorable à la ligne du gouvernement, n'est regardée que par 40 % de la population, 60 % de la population se tournant ainsi vers d'autres chaînes. Ces trois journaux disposent d'une force de frappe financière et idéologique, de réseaux internationaux dépassant très largement les relais que sont susceptibles de mobiliser les médias favorables à la politique menée par la coalition de « Droite unie » sous la direction du PiS.

Pourtant, *Libération*, *Le Monde*, *Le Figaro*, *Ouest France*, *L'Express*, *France Culture*, la *RTBF*, *France Info*, *Le Soir*, *LaLibre*, la *BBC*, *Bloomberg*, *Handelsblatt*, *Die Zeit*, *Deutsche Welle*, *FAZ*, *Süddeutsche Zeitung*, etc. — en réalité des dizaines et des dizaines de grands médias européens, pour ne pas dire tous les médias dominants européens —, multiplient en quelques jours les articles et les contenus pour répéter en boucle que le gouvernement polonais veut mettre fin à la liberté de la presse en Pologne.

Le 10 février 2021 et les quelques jours ayant suivi cette date sont la preuve que les médias favorables au gouvernement polonais ne pèsent en réalité pas grand-chose lorsque les médias d'opposition polonais sollicitent leurs réseaux médiatiques étrangers, qui, en quelques heures à peine, sont capables de mettre en marche une campagne internationale contre un projet du gouvernement polonais et de permettre, grâce à l'instantanéité de la presse en ligne, d'expliquer à des dizaines de millions de consommateurs de médias répartis aux quatre coins du monde que la liberté de la presse est « mise au pas » en Pologne.

En plus de cette force que permet le réseau international auquel est intégrée la presse « indépendante » polonaise, la capacité de thématisation des médias condamnant la Pologne est d'une liberté totale. À ce titre, l'exemple de l'emploi systématique du terme « ultraconservateur » pour désigner le gouvernement polonais — et aussi souvent le gouvernement hongrois — est très évocateur.

Ce terme est régulièrement employé par des médias tels que *Les Échos*¹²², *L'Express*¹²³, *Libération*¹²⁴, *Le Monde*¹²⁵, *France 24*¹²⁶, pour ne citer que quelques exemples, ne reçoit jamais de définition exacte et semble remplir une fonction destinée à créer une ambiance et un climat médiatiques négatifs autour de la Pologne.

L'emploi de ce terme est le fait de journalistes vivant dans des pays moins conservateurs — voire d'un pays, la France, où le terme « conservateur », pas plus que celui de « libéral », n'est revendiqué par des forces politiques — et moins christianisés que la Pologne, pays qui est un des derniers bastions catholiques —et a fortiori chrétiens— d'Europe. La Pologne est un pays où la pratique de la foi est encore un fait social déterminant, contrairement à la Hongrie où cette pratique n'est pas déterminante sur le plan social et politique. L'emploi du terme « ultraconservateur » procède donc sans doute de ce décalage culturel entre l'Europe de l'Ouest et la Pologne, mais n'est pas en tant que tel justifié et reste complètement vague et sans consistance, alors qu'il témoigne assurément d'une grande ignorance de la réalité de la société polonaise.

Difficile de trouver d'autres explications à l'emploi de ce terme que celle mettant une évidente volonté de créer un climat de peur et de répulsion à l'égard du gouvernement polonais. Ce terme n'a pas véritablement d'autre définition que celle que lui donnent certaines personnes à cheval entre le journalisme d'opinion et de soi-disant « sciences politiques ». Étymologiquement *ultra* renvoie d'ailleurs à ce qui va « au-delà » de quelque chose, même si on l'emploie d'ordinaire pour qualifier un extrême. En matière religieuse, *ultra* évoque la défense sans concession du pouvoir absolu du pape en opposition aux gallicans. En politique, on emploie ce terme soit dans le cadre des mouvements réactionnaires et légitimistes français du XIX^e siècle, c'est-à-dire d'une période très datée, ou alors pour désigner une radicalité politique violente, ou des mouvements *hooligan*. Il paraît très difficile de faire entrer dans ces catégories des hommes politiques aussi modernes et intégrés au jeu institutionnel européen que Mateusz Morawiecki et Jaroslaw Kaczyński. Le matraquage thématique autour de l'*ultraconservatisme* correspond ainsi bien plus à un élément de la narration hostile au gouvernement polonais qu'à une réalité sociale et politique polonaise. Son

¹²²Catherine CHATIGNOUX, 2019, *Pologne : les ultra-conservateurs grands favoris des législatives*, *Les Échos*, 13 octobre 2019, <https://www.lesechos.fr/monde/europe/pologne-les-ultra-conservateurs-grands-favoris-des-legislatives-1139570>

¹²³Paul VÉRONIQUE, 2021, *Pologne : Zbigniew Ziobro, l'ultraconservateur aux dents longues*, *L'Express*, 25 juillet 2021, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/pologne-zbigniew-ziobro-l-ultraconservateur-aux-dents-longues_2155509.html

¹²⁴Justine DANIEL, 2020, *À Varsovie, le régime ultraconservateur « repolonise » les journaux locaux*, *Libération*, 9 décembre 2020, https://www.liberation.fr/planete/2020/12/09/a-varsovie-le-regime-ultraconservateur-repolinise-les-journaux-locaux_1808057/

¹²⁵Isabelle MANDRAUD et Jakub IWANIUK, 2019, *En Pologne, les ultraconservateurs remportent les législatives sans triompher*, *Le Monde*, 14 octobre 2019, https://www.lemonde.fr/international/article/2019/10/14/en-pologne-les-ultraconservateurs-remportent-les-legislatives-sans-triompher_6015440_3210.html

¹²⁶Priscille LAFITTE, 2020, *À Varsovie, l'ombre des ultraconservateurs sur l'art contemporain*, *France 24*, 11 janvier 2020, <https://www.france24.com/fr/20201111-%C3%A0-varsovie-l-ombre-des-ultraconservateurs-sur-l-art-contemporain>

emploi a un sens dans le journalisme d'opinion, mais ne jouit d'aucun sérieux factuel et intellectuel.

À la suite de l'instauration de ce climat négatif par une foule de médias occidentaux sur la Pologne pendant la journée du 10 février, le terrain était prêt pour une consécration de cette narration au Parlement européen, exactement un mois après la journée « Médias sans choix ».

Débat au Parlement européen à l'occasion de la séance plénière du 10 mars 2021

Le 10 mars 2021, un débat¹²⁷ est organisé en séance plénière au Parlement européen intitulé « Tentatives du gouvernement de museler les médias libres en Pologne, en Hongrie et en Slovaquie ». Ce débat avait été annoncé une semaine plus tôt sous le nom de « Libertés des médias menacées en Pologne, en Hongrie et en Slovaquie » avec les précisions suivantes pour la Pologne : « En Pologne, les projets du gouvernement visant à imposer une taxe sur les revenus publicitaires des médias pour soutenir les soins de santé et la culture ont été critiqués car ils viseraient de manière disproportionnée les médias indépendants. »

Ce débat, qui a consisté en des interventions courtes d'une cinquantaine de députés européens, peut être qualifié de répétition générale avant les hostilités de la rentrée 2021, notamment le vote à une majorité écrasante d'une résolution contre la Pologne au sujet de la Lex-TVN¹²⁸, une loi qui a certes été votée bien après le débat du 10 mars, mais dont les arguments à charge procèdent dans l'ensemble de la même approche abstraite et générique appliquée au cas polonais.

Plusieurs députés ont par exemple cité telles quelles des déclarations de journalistes de *Gazeta Wyborcza* en les présentant comme les propos émanant de « médias libres et indépendants », alors que ce quotidien est le plus virulent et le plus partial à l'encontre de la politique gouvernementale en Pologne et éminemment indulgent vis-à-vis de l'opposition. Le député Jeroen Lenaers (PPE) a par exemple directement cité les propos d'Adam Michnik, rédacteur en chef de ce quotidien progressiste violemment anti-PiS :

« Nous sommes traités comme des ennemis pour la simple raison que nous sommes indépendants et que nous avons le courage de dire la vérité. »

¹²⁷ « Tentatives du gouvernement de museler les médias libres en Pologne, en Hongrie et en Slovaquie (débat) », Bruxelles, 10 mars 2021, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/CRE-9-2021-03-10-ITM-010_FR.html

¹²⁸ *Pologne : les attaques contre les médias et l'ordre juridique de l'UE doivent cesser*, 16 septembre 2021, <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20210910IPR11928/pologne-les-attaques-contre-les-medias-doivent-cesser>

De même pour la députée roumaine Ramona Strugarlu (Renew) qui, dans son intervention, a cité la lettre qu'avait envoyée aux députés européens Adam Michnik, ou encore la députée Maite Pagazaurtundúa qui s'est contentée de rapporter des propos d'Adam Michnik :

« L'attaque contre la liberté de la presse en Pologne ouvre le chemin à un assaut total contre nos valeurs qui ont fondé l'Union européenne. »

Dans son intervention, cette députée a aussi expliqué qu'en Hongrie le « clan Orbán » détenait 500 médias, ce qui représentait 80 % de la presse, reprenant un article du média d'opposition à Viktor Orbán, *Telex*, et des méthodes de calculs douteuses ne tenant absolument pas compte du poids médiatique réel des différents organes de presse. L'eurodéputée hongroise Anna Donáth a quant à elle directement cité le titre de cette analyse de *Telex* intitulée « Voici comment Viktor Orbán s'est approprié le marché des médias en dix ans¹²⁹ », reprenant ainsi un des nombreux médias hongrois « libres et indépendants » ouvertement opposés à la politique du gouvernement.

Ce débat du mars 2021 au Parlement européen aura été l'occasion de confirmer deux éléments à notre sens absolument fondamentaux pour aller au-delà des nombreuses accusations formulées à l'encontre du gouvernement polonais concernant des « prétendues attaques contre la liberté de la presse ».

Premièrement, la presse dite « libre et indépendante » polonaise est en réalité une presse ouvertement orientée politiquement, voire une presse de combat, dont l'activité consiste inlassablement à saper la politique gouvernementale, tout en restant très indulgente vis-à-vis des partis politiques d'opposition. À la moindre mise en lumière de cet état de fait, cette presse parle d'« attaque contre la liberté d'expression et l'indépendance de la presse ».

Deuxièmement, cette presse est directement interconnectée avec les parlementaires (notamment les eurodéputés des groupes politiques adversaires du PiS) et les médias occidentaux progressistes. Tous parlent d'une seule et unique voix, les uns se contentant simplement de citer les autres, formant un bloc homogène d'acteurs politiques et médiatiques engagés dans les affaires publiques sur un créneau libéral et progressiste.

¹²⁹Flóra Dóra CSATÁRI et Tamás FÁBIÁN, 2021, *Így darálta le a hatalom pár év alatt a szabad médiát Magyarországon* [Voiciccomment Viktor Orbán s'est approprié le marché des médias en dix ans], *telex.hu*, 23 juillet 2021, <https://telex.hu/komplex/2021/07/23/orban-30-eves-haboruja-a-mediaval>

Quand la Slovénie est mise dans le même lot que la Hongrie et la Pologne

Depuis le retour de Janez Janša à la tête du gouvernement slovène le 13 mars 2020, la Slovénie fait à l'image de la Hongrie et de la Pologne l'objet de critiques de la part des médias occidentaux et des institutions européennes par rapport à la liberté de la presse. Dès les premières semaines après la prise de fonction de Janez Janša, les premiers griefs¹³⁰ commencent à être formulés à l'encontre du gouvernement slovène par le biais de la vice-présidente de la Commission européenne chargée des Valeurs et de la Transparence Věra Jourová¹³¹, souvent très critique à l'égard de la Hongrie et de la Pologne, qui dans un tweet d'avril 2020 a déclaré, en guise de début des hostilités entre le gouvernement slovène et les institutions européennes :

« Des médias libres et indépendants sont essentiels pour la démocratie.[...] Contact pris avec la Slovénie pour discuter de la situation. »

La tension n'est depuis pas véritablement retombée, et les institutions européennes ne s'attendaient sans doute pas à ce que le Premier ministre d'un petit pays d'à peine plus de deux millions d'habitants leur tienne tête à ce point et fasse preuve d'un style de communication souvent comparé à celui de l'ancien président américain Donald Trump. Janez Janša a en effet pris l'habitude — même s'il reste évidemment dans le jeu institutionnel européen en adressant par exemple une lettre à la présidente de la Commission européenne le 26 février 2021¹³² — de réagir sans filtre aux attaques contre son gouvernement, à l'occasion sur Twitter. C'est ce qu'il a fait le 16 février 2021, en réaction à un article de *Político*¹³³ dans lequel la journaliste Lili Bayer, qui a par le passé aussi critiqué le gouvernement de Viktor Orbán¹³⁴, accuse le gouvernement slovène de mener une guerre contre les médias libres et indépendants :

« Lili Bayer a reçu pour instruction de ne pas dire la vérité. Elle a donc surtout cité des sources "inconnues" de l'extrême-gauche et a volontairement négligé les sources nominatives et intègres. C'est @POLITICOEurope malheureusement. Mentir comme moyen de gagner sa vie. »

Le conflit entre la Slovénie et l'UE a aussi pour cœur la manière dont Janez Janša entend « dégauchiser » l'agence de presse *STN*, équivalent slovène de l'*AFP*, en suspendant les fonds

¹³⁰ *La Slovénie attaquée à Bruxelles*, Observatoire du journalisme, 25 mars 2021, <https://www.ojim.fr/la-slovenie-attaquee-a-bruxelles/>

¹³¹ Alimuddin USMANI, 2020, *Qui est Věra Jourová, vice-présidente de la Commission européenne ? Portrait d'une Tchèque pas comme les autres*, Visegrad Post, 10 septembre 2020, <https://visegradpost.com/fr/2020/09/10/qui-est-vera-jourova-vice-presidente-de-la-commission-europeenne-portrait-dune-tcheque-pas-comme-les-autres/>

¹³² *Letter of Prime Minister Janez Janša to the President of the European Commission Ursula von der Leyen*, 26 février 2021, <https://www.gov.si/en/news/2021-02-26-letter-of-prime-minister-janez-jansa-to-the-president-of-the-european-commission-ursula-von-der-leyen/>

¹³³ Lili BAYER, 2021, *Inside Slovenia's war on the media* [À l'intérieur de la guerre de la Slovénie contre les médias], politico.eu, 16 février 2021, <https://www.politico.eu/article/slovenia-war-on-media-janez-jansa/>

¹³⁴ *Perspective with Alison Smith – Lili Bayer*, cpac, 7 mai 2017, <https://www.youtube.com/watch?v=qIN3FeVGjvU>

alloués à cet organe — une suspension levée depuis — afin de remplacer son directeur, qui, malgré les agissements de Janez Janša, conservera par la suite son poste.

À la manière du Fidesz en 2010 et du PiS en 2015, Janez Janša gouverne un pays dans lequel la majorité des médias lui sont ouvertement hostiles et chacun de ses faits et gestes critiquant cette situation, ou entendant la remettre en question, est interprété par ses opposants comme une attaque contre la liberté des médias et de la presse. En Slovénie, les médias de gauche, hostiles à la coalition de centre-droit menée par Janez Janša, sont en effet majoritaires et ce qui est qualifié à Bruxelles d'« attaque contre la liberté de presse » est en réalité une tentative de rééquilibrage du paysage médiatique slovène qui ne correspond pas à la légitimité démocratique qu'ont obtenue les différentes forces politiques slovènes par les urnes.

La Faculté des Médias de Slovénie a récemment publié un rapport¹³⁵ montrant ce déséquilibre sur le paysage médiatique slovène et la connotation politique des médias ayant pris l'habitude de se qualifier de « libres » et d'« indépendants ». En réalité, le rapport, qui se penche sur les orientations politiques des dix portails d'information les plus consultés en Slovénie (*24ur.com*, *siol.net*, *rtvslo.si*, *slovensenovice.si*, *svet24.si*, *zurnal24.si*, *delo.si*, *dnevnik.si*, *vecer.com* et *nova24tv.si*), montre un très net déséquilibre sur le paysage médiatique slovène et une surreprésentation des opinions de gauche et anti-gouvernementales. Le portail public *RTV Slovenia*, ainsi que l'agence *STA* avec laquelle le Premier ministre est entré en conflit, sont quant à eux parmi les moins équilibrés et ne publient quasiment aucune critique envers l'opposition de gauche.

À l'occasion du débat du 10 mars en séance plénière, la députée slovène Irena Joveva (Renew) a usé de mots assez vagues pour demander aux institutions européennes de réagir à la politique menée par Janez Janša en Slovénie :

« La Slovénie n'est pas la Hongrie ou la Pologne mais elle pourrait prendre cette voie, malheureusement. L'Union européenne ne peut pas se permettre d'avoir un nouvel État-membre qui rejoigne les États illibéraux et qui utilise tous les leviers pour museler de façon éhontée les médias. Ils veulent une société monolithique qui serait taillée sur mesure pour une personne¹³⁶.[...] »

¹³⁵ *Študija: Slovenska spletna dijakrajinavi v levo in antivladnostran. Pomembna utez portal RTV SLO* [Étude : le paysage médiatique en ligne penche à gauche et est anti-gouvernemental. Le portail dispose d'un poids important], domovina.je, 1er mars 2021, <https://www.domovina.je/studija-slovenska-spletna-medijska-krajina-visi-v-levo-in-antivladno-stran-pomembna-utez-portal-rtv-slo/>

¹³⁶ Séance plénière du 10 mars 2021, Intervention d'Irena JOVEVA, Groupe Renew Europe, <https://www.europarl.europa.eu/plenary/fr/vod.html?mode=unit&vodLanguage=FR&playerStartTime=20210310-16:06:32&playerEndTime=20210310-16:07:56#>

L'intervention de cette députée, adversaire politique du Premier ministre slovène, résume bien ce qui est à notre sens un des points les plus importants de ce présent rapport : remettre en cause la domination progressiste sur le paysage médiatique équivaut à s'attaquer à la liberté des médias libres et indépendants et met immédiatement en marche une machine médiatique internationale volant au secours des médias que les institutions européennes considèrent alors comme « mis au pas ».

Le récent exemple slovène résume parfaitement à quel point les mécanismes de ces accusations prenant beaucoup de liberté avec la réalité factuelle et politique sont similaires aux cas polonais et hongrois, et pourrait-on dire dans l'ensemble de la région post-communiste où, pour des raisons historiques que peinent à comprendre les personnalités politiques d'Europe de l'Ouest et les médias occidentaux, le paysage médiatique est la continuation de luttes qui ont lieu dans la sphère politique.

Quelques exemples de la pratique du deux poids, deux mesures en matière de liberté de la presse

En février 2021, la Hongrie et la Pologne ont été presque simultanément dans le viseur de la Commission européenne et du secrétariat d'État américain, le gouvernement polonais étant accusé de museler la presse « libre et indépendante » par un projet de taxation des recettes publicitaires des médias, alors que le gouvernement hongrois détruirait une radio « indépendante » (affaire *Klubrádio*¹³⁷).

Réagissant à la journée « Médias sans choix », organisée par les médias d'opposition polonais et relayé à l'étranger à travers les réseaux d'Adam Michnik, le porte-parole de la Commission européenne Christian Wigan a témoigné de son inquiétude après avoir « vu les écrans noirs », alors que le porte-parole du secrétariat d'État américain Ned Price a déclaré que les États-Unis se doivent de toujours prendre la « défense de la presse indépendante et plurielle ».

En revanche, la diplomatie américaine et les institutions européennes ont été plus discrètes quand, quelques jours avant les affaires polonaise et hongroise, le président ukrainien a unilatéralement mis fin à l'autorisation d'émettre de trois chaînes de télévision d'opposition, alors que le conseil des médias letton a fait cesser les activités d'une série de chaînes russes installées en Lettonie. Cela n'a à l'évidence rien d'étonnant et il est tout à fait compréhensible que l'Union européenne et la diplomatie américaine ne favorisent pas la présence de voix russes au sein d'un pays membre de l'UE, mais l'affaire lettone permet de relever l'hypocrisie consistant à s'offusquer de prétendues « attaques contre la liberté de la presse », alors que les méthodes employées par le

¹³⁷ Cf. *supra* p.

conseil des médias en Lettonie, évidemment sous les ordres du gouvernement, vont plus loin que ce qui est reproché à Budapest et Varsovie¹³⁸. L'ambassade américaine à Kiev a même applaudi la décision de la présidence ukrainienne — une attitude normale et procédant de la défense des intérêts américains, mais aussi la preuve que l'indignation en matière de liberté de la presse et des médias est éminemment à géométrie variable.

Cette indignation à géométrie variable dépend incontestablement de la défense d'intérêts géopolitiques, les acteurs n'accordant en réalité aucun intérêt aux grands principes qu'ils avancent sur la liberté de la presse et des médias. En Pologne, les médias opposés à la politique gouvernementale sont liés à des intérêts allemands et américains. La moindre riposte de la coalition de « Droite unie » en réaction à cette influence étrangère est donc présentée par les journalistes progressistes polonais comme une attaque entravant sa liberté, ce discours et cette narration servant de cache-sexe à la défense d'intérêts économiques et politiques de puissances étrangères.

Le cas letton va pourtant très loin en ce qu'il a consisté en la suppression pure et simple d'un cinquième de l'audimat total letton, **les chaînes ayant été supprimées unilatéralement par le conseil des médias letton — au prétexte qu'elles attisaient la haine — représentant 20 % des parts d'audience du marché télévisuel letton, autrement dit une modification radicale du paysage médiatique, un phénomène sans commune mesure avec l'affaire *Klubrádio* et le projet de taxe des revenus publicitaires en Pologne, qui n'ont réalité rien changé aux rapports de force médiatiques.**

Les institutions européennes n'avaient pas plus réagi quand l'Estonie avait mis fin aux activités de l'agence russe *Spoutnik* en Estonie, au motif que son directeur était concerné par les sanctions votées par l'Union européenne contre la Russie. Le concerné n'était cependant pas le prioritaire de *Spoutnik*, la motivation de la décision de suppression des activités de *Spoutnik* en Estonie devenant ainsi bancal. Les services estoniens ont d'ailleurs directement mis la pression sur les collaborateurs de *Spoutnik*, les menaçant de procès pénal s'ils ne démissionnaient pas.

En Ukraine, un pays qui n'est certes pas membre de l'Union européenne, mais dont les évènements sont toujours très révélateurs de la réalité des intérêts en jeu et de l'hypocrisie consistant à évoquer « des attaques contre la liberté de la presse », les méthodes employées par le pouvoir en place à Kiev sont encore plus radicales que dans les exemples letton et estonien, mais ne suscitent pas pour autant de réaction à Bruxelles et à Washington, qui saluent d'ailleurs les actions menées récemment contre les chaînes *ZIK*, *NewsOne* et *112* comme étant une œuvre

¹³⁸András KOSZTUR, 2021, *Kettős médiamérce* [Deux poids, deux mesures médiatique], XXI század intézet, 24 février 2021, <https://www.xxisazadintezet.hu/kettos-mediamerce/>

de « lutte contre la désinformation et la propagande russe » — une narration occidentale hostile à la Russie compréhensible dans le cas de ces trois chaînes, mais sans fondement quand il s'agit des enquêtes menées par les services ukrainiens (SBU) contre la chaîne 1+1, que l'on ne peut soupçonner de sympathies russes, ces enquêtes ayant été en réalité dictées par une volonté de faire tomber Viktor Medvedtchouk, oligarque et homme politique ukrainien propriétaire de 50 % des parts dans 1+1.

Un autre exemple emblématique du deux poids, deux mesures que l'Union européenne applique en matière de médias et de liberté d'expression est celui de la condamnation à plus de deux ans de prison ferme du militant d'extrême-gauche et rappeur catalan Pablo Hasél pour des faits d'injures à la Couronne, d'apologie du terrorisme et d'obstruction à la justice. Dans cette affaire, le Conseil de l'Europe a condamné l'Espagne pour violation de la liberté d'expression, alors que le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a demandé une plus grande protection de la liberté d'expression en Espagne¹³⁹, l'ONG *Freemuse* rappelant que 14 autres artistes sont emprisonnés en Espagne pour des délits d'apologie du terrorisme et d'injures à la Couronne¹⁴⁰. Il n'est pas ici question de remettre en cause ces jugements ou au contraire de les justifier, mais il est évident que si ces condamnations avaient été prononcées en Hongrie ou en Pologne, une campagne de presse internationale aurait alors été déclenchée contre les gouvernements hongrois et polonais, ce qui n'a pas été le cas dans l'affaire Pablo Hasél et concernant tout ce que permet la « Loi organique de protection de la sécurité publique » entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2015¹⁴¹, qui a d'ailleurs provoqué des manifestations durement réprimées par la police espagnole.

L'emploi ou non du terme de « violation de la liberté de la presse » dépend donc fortement du jeu des intérêts économiques et géopolitiques et procède très peu d'un examen approfondi des dispositions pouvant le cas échéant aller à l'encontre du principe de liberté de la presse.

B) Mise en perspective des tensions et des conflits suscités par la « Lex-TVN »

Le Parlement européen vent debout contre une nouvelle loi sur les médias votée par le Sejm

Par 502 voix pour, 149 contre et 36 abstentions, le Parlement européen a adopté, le 16 septembre 2021, une résolution condamnant « les attaques contre les médias et l'ordre juridique

¹³⁹ *El Consell d'Europa renya Espanya per la violació de la llibertat d'expressió i li exigeix reformes legals* [Le Conseil de l'Europe condamne l'Espagne pour violation de la liberté d'expression et appelle à des réformes], vilaweb.cat, 22 mars 2021, <https://www.vilaweb.cat/noticies/consell-europa-reforma-codi-penal-llibertat-dexpressio/>

¹⁴⁰ Daryl RAMADIER, 2021, *Espagne : l'arrestation du rappeur Pablo Hasél fait exploser la jeunesse*, Marianne, 23 février 2021, <https://www.marianne.net/monde/europe/espagne-larrestation-du-rappeur-pablo-hasel-fait-exploser-la-jeunesse>

¹⁴¹ Les opposants à cette loi l'appellent « loi bâillon »

en Pologne » et demandant à ces dernières de cesser. Les députés ayant voté pour l'adoption de cette résolution — un vote qui a eu lieu le lendemain d'un débat avec la vice-présidente de la Commission européenne, Věra Jourová, le commissaire Didier Reynders et le ministre des Affaires étrangères slovène, Anže Logar, au nom de la présidence du Conseil — déplorent les évolutions récentes sur le marché des médias en Pologne et celles concernant le Tribunal constitutionnel polonais.

Pour ce qui est de leurs griefs en matière de médias, les députés européens s'inquiètent d'une « tentative de réduire au silence les contenus critiques et d'attaques directes contre le pluralisme des médias violant le droit européen international » de la part du gouvernement polonais. Après la reprise en main éditoriale des médias publics par le gouvernement et le rachat de *Polska Presse* (presse quotidienne régionale) par la compagnie pétrolière détenue à 27 % par l'État polonais en décembre 2020, les députés européens ont dans leur viseur une loi — dite Lex-TVN — votée par le Sejm en première lecture le 11 août 2021, qu'ils considèrent comme étant une attaque supplémentaire à l'encontre de la liberté des médias et de la presse en Pologne.

Bien que les résolutions votées par le Parlement européen ne fassent pas véritablement partie des actes politiques ayant le plus de poids sur la scène européenne, il faut noter les proportions très défavorables à la Pologne et assez inédites dans lesquelles la résolution du 15 septembre a été adoptée (502 voix pour la résolution), ce qui est assurément la preuve qu'un nouveau seuil a été franchi dans les relations conflictuelles entre la Pologne et l'UE.

Éléments sur la Lex-TVN

La proposition de loi amendant la loi sur la radio et la télévision, surnommé « Lex-TVN », a été adoptée en première lecture par le *Sejm*, la chambre basse du Parlement polonais, le 11 août 2021 par 228 voix pour, 216 voix contre et 10 abstentions. Ce vote a immédiatement provoqué l'émotion en Europe et aux États-Unis, les articles se multipliant pour dénoncer une nouvelle attaque du gouvernement « ultraconservateur¹⁴² » contre la liberté des médias en Pologne.

Le surnom donné à ces amendements, Lex-TVN, vient du fait que leur application entraînerait des conséquences sur les activités du groupe de télévision TVN et de sa chaîne d'information en continu TVN24, proche de l'opposition au gouvernement polonais, et pourrait potentiellement entraîner le non-renouvellement en l'état de la licence des chaînes de ce groupe appartenant au groupe états-unien *Discovery, Inc.* — c'est en tout cas ce qu'affirment les détracteurs de la loi, tous inquiets pour la liberté des médias en Pologne.

¹⁴²Cf. supra p. 98

En réalité, cette loi est une proposition d'amendement à la loi en vigueur sur la radiophonie et la télévision proposée le 7 juillet 2021 par des députés membres du PiS sous la houlette de Marek Suski, réputé pour être un proche de Jarosław Kaczyński. Les amendements poussés par Marek Suski prévoient que l'interdiction pour une société non originaire de l'Espace économique européen (EEE) de détenir plus de 49 % des parts d'une chaîne de télévision s'appliquerait aussi aux sociétés de l'EEE appartenant majoritairement à une société non originaire de l'EEE¹⁴³. Cela concernerait directement le groupe TVN, dont le propriétaire est certes une société néerlandaise, mais qui appartient elle-même à l'américain *Discovery, Inc.*

Notons qu'en France les entreprises extérieures à l'EEE ne sont pas autorisées à détenir, directement ou indirectement, plus de 20 % du capital social ou des droits de vote dans un média, que ce soit pour une station de radio ou pour une chaîne de télévision terrestre. L'amendement polonais est donc plus souple que le dispositif en vigueur en France, ce qui n'a pas empêché l'ensemble du paysage médiatique français de participer au concert de critiques et d'indignation en réaction au vote de la Lex-TVN. Mais cela pourrait aussi être mentionné concernant l'Allemagne, où la loi est également bien plus stricte qu'en Pologne. **C'est sur ce terrain que le porte-parole du gouvernement polonais a argumenté le 12 juillet en réaction aux accusations d'attaques contre la liberté de la presse : « Dire cela est très injuste pour nos amis autrichiens ou par rapport aux solutions en vigueur en Allemagne ou en France. »**

Les chaînes du groupe TVN sont depuis longue date hostiles au PiS — y compris quand ce dernier était encore dans l'opposition avant octobre 2015 — et il semblerait qu'elles soient un des points sur lesquels ait décidé de s'appuyer le gouvernement polonais dans la nouvelle donne que constitue l'arrivée au pouvoir de Joe Biden. En effet, après avoir eu de bonnes relations avec le président Donald Trump, Varsovie s'inquiète de la présence d'un président aussi progressiste que Joe Biden et a vivement critiqué l'accord Biden-Merkel sur la finalisation du Nord Stream 2¹⁴⁴. Le gouvernement polonais envoie depuis des signaux à son allié américain, par exemple en se rapprochant de la Chine ou en passant une commande de drones turcs¹⁴⁵, et présente ses amendements Lex-TVN comme un moyen de lutter contre les tentatives de prise de contrôle russe ou chinoise sur le marché des médias polonais.

¹⁴³Olivier BAULT, 2021, *Le PiS à nouveau accusé de porter atteinte au pluralisme et à la liberté des médias*, Visegrad Post, 20 juillet 2021, <https://visegradpost.com/fr/2021/07/20/le-pis-a-nouveau-accuse-de-porter-atteinte-au-pluralisme-et-a-la-liberte-des-medias/>

¹⁴⁴Yann CASPAR, 2021, *Finalisation de Nord Stream 2 : une clarification géopolitique ?* Visegrad Post, 10 août 2021, <https://visegradpost.com/fr/2021/08/10/finalisation-de-nord-stream-2-une-clarification-geopolitique/>

¹⁴⁵Olivier BAULT, 2021, *La Pologne diversifie sa politique étrangère en se rapprochant de la Turquie et de la Chine*, Visegrad Post, 27 juin 2021, <https://visegradpost.com/fr/2021/06/27/la-pologne-diversifie-sa-politique-etrangere-en-se-rapprochant-de-la-turquie-et-de-la-chine/>

En décembre 2021, la Diète a finalement adopté la Lex-TVN à la surprise de la plupart des observateurs. Ce nouvel épisode dans la saga TVN contre gouvernement PiS a de nouveau provoqué des réactions négatives à Bruxelles et à Washington, ce qui a conduit le président Duda à opposer son veto à cette loi le 27 décembre 2021.¹⁴⁶

Pour deux raisons, les réactions suscitées par la Lex-TVN passent totalement à côté du sujet et se trompent — volontairement ou non — sur le réel objectif de cette loi. Premièrement, le groupe de médias TVN n'est pas indépendant. Une presse et des médias de grands investisseurs ne peuvent être indépendants, particulièrement dans le contexte historique et politique de l'Europe centrale et orientale, où le facteur étranger et la polarisation jouent un grand rôle. En réalité, le groupe *TVN* effectue un travail de sape anti-PiS, et est le miroir de la presse pro-PiS. **Comme nous l'avons mentionné à de nombreuses reprises plus haut, cette situation de guerre totale entre deux camps peut être déplorée, en ce qu'elle n'est sans doute pas satisfaisante d'un point de vue de la déontologie journalistique, mais elle est la principale réalité du secteur des médias en Pologne et dans la région centre et est-européenne.** Deuxièmement, ces amendements ont surtout été conçus dans un but politique et dans le cadre du jeu géopolitique global, et pas tant comme un outil technique destiné à entraver *TVN*, **le gouvernement polonais sachant pertinemment que ce que véhicule *TVN* dans la société polonaise a une réelle existence numérique et ne peut être supprimé, que *TVN* existe ou non.**

L'épisode Lex-TVN, qui n'est toujours pas terminé, permet de constater à quel point la question de la liberté des médias de la presse est essentiellement une question d'ordre politique — et dans le cas de la Pologne peut-être encore plus une question d'ordre géopolitique —, tant les réactions plaintives évoquant des attaques « contre la démocratie » sont teintées d'idéologie politique et de fidélité géopolitique.

L'affaire Lex-TVN, ou la preuve que la notion de liberté de la presse est avant tout politique

Cette fois-ci, encore bien plus que les institutions européennes, c'est la machine diplomatique qui s'est mise en branle pour condamner fermement le gouvernement polonais. **Le secrétaire d'État américain Anthony Blinken, « très troublé », a même eu une réaction officielle, alors que *TVN* est un groupe privé et n'a en théorie aucun lien direct avec le gouvernement américain :**

¹⁴⁶ *Pologne : veto du président Duda contre la Lex TVN*, Visegrád Post, 28 décembre 2021, <https://visegradpost.com/fr/2021/12/28/pologne-veto-du-president-duda-contre-la-lex-tvn/>

« La chaîne d'information indépendante la plus regardée et l'un des plus gros investissements américains dans le pays, [cette loi] affaiblirait considérablement l'environnement médiatique que les Polonais ont construit depuis si longtemps.[...] Des médias libres et indépendants renforcent nos démocraties, rendent l'alliance transatlantique plus résiliente et sont essentiels à nos relations bilatérales.[...] Ces actes législatifs vont à l'encontre des principes et des valeurs sur lesquels sont bâtis les États modernes et démocratiques. Nous exhortons le gouvernement polonais à démontrer son attachement à ces principes communs non seulement en paroles mais aussi en actes. »

Anthony Blinken est bien évidemment dans son rôle de représentant des intérêts américains et sait pertinemment que les mots « indépendance » et « libre » ne sont pas les plus appropriés pour qualifier une chaîne ouvertement anti-PiS et pro-opposition, qui plus est financée par des capitaux étrangers à la Pologne, en l'occurrence américains.

Il en va sans doute de même en ce qui concerne le chargé d'affaires de l'ambassade américaine en Pologne, Bix Aliu, qui a déclaré à propos de la Lex-TVN :

« Les États-Unis sont déçus [par] la loi affaiblissant la liberté des médias en Pologne. L'alliance transatlantique est fondée sur des valeurs communes, et des valeurs communes signifient une sécurité commune. »

Le correspondant de la chaîne TVN24 à Washington est même allé jusqu'à parler de « conséquences sur les relations bilatérales entre la Pologne et les États-Unis ».

En somme, le conflit autour de la Lex-TVN n'a résolument pas grand-chose à voir avec un débat ayant pour cœur une prétendue « indépendance et une liberté des médias et de la presse » mais témoigne de l'affrontement de réseaux, d'intérêts économiques et politiques qui, en Pologne encore plus qu'en Hongrie, sont le véritable enjeu de toutes les polémiques plus ou moins violentes suscitées par les mouvements sur le secteur des médias en Europe centrale et orientale.

IV. Tableau général des médias en Pologne

Comme en Hongrie, la presse et les médias en Pologne se caractérisent aussi par une nette polarisation, mais la différence de volume entre le marché polonais et le marché hongrois fait que cette polarisation est moins marquée en Pologne qu'en Hongrie. La vie politique polonaise a ceci de stimulant qu'elle présente un nombre de tendances et de sensibilités politiques plus élevé qu'en Hongrie. Par ailleurs, les questions russe, allemande et américaine sont bien plus prégnantes au sein des partis politiques polonais — les partis hongrois montrant quant à eux un pragmatisme total en la matière. Tous ces aspects font que, même s'il reste éminemment polarisé, le paysage médiatique polonais est plus divers que le paysage médiatique hongrois. En voici un tableau général par média et organe de presse. Comme pour le marché hongrois, il s'agit d'un tableau sélectif qui comprend des données d'audiences et de visites issues de *wirtualnemedia.pl* et de l'outil *Similarweb*.

A) Presse quotidienne

Entre août 2020 et août 2021, les ventes de quotidiens imprimés ont chuté de 8,79 % en Pologne¹⁴⁷.

Gazeta Wyborcza (Journal électoral)

Quotidien historique fondé le 8 mai 1989 et conduit depuis par la figure tutélaire d'Adam Michnik, rédacteur en chef depuis les débuts du journal, il est le média par excellence dans la galaxie anti-PiS, nettement pro-UE et progressiste. Basé à Varsovie, *Gazeta Wyborcza* dispose d'une quinzaine d'antennes en province où des éditions quotidiennes locales sont publiées. Il est détenu par le groupe *Agora SA*, un groupe de médias cotés en bourse et co-fondé par Adam Michnik, ainsi que par l'entreprise américaine *Cox Communications* et le *Media Development Investment Fund*, une organisation proche des réseaux de George Soros. Initialement conçu comme l'organe de presse chargé de représenter le syndicat *Solidarité* au lendemain des accords de la Table ronde signés en avril 1989, il est tiré en 2021 à environ 60 000 exemplaires quotidiens. Ce journal a aussi une version en ligne (*wyborcza.pl*) et un site d'information (*gazeta.pl*).

Le quotidien est ouvertement opposé à la politique du gouvernement polonais, alors que son rédacteur en chef, Adam Michnik, jouit de relais considérables dans les médias occidentaux et dispose de contacts avec toutes les voix s'opposant au gouvernement polonais depuis la victoire du PiS à l'automne 2015. Le directeur de la publication du quotidien depuis 2007, Jarosław Kurski,

¹⁴⁷ *Wyniki sprzedaży prasy* [Résultats des ventes de la presse], *wirtualnemedia.pl*, 6 octobre 2021, https://www.wirtualnemedia.pl/artikuly/wyniki-sprzedazy-dziennikow-sierpien-2021-fakt-gazeta-wyborcza?fbclid=IwAR2oR2nf5nJcUhGTr_qVOHSbvtVxBdaUtpgwlrQKrMr4cKT40-XAnXibYb0

membre de la rédaction depuis 1992, est le frère — et un vif opposant — de Jacek Kurski, qui a pris la tête de la télévision publique en 2016 à la suite de la « petite loi sur les médias ». *Gazeta Wyborcza* est connu pour son opposition à la *politique de lustration*¹⁴⁸, défendue par le PiS, tout en étant accusé d'avoir travaillé à la protection de certains anciens cadres communistes du régime d'avant 1989. L'évolution de ces élites aujourd'hui proches du quotidien fait beaucoup penser à un phénomène aussi répandu en Hongrie et consistant en la transformation des communistes en libéraux, voire en libéraux-libertaires, comme en atteste la proximité de *Gazeta Wyborcza* avec le lobby LGBT, notamment à travers sa rubrique *Talons hauts (Wysokie Obcasy)* et son parti pris dans les manifestations féministes et pro-avortement s'étant déroulées ces derniers mois. Il est par ailleurs connu que *Gazeta Wyborcza* sert de source d'information aux rédactions occidentales sur la Pologne, ce qui va même jusqu'au quotidien français *La Croix*, qui, interrogé sur ses sources citait le quotidien d'Adam Michnik.

Tirage total moyen payé : 53 781 (septembre 2021)

wyborcza.pl - Mois d'octobre 2021 : 7^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 25,54 millions de visites

Portrait d'Adam Michnik

Adam Michnik, figure incontournable et historique de l'opposition au PiS, « ennemi de longue date du parti de Jaroslaw Kaczynski¹⁴⁹ ».

Né en 1946 dans une famille de militants communistes d'avant-guerre, Adam Michnik est le frère de Stefan Michnik, ancien capitaine de l'armée communiste polonaise et ancien juge coupable de crimes stalinien (condamnations à mort de prisonniers politiques) qui s'est enfui en Suède à la suite des événements de mars 1968, un pays dans lequel il vit toujours et qui a refusé son extradition vers la Pologne en 2010.

Figure centrale de la gauche du mouvement *Solidarité*, Adam Michnik a toujours eu une position floue sur le communisme, oscillant entre défense du socialisme à visage humain et opposition au régime. Il est aujourd'hui, à travers son quotidien *Gazeta Wyborcza*, dont il est le

¹⁴⁸ « Cette politique qui consiste à publier les listes des anciens agents et collaborateurs de la police politique et/ou à nettoyer l'administration publique et les secteurs stratégiques de l'État de ces anciens agents et collaborateurs. La thèse des partisans d'une telle lustration, c'est qu'il peut être possible à des personnes toujours en possession des anciens dossiers des services communistes – y compris au sein du FSB et du GRU post-soviétiques en Russie – de faire chanter les anciens agents et collaborateurs travaillant dans l'administration publique ou, par exemple, dans les médias. », *op. cit.* BAULT, p.57

¹⁴⁹ Jakub IWANIUK, 2017, *L'offensive du gouvernement polonais contre les médias privés*, Le Monde, 2017, https://www.lemonde.fr/europe/article/2017/02/21/en-pologne-les-medias-prives-dans-le-collimateur-du-gouvernement_5082689_3214.html

rédacteur en chef depuis son lancement en 1989, partisan d'une ligne politique de centre-gauche libérale-libertaire¹⁵⁰ et a été le premier à user de thématiques mettant le Fidesz de Viktor Orbán et le PiS de Jarosław Kaczyński dans le même sac politique, avant que ces deux hommes ne reviennent aux affaires. En effet, le 21 février 2010, il écrivait dans *Gazeta Wyborcza* :

« Le nationalisme de l'époque post-communiste peut avoir le visage du communisme nostalgique Milosevic, du dictateur post-soviétique Poutine, des anti-communistes post-soviétiques Orbán et Kaczyński. Il peut avoir différents visages. Cependant, le dénominateur commun, c'est toujours une hostilité aux règles de l'État de droit libéral, à la philosophie du dialogue, à l'esprit de pluralisme et de tolérance. »

La discorde entre Adam Michnik et Viktor Orbán remonte au 16 juin 1989, jour des obsèques nationales d'Imre Nagy et du grand discours anti-soviétique de Viktor Orbán sur la place des Héros de Budapest. Adam Michnik aurait alors reproché au jeune Viktor Orbán d'avoir été trop radical et d'être allé trop loin en demandant le retrait des troupes soviétiques, ce qui causerait par la suite des problèmes au futur Premier ministre hongrois.

Qualifié de conscience morale de la Pologne par la journaliste Arielle Thedrel (2010, *Le Figaro*), Adam Michnik a toujours été opposé à la lustration (contrairement à l'aile droite de *Solidarité* qui est favorable à la lustration), tout en étant partisan de la « politique du gros trait » (« *Gruba Kreska* ») consistant à tirer un trait sur le passé des collaborateurs et des agents du régime communiste. En 1990, pendant trois mois, il a eu accès aux archives du ministère de l'Intérieur au sein d'une commission de quatre membres (la « *Commission Michnik* »). Il est depuis accusé d'avoir manipulé le contenu de cette somme de documents à son profit.

Dans un entretien au magazine allemand *Der Spiegel* en 2013, Adam Michnik a comparé le Premier ministre hongrois Viktor Orbán à Adolf Hitler tout en mettant en garde les Allemands contre un Jarosław Kaczyński autoritaire et fascisant. Il reste à ce jour par excellence l'intellectuel et le journaliste de gauche libérale en Europe centrale et orientale. Très influent en Pologne, il dispose d'une aura jusqu'en Europe de l'Ouest, où il est la véritable coqueluche des rédactions des journaux progressistes, qui se plaisent à dire que *Gazeta Wyborcza* est le premier quotidien « indépendant » d'Europe de l'Est. Très récemment, à propos du conflit entre Bruxelles et Varsovie, il a déclaré dans un entretien au journal belge *Le Soir* qu'on entrait « dans une bataille entre l'Europe démocratique et l'Europe autoritaire¹⁵¹ ».

¹⁵⁰Adam Michnik, *Du communisme à la génération 68 libérale libertaire*, Observatoire du journalisme, 26 juin 2016, <https://www.ojim.fr/portraits/adam-michnik-du-communisme-a-la-generation-68-liberale-libertaire/>

¹⁵¹Marine BUISSON, 2021, *Adam Michnik, fondateur de Gazeta Wyborcza: « On entre dans une bataille entre l'Europe démocratique et l'Europe autoritaire »*, *Le Soir*, 15 octobre 2021, <https://www.lesoir.be/400788/article/2021-10-15/adam-michnik-fondateur-de-gazeta-wyborcza-entre-dans-une-bataille-entre-leurope>

Adam Michnik est aussi membre du *Project Syndicate*¹⁵², plateforme pour laquelle le maire éco-socialiste et anti-Orbán de Budapest a rédigé une tribune intitulée « La démocratie peut triompher à nouveau¹⁵³ » le 14 septembre 2021. Le *Project Syndicate* est un réseau médiatique fondé en 1995 qui comprend 506 médias répartis dans 156 pays et est financé par l'*Open Society Foundations* de George Soros, la fondation danoise *Politiken*, le journal allemand *Die Zeit* et la *Fondation Bill et Melinda Gates*.

En décembre 2021, des fuites révèlent une conversation entre Adam Michnik et le général Jaruzelski en 2000 au cours de laquelle le journaliste polonais évoquait le général en des termes très favorables. Ce nouveau scandale touchant Adam Michnik n'aura pas manqué de rappeler l'ambiguïté politique de la figure centrale des « médias indépendants » en Pologne.

Super Express

Fondé en 1991, ce tabloïd est aujourd'hui détenu par le *Group ZPR Media SA* (anciennement *Murator SA*), une société faisant partie du *ZPR Media Group* dirigé par Zbigniew Benbenek. Tabloïd à scandale et people, ce quotidien est tout sauf un média pro-PiS et est solidement installé en deuxième place des ventes.

Tirage total moyen payé : 88 379 (septembre 2021)

Fakt

Fondé en 2003, il s'agit du quotidien disposant du plus grand tirage en Pologne. Ce tabloïd est détenu par le consortium *Ringier Axel Springer Polska*, une co-entreprise formée d'*Axel Springer SE* (Allemagne) et de *Ringier* (Suisse). Dans l'indifférence des médias occidentaux et des institutions européennes, *Fakt* avait en 2014 fait l'objet d'une manœuvre concertée de Donald Tusk et des représentants d'Axel Springer pour forger une ligne éditoriale très favorable à la coalition PO-PSL. Conçu comme le tabloïd allemand *Bild*, *Fakt* a rapidement dépassé le nombre de tirages de *Gazeta Wyborcza* et a une ligne éditoriale critique à l'égard du gouvernement en place depuis 2015, comme c'est le cas de tous les organes de presse détenus par *Ringier Axel Springer* en Pologne (par exemple le site *onet.pl* et l'hebdomadaire *Newsweek Polska*).

¹⁵²Adam Michnik sur <https://www.project-syndicate.org/columnist/adam-michnik>, consulté le 5 décembre 2021

¹⁵³Gergely KARÁCSONY, 2021, *La démocratie peut triompher à nouveau*, Project Syndicate, 14 septembre 2021, <https://www.project-syndicate.org/commentary/building-sustainable-democracies-hungary-and-beyond-by-gergely-karacsony-2021-09/french>

Tirage total moyen payé : 151 121 (septembre 2021)

fakt.pl - Mois d'octobre 2021 : 10^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ;
20,48 millions de visites

Rzeczpospolita (République)

Ayant une histoire centenaire, ce quotidien a officiellement une ligne libérale-conservatrice mais est depuis 2011 détenu par l'homme d'affaires polonais proche de la Plateforme civique (PO) Grzegorz Hajdarowicz, qui a racheté les parts que détenaient la société britannique *Mecom group* et l'État polonais dans le quotidien. Grzegorz Hajdarowicz avait disposé pour cela des facilités du Premier ministre d'alors, Donald Tusk, sans que cela ne soulève la moindre inquiétude de la part des médias occidentaux et des institutions européennes. Après ce rachat, la ligne éditoriale libérale-conservatrice de *Rzeczpospolita*, pouvant autrefois se montrer critique de la PO, était devenue favorable au gouvernement de Donald Tusk à la suite du limogeage de son rédacteur en chef et est aujourd'hui clairement opposée à la politique gouvernementale menée par le PiS depuis 2015.

Une nouvelle étape est franchie dans l'actualité de ce quotidien en novembre 2021. Selon le site *Bloomberg*, une société sous l'influence du milliardaire américain d'origine hongroise George Soros vient d'acheter 40 % des parts de la société polonaise éditant le journal *Rzeczpospolita*. En effet, la société *Pluralis BV*, dont le siège est à Amsterdam, a signé un accord avec la société polonaise *Gremi Media*, qui détient *Rzeczpospolita*, pour un achat de 40 % des parts de cette dernière, le montant de la transaction n'ayant pas été rendu public¹⁵⁴.

Il s'agit de la troisième transaction passée par George Soros sur le marché des médias en Pologne au cours des cinq dernières années, les deux premières ayant concerné la radio *Radio Zet* et le groupe *Agora SA*.

Tirage total moyen payé : 36 595 (septembre 2021)

¹⁵⁴ Piotr SKOLIMOWSKI, *Soros Boosts Investment in Polish Media Market With Paper Deal* [Soros renforce ses investissements sur le marché des médias polonais en signant un accord avec un journal], *Bloomberg*, 26 novembre 2021, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-11-26/soros-doubles-down-on-polish-media-market-with-newspaper-deal>

Dziennik Gazeta Prawna (DGP – Quotidien du Droit)

Fondé en 2009 par la fusion de *Gazeta Prawna* et de *Dziennik Polska-Europa-Świat*, ce quotidien est publié du lundi au vendredi et traite d'informations juridiques, fiscales et économiques. Jusqu'en mars 2018, *Axel Springer Polska* détenait *Infor Biznes*, la société éditant le quotidien, à 49 %, des parts depuis rachetées par le propriétaire principal d'*Infor Biznes*, Ryszard Pieńkowski. Le rédacteur en chef du quotidien est aujourd'hui Krzysztof Jedlak, un ancien de *Rzeczpospolita*. Bien que ne relayant pas les prises de positions les plus progressistes en Pologne, ce quotidien n'est assurément pas favorable au PiS.

Tirage total moyen payé : 31 442 (septembre 2021)

Gazeta Podatkowa (Journal fiscal)

À l'image de *Dziennik Gazeta Prawna*, *Gazeta Podatkowa* publie des informations juridiques et économiques mais ne paraît cependant que les lundis et les jeudis. Ce journal ne peut véritablement être placé dans le cadre des rapports de force politique directs en Pologne, mais n'est assurément pas un organe de presse pro-gouvernemental. Son succès en termes de vente est néanmoins bien supérieur à celui du quotidien pro-PiS, *Gazeta Polska Codzienna*.

Tirage total moyen payé : 21 329 (septembre 2021)

Przegląd Sportowy

Quotidien sportif historique en Pologne fondé en 1921, il n'est pas d'un grand intérêt dans notre étude, si ce n'est pour rappeler qu'il est détenu par le groupe *Ringier Axel Springer France* et fait plus de ventes que le quotidien pro-PiS *Gazeta Polska Codzienna*.

Tirage total moyen payé : 16 382 (septembre 2021)

Puls Biznesu

Quotidien économique et d'affaires fondé en 1997, il ne peut être placé directement sur l'échiquier politique polonais et est détenu par *Bonnier Business*.

Tirage total moyen payé : 12 180 (septembre 2021)

Parkiet Gazeta Giełdy

Quotidien fondé en 1994 traitant de l'actualité financière et boursière, ce journal avait pour rédacteur en chef entre 2006 et 2012 l'actuel rédacteur en chef de *Dziennik Gazeta Prawna*. Bien que non-politique au sens premier, ce journal est néanmoins détenu par *Gremi Media*, un groupe possédant aussi le quotidien *Rzeczpospolita*, politiquement défavorable à la coalition gouvernementale.

Tirage total moyen payé : 4 048 (septembre 2021)

Gazeta Polska Codziennie

Fondé en 2011, ce quotidien national est favorable au PiS. *Gazeta Polska Codziennie* est la version quotidienne de l'hebdomadaire pro-PiS *Gazeta Polska*, dont la figure centrale est Tomasz Sakiewicz. *Nasz Dziennik (Notre Journal)*, propriété de l'ordre des Rédemptoristes, et *Gazeta Polska Codziennie* sont les seuls quotidiens nationaux ouvertement favorables au PiS, mais disposent de tirages limités si on les compare aux autres quotidiens, qui sont tous à des degrés divers hostiles à la politique du gouvernement depuis 2015. *Nasz Dziennik* peut cependant se montrer très critique du PiS sur certains sujets comme l'avortement, quand le PiS est jugé par le journal catholique comme insuffisamment engagé dans la défense du droit à la vie dès la conception. À l'inverse, les politiques du PiS ne sont pour ainsi dire jamais critiquées dans les colonnes de *Gazeta Polska Codziennie*.

Tirage total moyen payé : non communiqué sur wirtualnemedial.pl, d'ordinaire entre 10 000 et 15 000 exemplaires

Sur les huit quotidiens nationaux polonais, un seul est sur la ligne politique du PiS.

B) Presse hebdomadaire

La presse hebdomadaire est plus diverse et équilibrée que la presse quotidienne mais les magazines pro-PiS sont très loin de dominer ce marché sur lequel il existe aussi des éléments conservateurs mais critiques de la politique gouvernementale.

Polityka (Politique)

Fondé en 1957 sous le communisme, ce magazine de centre-gauche a une ligne libérale et est le premier hebdomadaire de Pologne en termes de tirages. Plateforme d'intellectuels de la gauche

libérale, cet hebdomadaire est anti-PiS et est le deuxième hebdomadaire du pays avec près de 100 000 exemplaires vendus chaque semaine.

Tirage total moyen payé : 93 735 exemplaires en novembre 2020

polityka.pl - Mois d'octobre 2021 : 60^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 2,31 millions de visites

Newsweek Polska

Fondé en 2001, ce magazine hebdomadaire est détenu par *Axel Springer* et consiste en une version polonaise de *Newsweek*, bien que ce ne soit pas la version traduite de l'original anglais. Comme tous les médias de la galaxie *Springer*, ce magazine est anti-PiS et est proche de la ligne éditoriale du quotidien *Gazeta Wyborcza*. Alors que le PiS n'était pas encore revenu au pouvoir, le 1^{er} avril 2015, *Newsweek Polska* avait fait sa une en montrant le président du parti Droit et Justice Jarosław Kaczyński, le qualifiant d'assassin et l'accusant d'être responsable de la mort de l'unité nationale polonaise dans l'accident d'avion de Smolensk en 2010.

Le rédacteur en chef du magazine est Tomasz Lis, ancien des chaînes *Polsat* et *TVN* et fondateur du site *NaTemat.pl* en 2012. Tomasz Lis ne cache pas ses positions anti-PiS et a participé aux manifestations du *Comité de défense de la démocratie (KOD)* en 2017, année au cours de laquelle il est sélectionné pour le Prix européen de la presse (European Press Prize), notamment financé par le *Media Investment Development Fund* et *The Guardian Foundation*, qui a été remis dans les bureaux budapestois de l'*Open Archives Society* de George Soros en 2018 et dans ceux d'*Agora* à Varsovie en 2019. Grâce à sa fidélité à la Plateforme civique entre 2007 et 2015, Tomasz Lis produisait une émission politique clairement pro-gouvernementale et marquée idéologiquement sur la télévision publique polonaise, qui a bien sûr pris fin avec l'arrivée au pouvoir du PiS en octobre 2015. Tomasz Lis est avec Adam Michnik la preuve que ce que l'on nomme des « médias libres et indépendants » sont en fait des médias orientés idéologiquement, dont les affinités politiques nationales sont le cas échéant affichées. Tomasz Lis est aussi la preuve que lorsque la PO était au pouvoir, elle tenait la télévision publique, comme c'est désormais le cas du PiS.

Tirage total moyen payé : 82 632 exemplaires en novembre 2020

Wprost (Directement)

(Seulement accessible en ligne depuis mars 2020)

Fondé à Poznań en 1982 comme hebdomadaire régional, ce magazine devient national après le changement de 1989 et est par la suite publié au même format que *Newsweek Polska*, mais a une ligne libérale-conservatrice, ce qui l'a notamment mené en 2014 à jouer un rôle dans la publication des écoutes du gouvernement de Donald Tusk, provoquant une descente de police dans ses locaux — une affaire qui avait même provoqué des critiques émanant de *RSF*¹⁵⁵. Ne disposant plus que d'une version en ligne depuis mars 2020, ce média est détenu par *PMPG Polskie Media SA*, un groupe de presse financé par *Orle Pióro*, c'est-à-dire la société propriétaire de l'hebdomadaire libéral-conservateur *Do Rzeczy*. Totalement indépendant du PiS, *Wprost* a une ligne qui peut être qualifiée de centriste. Comme nous l'avons répété à plusieurs reprises dans ce rapport, la principale différence entre la situation des médias polonais et hongrois est qu'en Pologne, il existe des titres ne pouvant directement être rattachés à une famille politique : *Wprost* et *Do Rzeczy* en sont la preuve.

wprost.pl - Mois d'octobre 2021 : 24^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 5,64 millions de visites

Gość Niedzielny (L'Invité du dimanche)

Fondé en 1923, cet hebdomadaire a une ligne catholique et conservatrice, proche de celle du PiS. Son rédacteur en chef est le prêtre catholique et docteur en droit Adam Pawlaszczyk. Marek Jurek, candidat à la présidence de la République en 2010, collabore à cet hebdomadaire, et a été une figure centrale du PiS au début des années 2000 et Maréchal de la Diète pendant le premier mandat du PiS (2005-2007), avant de fonder le parti chrétien-conservateur « La Droite de la République » en 2007.

Tirage total moyen payé : 87 701 exemplaires en novembre 2020

Tygodnik Powszechny (L'Hebdomadaire universel)

Fondé à Cracovie le 24 mars 1945, cet hebdomadaire a une ligne catholique libérale et ouverte souvent critiquée par des tendances catholiques plus traditionnelles. De ce point de vue, *Tygodnik Powszechny* n'est pas sur la même ligne que le PiS et la coalition de « Droite unie ».

¹⁵⁵ cf. supra p. 26

Cette ligne montre la richesse de la presse en Pologne en ce que cet hebdomadaire a une ligne singulière pouvant être critique des deux grandes familles politiques. Cependant, cet hebdomadaire est sans doute moins proche du PiS qu'il ne l'est des réseaux progressistes et libéraux polonais, *Tygodnik Powszechny* ayant en effet appartenu pour moitié au groupe *ITI* entre 2007 et 2011, alors propriétaire de la chaîne *TVN* et du portail *onet.pl*, c'est-à-dire des organes de presse farouchement anti-PiS. En 2011, *ITI* a fait don de ses parts à la fondation *Tygodnik Powszechny*, alors que le père Michał Kazimierz Heller a annoncé en 2014 avoir acheté 18 % des parts de l'hebdomadaire.

Tirage total moyen payé : 26 771 exemplaires en novembre 2020

Do Rzeczy

Fondé à Varsovie en 2013, cet hebdomadaire a une ligne libérale-conservatrice et a pour slogan « Pas de consentement au silence ». Depuis son lancement en 2013, le rédacteur en chef de *Do Rzeczy* est Pawel Lisicki, le rédacteur en chef du prestigieux quotidien *Rzeczpospolita* qui avait été confiné à la rédaction en chef de l'hebdomadaire *Uważam Rze*, appartenant au même groupe de presse, au moment de la reprise en main de la ligne éditoriale de *Rzeczpospolita* par le gouvernement de Donald Tusk. À l'automne 2012, Lisicki et un certain nombre d'auteurs d'*Uważam Rze* sont partis et ont fondé *Do Rzeczy* pour pouvoir conserver leur liberté de parole. Une partie des collaborateurs d'*Uważam Rze* ont à peu près au même moment rejoint la rédaction du nouvel hebdomadaire *wSieci* (devenu depuis *Sieci*). Créé en 2011, l'hebdomadaire *Uważam Rze*, qui s'était rapidement placé parmi les hebdomadaires d'actualité et d'opinion les plus vendus, a alors rapidement perdu ses lecteurs et a cessé de paraître en 2016. La ligne libérale-conservatrice de son successeur *Do Rzeczy* est difficile à cerner pour les observateurs d'Europe de l'Ouest et consiste en des positions conservatrices sur les questions sociétales en même temps qu'une défense de la liberté économique. Dans le contexte polonais, *Do Rzeczy* occupe une place très intéressante sur l'échiquier médiatique car il a plutôt une ligne favorable au gouvernement mais peut en être très critique à certains moments. Cette liberté de ton et de fond ont en revanche un prix : l'hebdomadaire dispose de moyens limités car il n'est soutenu directement ou indirectement par aucune force politique, ce qui est rare sur le marché des médias en Europe centrale et orientale.

Tirage total moyen payé : 28 004 exemplaires en novembre 2020

dorzeczy.pl - Mois d'octobre 2021 : 17^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 9,27 millions de visites

Sieci (Le Réseau)

Fondé en 2012 et issue d'une scission de journalistes à la suite d'un conflit au sein de la rédaction de *Uważam Rze* et de *Rzeczpospolita*, cet hebdomadaire a très ouvertement une ligne pro-PiS et anti-Plateforme civique. La ligne du magazine s'oppose à l'immigration, à l'idéologie du genre et a été très hostile à Donald Tusk et à Bronisław Komorowski, se plaçant sur un créneau consistant en une guerre culturelle contre la galaxie progressiste gravitant autour de *Gazeta Wyborcza* et de *Newsweek Poland*, *Sieci* étant très dur à l'encontre d'Adam Michnik et de Tomasz Lis. Dans le même réseau que *Sieci* se trouvent les portails *wPolityce.pl* et *wNas.pl*, *wGospodarce.pl*, *wSumie.pl*, *stefczyk.info*, *gazetabankowa.pl* et *tygodnikpodlaski.pl*, ainsi que la chaîne de télévision en ligne *wPolsce.pl*. Le rédacteur en chef du magazine est Jacek Karnowski, frère de Michał Karnowski, également une figure centrale de *Sieci*.

Tirage total moyen payé : 37 794 exemplaires en novembre 2020

Gazeta Polska

Fondé en 1992 comme mensuel, ce magazine est aujourd'hui un hebdomadaire ayant une ligne éditoriale de droite nationale et a pour rédacteur en chef Tomasz Sakiewicz, qui est également depuis cette année président du conseil d'administration de *Telewizja Republika S.A* et rédacteur en chef de *Telewizja Republika*. Tomasz Sakiewicz s'est en 2008, aux côtés de Jarosław Kaczyński, lors d'une conférence commune, déclaré être un farouche adversaire de l'avortement et apporte régulièrement son soutien à la politique du gouvernement menée depuis 2015, notamment à l'occasion d'une manifestation en faveur de la réforme de la justice menée en 2020. *Gazeta Polska* dispose aussi d'un hebdomadaire, *Gazeta Polska Codzienna* (*Gazette polonaise quotidienne*), qui est le seul hebdomadaire national à être pro-PiS. *Gazeta Polska Codzienna* est le septième hebdomadaire national en termes de tirages, ce secteur étant dominé de manière écrasante par des quotidiens hostiles au PiS.

Tirage total moyen payé : 22 026 exemplaires en novembre 2020

C) Télévision

Télévision publique

Regroupés au sein de *TVP (Telewizja Polska — Télévision polonaise)*, les chaînes de télévision publique sont passées sous l'escarcelle du nouveau gouvernement par vote de la « petite loi sur les médias » fin 2015. À la manière de la coalition Fidesz-KDNP en 2010, le gouvernement polonais mené par le PiS, considérant que la télévision publique est depuis le

changement de régime de 1989 toujours favorable au pouvoir en place (ce qui était particulièrement vrai depuis la reprise en main par le gouvernement de Donald Tusk de 2010 et la purge des journalistes conservateurs encore présents dans les médias publics à partir de cette année-là), a ouvertement pris le contrôle de la télévision publique dès ses premières semaines aux affaires. Décriée immédiatement par les médias occidentaux et les institutions européennes, cette reprise en main se veut un rééquilibrage du paysage médiatique polonais, qui, en 2015, était incontestablement et de manière écrasante dominé par des organes de presse progressistes et libérales. **Avant l'arrivée au pouvoir du PiS, la télévision publique ne se différenciait pas réellement des deux chaînes privées d'informations, TVN et Polsat, surtout à partir de 2010 et aussi tout de suite après la victoire du PiS le 25 octobre 2015, se montrant très dure à l'égard du nouveau gouvernement de Beata Szydło, ce qui avait accéléré le projet de reprise en main des chaînes publiques par le PiS.**

L'électorat ayant porté au pouvoir le PiS jugeait alors cette attitude de la télévision publique comme étant injuste et a exercé une pression sur le gouvernement pour que les médias publics reflètent les opinions ayant triomphé aux élections d'octobre 2015, en gardant à l'esprit que le paysage audio-visuel polonais était dominé par des lignes éditoriales véhiculant les idéologies progressiste, pro-LGBT, européiste et anti-PiS. Considérée par les critiques du gouvernement comme une attaque grave contre la liberté de la presse, cette reprise en main des médias publics est au contraire vue par les conservateurs polonais — ayant obtenu la légitimité démocratique en octobre 2015 — comme œuvre de cohérence et de rééquilibrage du paysage médiatique polonais afin qu'il reflète la diversité des opinions au sein de la société. Cet épisode de reprise en main, similaire à celui s'étant produit en Hongrie en 2010, est largement incompris des Européens de l'Ouest et procède directement de la particularité des secteurs des médias en Europe post-communiste, qui se caractérisent par une presse d'opinions marquée et une forte polarisation médiatique et politique.

Groupe Polsat

Groupe privé fondé en 1992, sa première chaîne figure en tête du classement des chaînes les plus regardées de Pologne et est ouvertement hostile au PiS. Le groupe est la propriété de la première fortune polonaise, l'homme d'affaires Zygmunt Solorz-Żak, soupçonné en 2006 d'avoir collaboré aux services de renseignements polonais (SB) à partir de 1983, et est pionnière dans la fin du monopole public sur l'information après 1989. Cet empire médiatique comprend des dizaines de chaînes dans différents domaines et est très emblématique de la manière dont les concessions ont été accordées après la chute du communisme au profit d'une nouvelle classe d'hommes d'affaires qui avaient leurs entrées au sein de l'ancien régime. Moins hostile au PiS que TVN, le groupe *Polsat* n'en reste pas moins opposé à la politique du gouvernement.

TVN

Au cœur du conflit suscité par la loi sur les médias votée en août en première lecture¹⁵⁶, dite Lex-TVN, ce groupe existe depuis 1995 et ses chaînes sont hostiles à la politique menée par le PiS depuis 2015. Sa chaîne *TVN24* est financée par le groupe américain *Discovery, Inc.*, qui détient depuis 2018 l'intégralité du groupe *TVN*, et est particulièrement véhémente avec le gouvernement polonais ces dernières années, ce qui a conduit le gouvernement à agir en faisant adopter par le *Sejm* un amendement ayant accru les tensions politiques polonaises, mais aussi des conflits entre la Pologne, l'UE et les États-Unis. *TVN* est avec *Polsat* le principal groupe de télévision privé et est entièrement la propriété d'une holding aux capitaux américains, une situation que les Européens de l'Ouest n'ont bien souvent pas la capacité de comprendre et qui dispose d'un grand potentiel de tensions.

Groupe Canal+ Pologne

Détenu à 51 % par le français *Canal+*, à 32 % par le groupe *TVN* et à 17 % par le conglomerat américano-néerlandais-britannique *Liberty Global*, ce groupe n'a pas directement de rôle politique mais témoigne de l'immense porosité de la Pologne (et de toute la région d'Europe centrale et orientale) aux investissements étrangers.

Telewizja Republika

Récente, cette chaîne existe depuis décembre 2012 et est la seule chaîne privée ayant une ligne éditoriale conservatrice et favorable au PiS. Fondée lorsque les conservateurs étaient dans l'opposition, elle est en quelque sorte l'équivalent polonais de la chaîne hongroise *Hír TV*, du moins en ce qui concerne le contexte de sa création, mais dispose de moyens très limités par rapports aux grands groupes que sont *Polsat* et *TVN*, et ne peut pas être vue sur la TNT. Tout comme la chaîne hongroise *Hír TV*, *Telewizja Republika* a une audience négligeable qui se situe aux alentours de 2,5 % des parts de marché.

En réalité, la seule télévision ayant du poids en Pologne et étant sur une ligne pro-gouvernementale est la télévision publique. Les chaînes privées ayant de l'envergure et faisant de l'audience sont toutes sur une ligne éditoriale et politique opposée au gouvernement.

¹⁵⁶Cf. supra p. 100

D) Radio

Radio publique

Comme la télévision publique, les stations de radio publiques ont été reprises en main par le gouvernement par le biais de la « petite loi sur les médias » votée par la nouvelle coalition gouvernementale dès le 31 décembre 2015 et sont depuis des médias ayant ouvertement une ligne pro-PiS disposant de six stations nationales et de 17 stations régionales.

Groupe Agora

Comprenant *TOK FM* (informations) et les stations de musique *Złote Przeboje* et *Roxy FM*, le groupe a un positionnement libéral, progressiste et anti-PiS et est marqué par la figure historique d'Adam Michnik, dont la *Gazeta Wyborcza* fait office de principale force médiatique d'opposition à la politique gouvernementale depuis 2015.

Radio Maryja (Radio Marie)

Fondée en 1991, elle est la propriété de la fondation *Lux Veritatis* appartenant à l'ordre des Rédemptoristes qui détient aussi le quotidien national *Nasz Dziennik (Notre Journal)* et *TV Trwam*, une télévision qui avait été au cœur du sujet des manifestations de 2012-2013. Dans l'indifférence générale des médias occidentaux et des institutions européennes, le KRRiT (conseil audiovisuel polonais) avait refusé d'attribuer une fréquence à *TV Trwam*, ce qui avait été l'origine de grandes manifestations dans tout le pays, la plus grande ayant réuni 200 000 personnes à Varsovie en septembre 2012, ainsi qu'une pétition soutenant *TV Trwam* envoyée au KRRiT et signée par 2,5 millions de Polonais. Cette chaîne ne représentait pourtant pas une menace politique directe pour le gouvernement de Donald Tusk, car sa grille de programmation était surtout dominée par des émissions religieuses et d'évangélisation, les programmes d'information ou à caractère politique y étant minoritaires, mais il est vrai que son service d'information quotidien, de très bonne qualité, était sur une ligne conservatrice hostile aux gouvernements libéraux successifs de la coalition PO-PSL.

Radio Zet et le Fonds d'investissement et de développement des médias en Pologne (MDIF - Media Development and Investment Fund)

Présent du Guatemala à l'Indonésie, de l'Ukraine au Zimbabwe, dans 44 pays et à 88,6 % dans des États où la presse est considérée comme « n'étant pas libre ou qu'en partie¹⁵⁷ », le *MDIF* est géré par des intérêts proches du milliardaire américain d'origine hongroise George Soros et occupe une place importante dans le paysage médiatique polonais, ainsi que dans toute la région centre et est-européenne.

En Pologne, ce fonds détient des parts d'*Agora SA*, un groupe de médias dont un des personnages clés est Adam Michnik. Liée au *MFID* et à *Agora SA*, la société tchèque *SFS Ventures* détient quant à elle 60 % des parts du groupe polonais *Eurozet* — qui a appartenu jusqu'en 2018 au groupe *Lagardère* avant que *Czech Media Investment* n'en prenne le contrôle pour un an — opérant sur le secteur de la radio, les 40 % restants étant détenus par *Agora SA*, qui dispose d'une option d'achat sur les parts de *SFS Ventures*. Ce noyautage d'*Eurozet* par un groupe de presse proche de l'opposition et des cercles d'influence gravitant autour de la galaxie Soros fait que les radios dépendant d'*Eurozet* sont totalement du côté de l'opposition polonaise et invariablement anti-PiS.

E) La presse quotidienne régionale

Avant le rachat de la presse régionale par des capitaux polonais en décembre 2020 — conformément au processus de « repolonisation » défendu par le gouvernement en place depuis 2015 —, les quotidiens de la presse régionale étaient majoritairement détenus par le groupe de presse allemand *Verlagsgruppe Passau*. En effet, cette emprise allemande sur la presse régionale polonaise avait été favorisée en 2013-2014 par la coalition PO-PSL au pouvoir et menée par Donald Tusk, sans que cela ne suscite la moindre inquiétude des médias occidentaux et des institutions européennes, et avait abouti à ce que 19 des 24 quotidiens régionaux soient entre les mains de *Verlagsgruppe Passau*. Quand Donald Tusk était au pouvoir en Pologne, avant qu'il ne devienne président du Conseil européen en 2014, la filiale polonaise du groupe allemand (*Polska Presse*) avait doublé ses positions sur le marché de la presse régionale.

À la manière du gouvernement hongrois de Viktor Orbán, le PiS a réussi à reprendre le contrôle sur la presse régionale du pays : en décembre 2020, la première entreprise pétrolière polonaise *PKN Orlen*, dont l'État est actionnaire à hauteur de 27 %, rachète le groupe *Polska*

¹⁵⁷*Növekvő külföldi médiabefolyás Magyarországon* [L'influence étrangère sur les médias en augmentation en Hongrie], Institut du XXI^e siècle, 30 mars 2021, https://www.xxiszasadintezet.hu/novekvo-kulfoldi-mediabefolyas-magyarorszagon/?fbclid=IwAR0epnakRSjPQPnEJHjsJ_d2AC79ktsBW5pK79oKgRMZVTFw0xNKylQ2wDE

Presse, ce qui provoque immédiatement une levée de boucliers des médias occidentaux qui accusent le gouvernement polonais de perpétrer « un attentat contre la liberté d'expression ». Après cinq années au pouvoir, le PiS parvient enfin à réaliser son projet de « repolonisation » que Jarosław Kaczyński définit ainsi :

« Les médias en Pologne devraient être polonais. Nous ne pouvons pas accepter qu'ils prennent part à des campagnes orchestrées de l'étranger et qu'ils présentent une image fausse de la Pologne et du monde. Nous pouvons faire en sorte que les médias qui décrivent le monde de manière plus réaliste soient plus nombreux qu'aujourd'hui. »

F) La presse en ligne

Wyborcza.pl

Site en ligne de la *Gazeta Wyborcza*, ce média dispose aussi d'une version anglaise reprenant les articles susceptibles d'avoir le plus de retentissement sur la scène internationale — ce qui fait office de vivier aux rédactions des journaux progressistes occidentaux, *Gazeta Wyborcza* servant de référence à la plupart des journalistes non-polonais voulant obtenir des informations sur la Pologne, particulièrement quand il s'agit de rédiger des articles à charge contre la politique du gouvernement depuis 2015.

Notons que tous les quotidiens nationaux, dont l'écrasante majorité a une ligne défavorable au PiS, disposent évidemment d'une version en ligne, ce qui ne fait que décupler leur impact, le public le plus réceptif à un discours anti-gouvernemental étant, comme en Hongrie, plutôt un public composé de personnes hyperconnectées et habitant dans les centres urbains.

OKO.press

Lancé en juin 2015, ce site se veut un site de journalisme d'investigation et de *fact-checking* dont les collaborateurs sont proches de *Gazeta Wyborcza*, de *Polityka* et de *TVN* et des stations régionales de *Tok FM*. Le site a été lancé par la société *Agora*, au sein de laquelle Adam Michnik occupe un rôle clé. *OKO.press* déclare avoir voulu suivre le modèle de *PolitiFact*, un site de *fact-checking* américain financé par George Soros à travers le *Tampa Bay Times*. Ce site polonais est hostile au PiS et fait beaucoup penser à l'actuel projet hongrois de *fact-checking* entre 444, l'AFP et la Commission européenne¹⁵⁸, également inspiré de *PolitiFact*. En 2020, *OKO.press* a reçu le prix de l'*Index on Censorship Freedom*, une ONG actuellement présidée par une ancienne députée du Parti travailliste britannique, Ruth Smeeth. *OKO.press* est également très

¹⁵⁸Cf supra. Pp. 65-66

actif dans la défense du lobby LGBT, qui est un sujet de premier plan depuis quelques années en Pologne. Très rapidement après sa création, ce portail a su s'imposer comme le site d'informations faisant partie des 10 portails les plus consultés en Pologne — 7^e portail en 2020. Ce site est régulièrement classé dans les 10 sites les plus consultés en Pologne dans la catégorie « Média et information » et jouit d'une présence active sur les réseaux-sociaux.

NaTemat.pl

Lancé par Tomasz Lis en février 2012, ce site atteint très vite des records de visite, franchissant le million de vues par mois à peine un semestre après son lancement. Le site dispose d'environ 400 partenariats avec des auteurs animant des blogs hostiles à la politique du gouvernement depuis 2015, alors que Tomasz Lis qualifie son site d'*Huffington Post* polonais. En 2016, le portail reçoit un soutien financier de la part de la société *Google* dans le cadre de son fonds *Digital News Innovation*, qui a renouvelé son soutien financier plus récemment, en 2019. Sa ligne éditoriale est opposée à la politique gouvernementale et le fondateur du portail, Tomasz Lis, est aux côtés d'Adam Michnik un des grands noms polonais d'un journalisme progressiste ne déviant jamais d'une ligne anti-PiS.

Onet.pl

Lancé en 1996, ce portail d'information est depuis 2012 la propriété du groupe *Ringier Axel Springer Polska* et est le portail d'information le plus consulté en Pologne. Comme tous les organes de presse appartenant au groupe *Ringier Axel Springer Polska*, sa ligne éditoriale est hostile au PiS, le portail ayant en février 2021 pris part à l'action « Médias sans choix¹⁵⁹ ». Ce portail est l'illustration de la nature politique des critiques formulées en matière de liberté de la presse à la Pologne : ce média, détenu par des capitaux non-polonais (suisses et allemands) est fortement politisé et se positionne très nettement sur l'échiquier polonais, et peut être qualifié de tout sauf d'indépendant. Cette voix hostile au gouvernement polonais s'exprime librement et est même la voix médiatique la plus suivie en Pologne, le portail étant le plus populaire du pays. Notons que le groupe *Ringier Axel Springer Polska* détient aussi *Newsweek Poland* et *Fakt*, des médias également très présents et influents sur la toile, alors qu'ils sont leaders dans leur secteur (presse hebdomadaire et quotidienne).

Mois d'octobre 2021 : 2^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 206,76 millions de visites

¹⁵⁹Cf. supra p. 96

Interia.pl

Fondé en 1999, *interia.pl* est régulièrement en tête des portails d'information les plus consultés en Pologne. Ayant appartenu pendant vingt ans au groupe de presse allemand *Bauer Media*, ce portail est depuis le 1^{er} mai 2020 détenu par *Cyfrowy Polsat*, l'entreprise détenant *Polsat*, propriété de l'homme d'affaires polonais Zygmunt Solorz-Żak. *Polsat* étant moins ouvertement anti-PIS que *TVN*, *Interia* n'en demeure pas moins un portail aux contenus défavorables à la coalition de « Droite unie ».

Mois d'octobre 2021 : 3^e site le plus consulté dans la catégorie Média et Information ; 136,62 millions de visites

Gosc.pl

Version en ligne de l'hebdomadaire *Gość Niedzielny*, ce site catholique et conservateur est souvent dans les dix premiers sites les plus consultés de Pologne dans la catégorie « Opinion » mais n'atteint jamais la visibilité de ses concurrents progressistes.

Tysol.pl

Version en ligne du célèbre hebdomadaire *Solidarité* dont le premier numéro est paru en 1981 (*Tygodnik Solidarność*), *tysol.pl* fait partie des dix sites d'opinion les plus consultés en Pologne. *Tysol.pl* est critique de la Plateforme civique et de Donald Tusk. Son rédacteur en chef, Michał Ossowski, est ouvertement très critique envers les journalistes opposés à la politique du gouvernement, notamment envers l'un des plus connus d'entre eux : Tomasz Lis.

Tysol dispose aussi d'une version française (*tysol.fr*) lancée et animée par Patrick Edery, un chef d'entreprises français vivant en Pologne depuis vingt ans. Ce dernier a récemment déclaré : « 90 % des informations concernant la Pologne sont fausses¹⁶⁰ ! »

¹⁶⁰ « 90% des informations sur la Pologne sont fausses » - Le Zoom - Patrick Edery - TVL, 1^{er} novembre 2021, <https://www.youtube.com/watch?v=kvJkEW3ZmKU>

CONCLUSION DU CHAPITRE

Comme nous l'avons vu dans ce chapitre, la situation polonaise des médias est à bien des égards similaire à la situation hongroise. Cette similitude procède d'histoires parallèles et de points de ressemblance entre les deux pays quant à leur configuration politique actuelle. À leur manière, la Hongrie et la Pologne ont toutes les deux connu des traumatismes à la suite des changements de régime de 1989-1990. Ces traumatismes expliquent pour une grande part ce qu'il faudrait appeler un « retour de bâton conservateur et national ». **Comme dans le cas hongrois, c'est évidemment ce retour en force des thématiques conservatrices et nationales dans les médias polonais qui met les institutions européennes dans l'embarras.**

Mais la Pologne n'est pas la Hongrie, et les différences en matière de médias sont nombreuses. Même si l'ombre de Jarosław Kaczyński plane sur toute la droite polonaise, le conflit entre Bruxelles et Varsovie n'est pas aussi personnifié que celui entre Bruxelles et Budapest. En effet, dans le cas hongrois, les critiques sont souvent concentrées sur la personne de Viktor Orbán. Cela présente un avantage pour le gouvernement hongrois, qui n'a pas de mal à montrer que l'idée selon laquelle « Orbán tient la presse » est fausse, quantité de contenus médiatiques hongrois étant dirigés quotidiennement contre la personne de Viktor Orbán, sans que cela ne provoque de velléités de censure ou de répression de la part des autorités hongroises. En Pologne, la situation est plus complexe et le conflit avec Bruxelles sur la question des médias moins personnifié. Le marché des médias polonais est plus diffus que le marché hongrois. **Les acteurs impliqués y sont plus nombreux et les médias conservateurs moins centralisés qu'en Hongrie.**

Cette différence avec la Hongrie est à la fois un avantage et un inconvénient pour la Pologne dans les arguments qu'elle utilise pour mettre en défaut le discours expliquant que la presse n'est plus libre en Pologne. Un avantage parce que le secteur des médias polonais est riche et comprend par exemple des organes idéologiquement en phase avec le PiS mais politiquement critiques, voire en désaccord. **Alors qu'il est clair que Viktor Orbán tient son camp politique et médiatique, il n'existe pas en Pologne, excepté la télévision publique et depuis peu la presse régionale, de « système médiatique PiS ».** La Pologne a ainsi potentiellement plus d'arguments que la Hongrie pour se défendre et faire mentir les griefs formulés à son encontre, mais c'est précisément cela qui rend sa défense plus subtile, et donc sans doute moins audible, la « Hongrie de Viktor Orbán » pouvant se contenter de montrer que la personne du Premier ministre est attaquée constamment et en toute liberté par les médias hongrois.

La taille du marché économique et la diversité politique sont plus grandes en Pologne qu'en Hongrie. Cet état de fait se répercute mécaniquement sur le secteur des médias. La Pologne est un pays nettement moins centralisé économiquement et politiquement que la Hongrie, ce qui conduit à une complexification et à une hybridation de la structure capitaliste des groupes de presse à capital polonais et à une plus grande surface d'investissement pour les groupes non-polonais. Les possibilités d'investissement sur le marché des médias polonais étant plus nombreuses que sur le marché hongrois, les logiques de marché jouent plus en Pologne qu'en Hongrie. En Hongrie, le marché des médias est binaire et les enjeux économiques sont relativement faibles. En Pologne, le marché des médias est multiple, alors que les enjeux économiques sont importants.

Certes, le phénomène de division capitale/province est aussi présent en Pologne, mais il ne résume pas la vie médiatique nationale. En Hongrie, la dichotomie entre culture médiatique provinciale et culture médiatique budapestoise ouverte et connectée résume en réalité l'essentiel du fait médiatique hongrois. Cette tendance existe aussi en Pologne, mais l'essentiel du fait médiatique polonais est plutôt à chercher du côté de la présence d'une plus grande variété de tendances politiques, d'un marché économique plus juteux et d'une plus forte intransigeance idéologique qu'en Hongrie.

Contrairement à la Hongrie, la Pologne est un pays où le fait religieux est un fait social et politique. Les convictions personnelles y sont susceptibles de prendre le dessus sur les positionnements politiques. En Hongrie, la guerre des clans politiques l'emporte sur tout, et très rares sont en réalité les électeurs ou les consommateurs de médias plaçant une conviction, un idéal ou des principes avant un sentiment sur les clans et les personnes animant la vie politique hongroise. Par bien des aspects, les Hongrois ont des restes de réflexes féodaux et une tendance à personnifier la politique. En Pologne, des tendance politiques existent aussi bien à gauche qu'au sein de la droite conservatrice. **Ce paysage politico-médiatique se compose d'acteurs aux principes arrêtés et capables de reléguer l'appartenance clanique et partisane au second plan. L'existence du magazine *Do Rzeczy* est de ce point vue l'exemple le plus abouti, en ce qu'il est nettement conservateur mais peut se montrer très critique de la politique gouvernementale.** Le succès d'un tel magazine est impensable sur le marché hongrois où le jeu des positionnements médiatiques peut à grand trait se résumer ainsi : « pile : pour Orbán, face : contre Orbán ». **Pour résumer : le conservatisme et le christianisme polonais existent en dehors de la sphère politique, alors qu'en Hongrie ils sont insufflés et encouragés par les acteurs du théâtre politique. Bien qu'elle soit évidemment plus conservatrice et moins déchristianisée que l'Europe de l'Ouest, la Hongrie, si on la compare aux pays de sa région, est éminemment moins marquée par la tradition chrétienne que la Pologne.**

Pour toutes ces raisons, la vie politique polonaise est plus instable que la vie politique hongroise. La coalition gouvernementale fait en effet régulièrement face à des dissensions entre les partenaires de la majorité — une chose impensable en Hongrie, où le Premier ministre tient ses troupes parlementaires. La vie parlementaire polonaise est rythmée et intéressante, alors qu'elle est inexistante dans de nombreux pays européens. Ce bouillonnement politique se prolonge dans la sphère médiatique, qui est bien moins univoque et bien plus foisonnante que les secteurs médiatiques ouest-européens.

Que les Occidentaux aient du mal à comprendre qu'en Hongrie un homme et son cercle détiennent environ la moitié des médias et de la presse est une chose recevable. Nous avons dans le premier chapitre de ce rapport livré les principaux éléments historiques, économiques et politiques permettant de comprendre cette particularité médiatique hongroise. En revanche, que les Occidentaux fassent preuve de la même indignation face au cas polonais est moins recevable, car, **en Pologne, la vie médiatique est moins partisane qu'en Hongrie et découle de tendances allant au-delà du clivage entre le principal parti gouvernemental et son opposition.**

Enfin, les investissements étrangers dans les médias en Pologne comportent une dimension profondément plus géopolitique qu'en Hongrie. Les enjeux géostratégiques y sont plus centraux qu'en Hongrie. La Pologne est en effet infiniment plus convaincue de la nécessité de son engagement atlantiste que ne l'est la Hongrie. Le retour au pouvoir des Démocrates à Washington complique la position du PiS, un parti plutôt pro-américain que pro-allemand, alors que la Plateforme civique de Donald Tusk est plutôt pro-allemande que pro-américaine. Toucher à une chaîne de télévision à capital américain (*TVN*) serait dans le cas hongrois considéré comme une simple attaque contre la liberté de la presse, alors qu'elle est aussi dans le cas polonais un mouvement brusque et direct dans le jeu des intérêts stratégiques de la Pologne.

Au refus des Occidentaux d'envisager un secteur médiatique en dehors des standards progressistes et à l'incapacité de comprendre les phénomènes d'une société post-communiste s'ajoute donc, dans le cas polonais, une importante dimension géostratégique, qui ne manquera pas d'animer les débats sur la liberté de la presse en Pologne dans les années à venir.

CONCLUSION GÉNÉRALE

L'étude des secteurs médiatiques hongrois et polonais qui précède permet de faire jaillir des éléments et des données que les centre-Européens ayant des bases de culture historique et politique connaissent bien, mais que les ouest-Européens ne voient pas, ne veulent pas voir ou font mine de ne pas voir. Il est peu probable que les différents constats faits dans cette étude ne soient pas au moins en partie connus des autorités européennes. Même si ces dernières n'en feront probablement que rarement usage, nous nous proposons de les résumer ici :

- L'absence d'une culture de service public de l'information en Hongrie et en Pologne n'est pas due aux prétendues velléités autoritaires du Fidesz ou du PiS, mais au glacis soviétique ayant empêché le développement d'une telle culture au moment où les pays d'Europe de l'Ouest en posaient les jalons. **En Pologne et en Hongrie, les médias publics sont depuis le changement de régime de 1989-1990 pilotés par la classe politique au pouvoir.** Par ailleurs, cette culture de service public de l'information est aujourd'hui sérieusement endommagée en Europe de l'Ouest, l'idéologisation des émissions de service public y étant une réalité quotidienne.
- En 1990, l'ouverture aux investissements occidentaux des marchés d'Europe centrale et orientale et la privatisation au pas de charge de pans entiers des économies de l'ancien bloc socialiste ont créé des paysages médiatiques polonais et hongrois d'une particularité dont les Européens de l'Ouest peinent à saisir les enjeux. **Ce sont les excès de cette ouverture forcenée aux investissements occidentaux qui sont à l'origine de tensions dans les sociétés post-communistes et des succès électoraux du Fidesz en 2010 et du PiS en 2015.** Ces victoires électorales sont avant tout des réactions aux dérives et aux promesses non-tenues de l'entrée de la Hongrie et de la Pologne dans le giron occidental.
- Une des dérives de cette ouverture forcenée a abouti à une très nette surreprésentation des idées libérales et progressistes au sein des paysages médiatiques hongrois et polonais par rapport à la proportion d'adhésion à ces idées dans la population. **Les réformes des médias entreprises par le Fidesz et le PiS dès leur arrivée au pouvoir procèdent directement d'une volonté de remédier à ce déséquilibre.**

- Cette politique de rééquilibrage a lieu dans des pays aux paysages médiatiques par essence politisés. **En Hongrie et en Pologne, cette politique a consisté en une augmentation des doses de contenus conservateurs et critiques de l'Union européenne. Elle a été possible grâce aux larges victoires électorales du Fidesz et du PiS et soutenue par des bases électorales en accord avec ces lignes politiques.** Bien que modeste et incomplète, cette politique de rééquilibrage du paysage médiatique au profit des conservateurs est qualifiée par les médias occidentaux et les institutions européennes comme étant une « attaque contre les médias libres et indépendants ». **Or, pour ce qui est de l'Europe centrale, les éléments montrant que ces médias sont liés à des intérêts bien identifiables affluent et permettent d'établir que « libre et indépendant » veut en réalité dire « pro-UE et progressiste ».** Malgré cette politique de rééquilibrage, les idées progressistes sont encore largement dominantes dans certains secteurs du marché des médias en Hongrie et en Pologne.
- Cette politique de rééquilibrage reste modeste en ce que la réelle dynamique à l'œuvre sur le marché n'a pas lieu sur le terrain qu'occupent les gouvernements hongrois et polonais (télévision publique, presse régionale), mais à travers des canaux numériques. Dans le cas hongrois, ce constat est frappant : **la presse hongroise en ligne anti-Orbán est la seule à être capable de thématiser et de dicter un agenda médiatique ; la presse pro-gouvernementale se contentant de réagir à ce tempo que lui dictent ses adversaires.**
- Si la Hongrie et la Pologne étaient véritablement sous la coupe de gouvernements autoritaires aux tendances dictatoriales, elles tenteraient d'enrayer cette dynamique numérique et idéologique lui étant nettement défavorable. Il n'en est évidemment rien, et c'est en réalité l'inverse qui se produit. **Jamais la censure en ligne ne s'applique aux médias opposés au Fidesz ou au PiS. Leurs propos sont formulés en toute liberté et souvent avec une grande virulence à l'encontre des gouvernements hongrois et polonais.** C'est différent pour les médias conservateurs voulant investir le marché de la presse en ligne, ces médias faisant occasionnellement l'objet de la censure des géants du numérique.

Le constat général que permet de faire cette étude est inquiétant. Après plus de quinze années passées au sein de l'Union européenne, la Hongrie et la Pologne donnent le sentiment d'être en rupture permanente par rapport à la politique décidée à Bruxelles. L'Union européenne n'est pas parvenue à comprendre les particularités historiques et politiques de ces pays sortis du bloc de l'Est. En ce qui concerne le marché des médias et de la presse, l'Union européenne est incapable d'intégrer et de digérer la singularité historique des pays ayant adhéré en 2004. Elle ne

pourrait en être capable qu'à la condition d'avoir à Budapest et à Varsovie des gouvernements lui étant ouvertement et totalement favorables, ce qui n'est actuellement pas le cas.

Mais ce conflit permanent n'est-il pas justement ce qui maintient l'Union européenne en mouvement ? **Assurément, les déclarations de principe et les agitations des uns et des autres permettent, quand cela est nécessaire politiquement, de faire l'impasse sur d'autres sujets. Aussi, ce conflit sur la liberté de la presse depuis des décennies s'avère en réalité politiquement profitable à toutes les parties prenantes.** En matière d'utilisation politique du conflit, Viktor Orbán est passé maître et sait précisément dans quelle mesure et jusqu'à quelle limite il peut se servir d'une friction avec Bruxelles pour entretenir son capital politique sur le plan national. En Europe de l'Ouest, les mauvais exemples polonais et hongrois sont une aubaine, les pointer du doigt permet par exemple de ne pas traiter les problèmes de liberté de la presse en Allemagne, ou encore de la question que pose l'influence conséquente prise par les GAFAM.

Enfin, le conflit entre les institutions européennes et les gouvernements hongrois et polonais ne passe-t-il pas et n'occulte-t-il pas l'essentiel de la question de l'information et des médias de nos jours ? En effet, il est évident que la querelle classique sur la liberté de la presse et le danger que peut représenter le pouvoir politique pour l'activité des médias est dépassée. C'est sous cet angle que les institutions européennes critiquent pourtant la Hongrie et la Pologne. Cet angle et cette approche nous paraissent périmés. **À l'époque de l'information en continu et des réseaux sociaux, ce ne sont plus les médias qui travaillent pour la classe politique mais l'inverse. Les médias émettent en continu et donnent le rythme, les acteurs politiques ne faisant que courir derrière ce qui leur est imposé.**

Certes de manière moins systématique et poussée qu'en Europe de l'Ouest, ce retournement des rôles au profit des médias, qui dominent aujourd'hui la classe politique, a aussi eu lieu en Europe centrale et orientale. L'exemple du travail de sape effectué en Hongrie par les médias en ligne d'opposition sur le COVID-19 en est un exemple parfait. La séquence COVID-19 montre que le gouvernement hongrois est en réalité dépendant des médias, et non l'inverse. En ce sens, le conflit sur la liberté de la presse en Hongrie et en Pologne est un conflit appartenant au passé. D'ailleurs, peut-être l'énergie dépensée à l'entretien de ce conflit participe-t-elle en partie à un objectif de dissimulation des réels enjeux du présent : la mainmise des médias sur la vie politique contemporaine, l'influence démesurée et illégitime des GAFAM sur l'information ou encore le recul des libertés publiques en Europe depuis mars 2020.

TABLE DES MATIÈRES

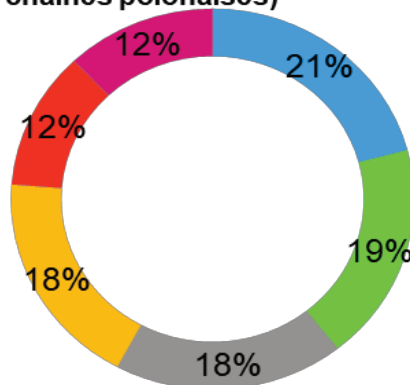
INTRODUCTION GÉNÉRALE	3
Chapitre 1 : Les médias et la presse dans la Hongrie de Viktor Orbán	5
INTRODUCTION	5
I. Le Fidesz et les médias : genèse d'un rapport douloureux	7
A) Le traumatisme de la défaite de 2002	7
B) 2002-2010 : les médias pro-Fidesz dans l'opposition	9
C) La reconquête du pouvoir	10
II. La politique médiatique hongroise face à ses critiques	12
A) Des choix politiques d'emblée conflictuels	12
Point de départ d'une décennie de critiques à l'encontre Viktor Orbán	13
La réforme des médias de 2010	15
Les débuts de la « méthode Orbán »	18
Le reprise en main des médias de service public	19
Conflits autour de la loi sur la taxation des recettes publicitaires des médias	24
B) Le contenu et l'origine des critiques	26
Reporters sans frontières	26
Freedom house	27
Les médias et la liberté de la presse dans le rapport Sargentini	28
III. Les médias hongrois en action	31
A) Un paysage médiatique intensément polarisé	31
Le front commun anti-Orbán en gestation	31
Deux blocs irréconciliables	32
Lőrinc Mészáros et le KESMA	33
B) Les dynamiques réelles à l'œuvre dans les médias en Hongrie	35

Absence de politiquement correct	35
La question de l'indépendance et de l'objectivité	37
La gauche hongroise domine la toile	38
Les médias hongrois à l'ère des réseaux sociaux	41
Le COVID-19, ou la preuve que le gouvernement hongrois n'a pas la main sur les médias	44
IV. Tableau général des médias en Hongrie	46
A) Télévision	46
B) Radios	50
C) Presse quotidienne	52
D) Presse hebdomadaire	55
E) Presse en ligne	60
CONCLUSION DU CHAPITRE	75
Chapitre 2 : Les médias et la presse en Pologne	78
INTRODUCTION	78
I. 2007-2015 : un paysage médiatique dominé par les progressistes	81
II. La réforme des médias et de la presse à la suite du retour au pouvoir du PiS en 2015	83
Création du Comité de défense de la démocratie (KOD)	85
« L'Union européenne menace la Pologne »	87
« Repoloniser veut dire censurer »	91
III. La coalition de « Droite unie » poursuit la politique démarrée en 2015	95
A) 10 février 2021 : mercredi noir pour la liberté de la presse polonaise ?	95
Le projet de loi de « cotisation sur la publicité »	95
Les réactions en Pologne : l'opération « Médias sans choix »	96
La narration des médias occidentaux hostiles au projet de loi polonais	97
Débat au Parlement européen à l'occasion de la séance plénière du 10 mars 2021	100
Quand la Slovénie est mise dans le même lot que la Hongrie et la Pologne	102

Quelques exemples de la pratique du deux poids, deux mesures en matière de liberté de la presse	104
B) Mise en perspective des tensions et des conflits suscités par la « Lex-TVN »	106
Le Parlement européen vent debout contre une nouvelle loi sur les médias votée par le Sejm	106
Éléments sur la Lex-TVN	107
L'affaire Lex-TVN, ou la preuve que la notion de liberté de la presse est avant tout politique	109
IV. Tableau général des médias en Pologne	111
A) Presse quotidienne	111
B) Presse hebdomadaire	117
C) Télévision	121
D) Radio	124
E) La presse quotidienne régionale	125
F) La presse en ligne	126
CONCLUSION DU CHAPITRE	129
CONCLUSION GÉNÉRALE	132
ANNEXES	138

ANNEXES

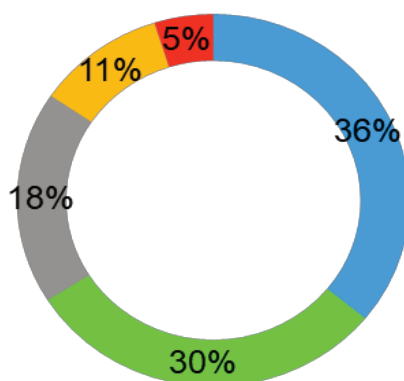
Audiences de la 1ère quinzaine de novembre 2021 en pourcentage (panel comprenant les 6 plus grandes chaînes polonaises)



- TVP1 (pro-gouvernement)
- Polsat (« indépendant »)
- TVP2 (pro-gouvernement)
- TVN (« indépendant »)
- TVP Info (pro-gouvernement)
- TVN24 (« indépendant »)

Source :
<https://www.wirtualnemedi.pl/>

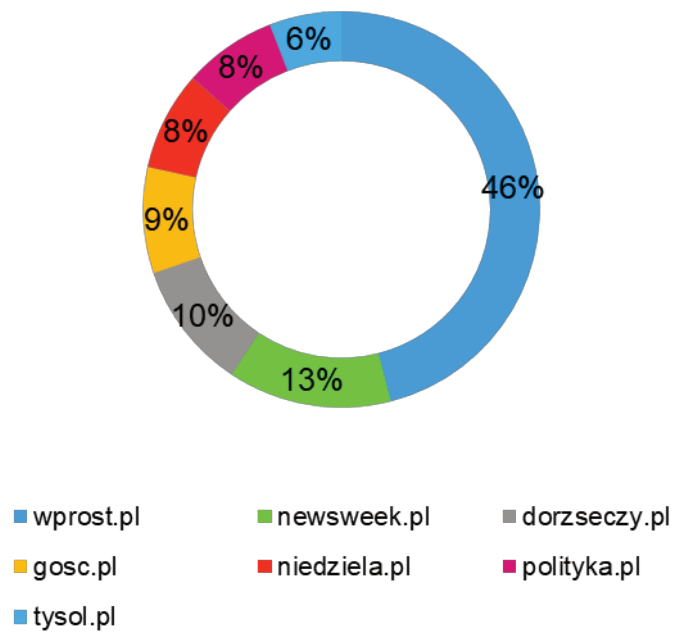
Audiences quotidiennes en pourcentage (panel comprenant les 5 plus grandes chaînes hongroises)



- RTL Klub (« indépendant »)
- TV2 (pro-gouvernement)
- Télévision publique (pro-gouvernement «)
- ATV (« indépendant »)
- Hír TV (pro-gouvernement «)

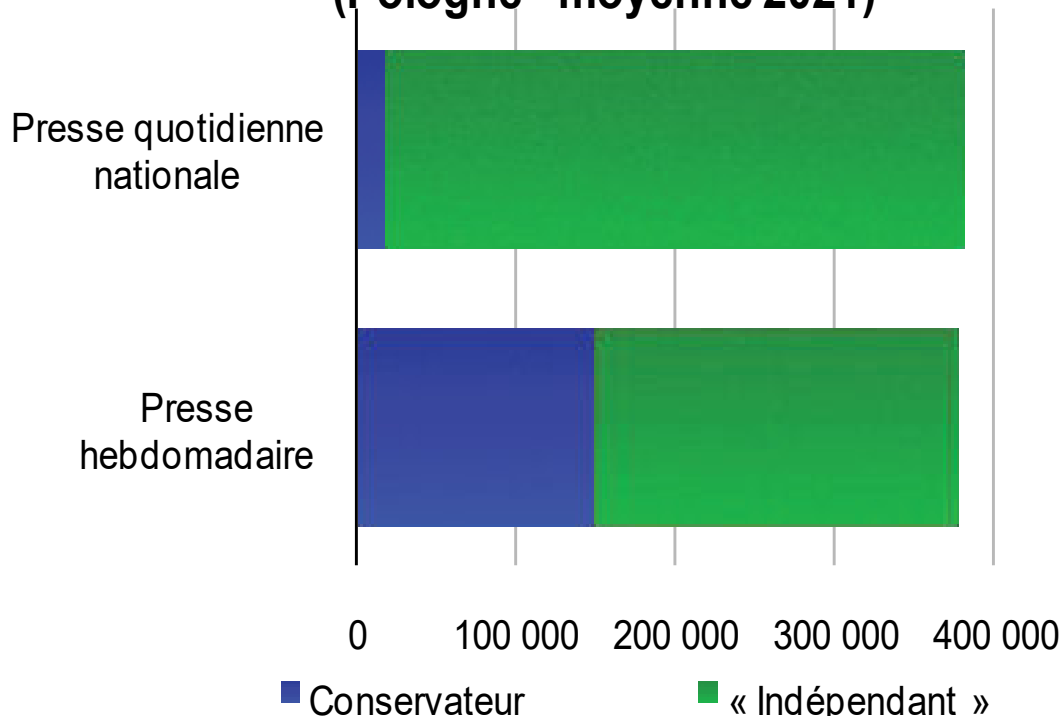
Source : *Republikonintézet* (juin 2021)

**Visites des 7 principaux sites d'opinion
polonais en pourcentage (juin 2021)**



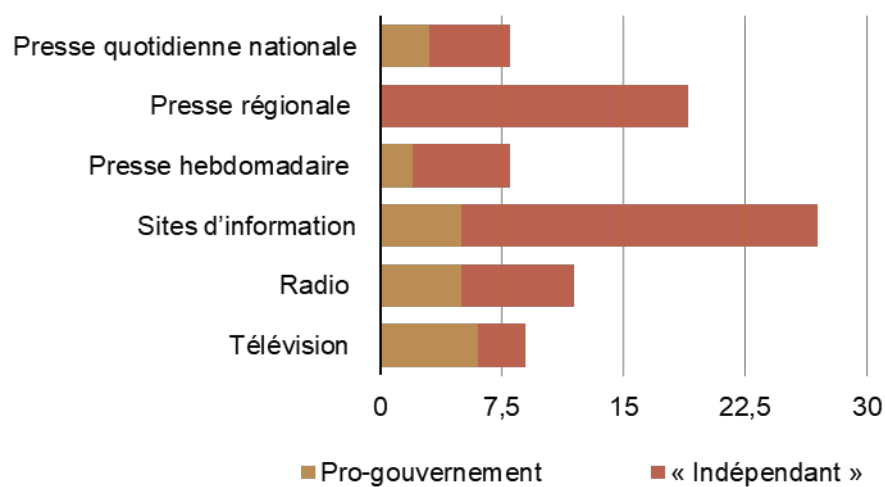
Source : <https://www.wirtualnemedi.pl/>

**Tirage total moyen payé
(Pologne - moyenne 2021)**



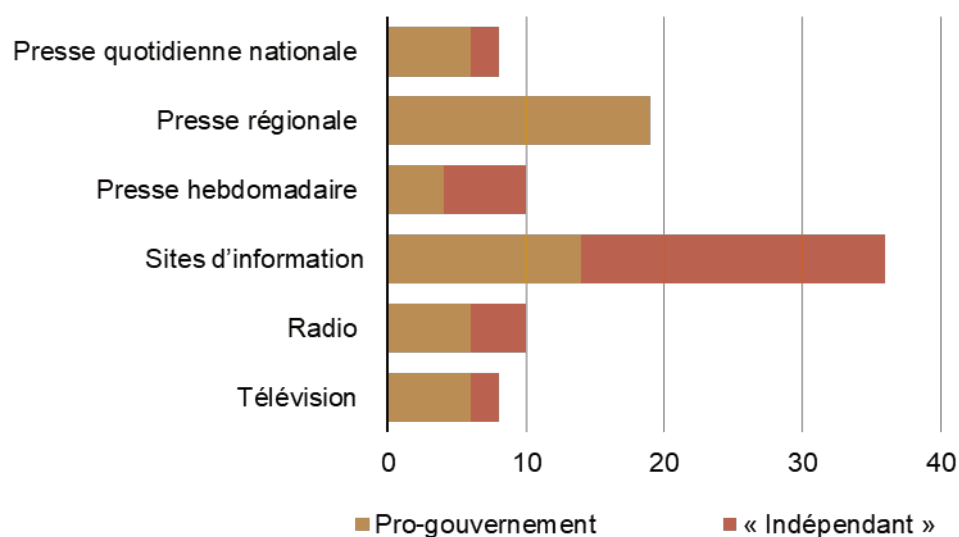
Source : <https://www.wirtualnemedi.pl/>

**Partage du marché des médias et de la presse en Hongrie -
Nombre de médias (2011)**



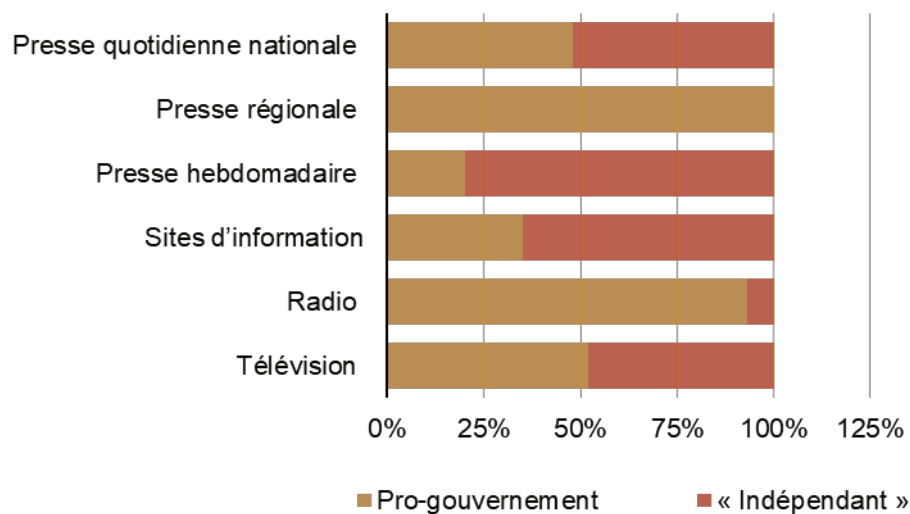
Source : <https://atlo.team/media2020/>

**Partage du marché des médias et de la presse en Hongrie -
Nombre de médias (année 2020)**



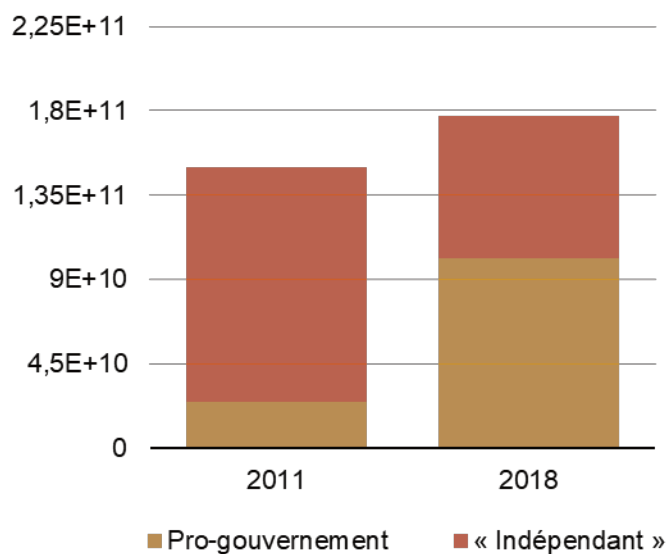
Source : <https://atlo.team/media2020/>

Personnes atteintes par les médias (2020) - Pourcentage



Source : <https://atlo.team/media2020/>

Recettes nettes des médias hongrois (en forints)



Source : <https://atlo.team/media2020/>



Couverture de l'hebdomadaire *HVG* en date du 16 août 2018 : « Côte d'Or : où va l'agent des résidences secondaires »
[Image montrant Lőrinc Mészáros, première fortune du pays et proche de Viktor Orbán, portant un pendentif ayant la forme du lac Balaton]



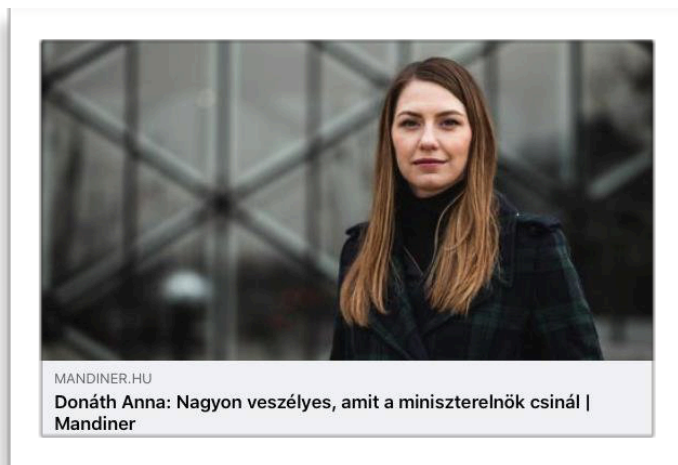
Couverture de l'hebdomadaire *Magyar Narancs* du 10 septembre 2015 : « Un pays devenu une honte — l'échec de la police migratoire hongroise »



Titre d'un article de *Telex* du 13 avril 2021 : « Le fait que de moins en moins de personnes osent parler à la presse prouve le caractère autoritaire du système hongrois »



Titre d'un article de *nepszava.us* en date du 25 novembre 2021 : « La Hongrie parmi les adversaires de la démocratie, une des plus grandes hontes de ce pays depuis 1000 ans »



Le site pro-gouvernemental *Mandiner.hu* relaie la déclaration d'une des plus farouches opposantes à Viktor Orbán : « Anna Donáth : Ce que fait le Premier ministre est très dangereux » (3 décembre 2021)

[Réaction aux propos tenus par Viktor Orbán selon lesquels Bruxelles pourrait intervenir dans les élections hongroises.]



Titre d'un article du quotidien hongrois *Népszava* en date du 5 décembre 2021 : « La réunion des partis populistes de droite à Varsovie se clôture par un grand échec »



Titre d'un article de *Nyugati Fény* en date du 3 décembre 2021 :
 « La machine de propagande de Rogán manque son coup : un mensonge sale encore révélé à la vitesse de l'éclair »
 [Antal Rogán est un proche de Viktor Orbán en charge de la politique médiatique.]



Sur le site de *Klubrádio* en date du 7 août 2021 (média au cœur de la polémique suscitée au Parlement européen en mars 2020), l'intellectuel hongrois Gáspár Miklós Tamás (TGM) dénonce la signature par le Fidesz d'une déclaration avec 13 autres partis européens : « Orbán rejoint les fascistes »



Couverture de l'hebdomadaire *HVG* en date du 9 avril 2020 : « Sors-t'en et règne ! Le plan d'action de défense du pouvoir d'Orbán »



Titre d'un article de *444.hu* en date du 3 décembre 2021 : « Orbán se rend à Varsovie pour négocier avec des chefs de partis d'extrême-droite »



Titre d'un article de *444.hu* en date du 18 septembre 2021 : « La Hongrie pourrait ne pas recevoir des fonds européens en raison de la loi homophobe »



Couverture de *Newsweek Polska* en date du 17 novembre 2021 : « Pars, nous on reste »
[Sous-entendu 'Kaczyński, pars de l'UE']



Couverture de *Sieci* en date du 2 novembre 2021 : « Comment la Pologne et la Hongrie gagnent la guerre contre Bruxelles et pourquoi elles ont dû faire cette guerre »



Une de *Gazeta Wyborcza* en date du 4 décembre 2021 : « Anne Applebaum, Donald Tusk - L'Ouest saura-t-il se défendre ? »



Couverture de *Do Rzeczy* en date du 8 novembre 2021 : « Il est temps de liquider le Parlement européen »

Michał Szuldrzyński: Szkodliwy dysonans dyplomacji PiS

Prezes Kaczyński, spotykając się z Klubem Parlamentarnym PiS, tak zmobilizował posłów, że czwartkowe głosowania przebiegły po myśli kierownictwa partii. Sięgnął jednak po najcięższy arsenał retoryczny, który pokazuje, jak niespójna jest polityka PiS.

Aktualizacja: 02.12.2021 23:10 Publikacja: 02.12.2021 19:01

Article du journaliste Michał Szuldrzyński dans *Rzeczpospolita* en date du 2 décembre 2021 : « La dissonance néfaste de la politique étrangère du PiS »



| Wojciech Czuchnowski, | Anita Karwowska |

Ofiary PiS idą do Trybunału w Hadze. Do adwokatów zgłosiło się ponad tysiąc osób

- Ponieważ represjonowani obywatele nie mogą znaleźć sprawiedliwości w kraju, postanowili zgłosić się do Trybunału w Hadze - mówi mec. Jacek Dubois, który razem z Romanem Giertychem i Mikołajem...

26-11-2021 12:39

Article de *Gazeta Wyborcza* en date du 26 novembre 2021 : « Les victimes du PiS se rendent à La Haye. Plus d'un millier de personnes ont sollicité l'aide d'un avocat »
[L'image montre Franek Broda, militant LGBT, neveu du Premier ministre Mateusz Morawiecki]



Couverture de *Polityka* en date du 8 novembre 2021 : « La troisième guerre mondiale et les autres guerres du PiS »
[Allusion à un entretien donné par Morawiecki au *Financial Times* dans lequel il explique que la Commission pourrait déclencher une troisième guerre mondiale en retenant les fonds de relance - au sens figuré bien sûr]

PATRIOTS

FOR EUROPE FOUNDATION



**Étude publiée par Patriots for Europe Foundation
25 Boulevard Romain Rolland – 75014 – Paris – France
Numéro de SIRET : 823 400 239 00021
Président de Patriots for Europe Foundation : Andràs Laszlo
Directeur : Raphaël Audouard
Publiée en 2023
contact@pfe-foundation.eu
www.pfe-foundation.eu**

La Patriots for Europe Foundation est partiellement financée par le Parlement européen et a la seule responsabilité de cette publication. Cette publication n'est pas destinée à la vente.